



CHAMBRE DES SALARIES
LUXEMBOURG

Droit de la sécurité sociale

Les prestations familiales suite à
la réforme de 2016

Situation au 1^{er} octobre 2016

Sozialversicherungsrecht

Die Familienleistungen nach der Reform
von 2016

Stand: 1. Oktober 2016



Droit de la sécurité sociale

Les prestations familiales suite à la réforme de 2016

Situation au 1^{er} octobre 2016

Version française des pages 1 à 49
Französische Version von Seite 1 bis 49

Version allemande des pages 51 à 94
Deutsche Version von Seite 51 bis 94

Impressum

Éditeur

Chambre des salariés

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
T. (+352) 27 494 200
F. (+352) 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu
Jean-Claude Reding, président
Norbert Tremuth, directeur

Impression

Imprimerie Weprint

Distribution

Librairie « Um Fieldgen Sàrl »
3, rue Glesener
L-1634 Luxembourg
T. (+352) 48 88 93
F. (+352) 40 46 22
info@libuf.lu

ISBN : 978-2-919888-03-0

Les informations contenues dans le présent ouvrage ne préjudicient en aucun cas aux textes légaux et à leur interprétation et application par les administrations étatiques ou les juridictions compétentes.

Le plus grand soin a été apporté à la rédaction de cet ouvrage. L'éditeur et l'auteur ne peuvent être tenus responsables d'éventuelles omissions et erreurs ou de toute conséquence découlant de l'utilisation de l'information contenue dans cet ouvrage.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés quelconques sont réservés pour tous les pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur/auteur de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Préface



Jean-Claude Reding
Président de la Chambre des salariés

Cette publication de la Chambre des salariés (CSL), qui traite des prestations familiales des personnes résidant au Grand-Duché ou soumises à une affiliation obligatoire auprès de la sécurité sociale luxembourgeoise, reflète la situation en vigueur au 1^{er} octobre 2016.

Le système des prestations familiales constitue un élément central de la politique familiale et sociale. La réforme, entrée en vigueur le 1^{er} août 2016, vient considérablement modifier ce système. En effet, celle-ci concerne tant l'allocation familiale proprement dite que l'allocation de naissance et l'allocation de rentrée scolaire. Le boni pour enfant est, quant à lui, supprimé pour être incorporé directement au montant de l'allocation familiale. Pour rappel, l'allocation de maternité et l'allocation d'éducation avaient déjà été abrogées par la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'épargne.

Concernant cette réforme, une des grandes nouveautés est l'introduction de montants uniformes en matière d'allocations. En effet, le montant de l'allocation familiale n'est plus progressif suivant le nombre d'enfants, mais est désormais fixé à 265 euros par enfant, quel que soit le nombre de personnes composant la fratrie. Toutefois, ce nouveau montant s'applique uniquement à chaque bénéficiaire qui entre dans le système après l'entrée en vigueur de la réforme : donc, aussi bien les nouveau-nés à partir du 1^{er} août 2016 que les enfants des personnes qui, à partir de cette date, tombent sous le champ d'application par le fait qu'ils s'installent au Luxembourg ou que l'un des parents commence à travailler au Grand-Duché.

Pour les autres ayants droit, un système transitoire qui ne concerne toutefois que le montant de l'allocation familiale au sens strict a été mis en place. Concrètement, tous les ménages bénéficiaires de cette allocation avant le 1^{er} août 2016 continuent de toucher le même montant qu'auparavant, boni pour enfants inclus. En revanche, toutes les autres dispositions sont entrées en vigueur pour tous les bénéficiaires : l'allocation de rentrée scolaire, qui suit également le principe du montant uniforme, passe à 115 euros pour les enfants entre 6 et 11 ans, et à 235 euros pour ceux de 12 ans et plus, la majoration d'âge, elle, passe à 20 euros pour les enfants de moins de 12 ans, et à 50 euros pour les plus âgés, quant à l'allocation de naissance, elle reste fixée à 1.740,09 euros.

La présente publication a voulu faire la lumière sur les nouvelles règles concernant les prestations familiales. L'ouvrage aborde successivement l'allocation de naissance, l'allocation familiale en tant que telle, y compris la majoration d'âge et le supplément pour enfants handicapés, ainsi que l'allocation de rentrée scolaire. La CSL espère que les salariés pourront ainsi trouver les informations qui leur seront utiles pour mieux comprendre et appréhender le système des prestations familiales récemment réformé.

Luxembourg, octobre 2016



SOMMAIRE

I Les prestations familiales suite à la réforme de 2016 7

1. La réforme de 2016 en un clin d'œil	9
2. La Caisse pour l'avenir des enfants	10
3. Les différents types de prestations familiales	11
3.1. <i>L'allocation de naissance</i>	12
a. <i>L'allocation prénatale</i>	12
b. <i>L'allocation de naissance proprement dite</i>	13
c. <i>L'allocation postnatale</i>	13
3.2. <i>L'allocation familiale</i>	14
a. <i>Les conditions d'octroi</i>	14
b. <i>Les montants</i>	17
c. <i>L'attributaire de l'allocation</i>	18
d. <i>La majoration d'âge</i>	19
e. <i>L'allocation spéciale supplémentaire pour enfant handicapé</i>	19
3.3. <i>L'allocation de rentrée scolaire</i>	20
4. La demande en obtention des prestations	20
5. Le paiement des prestations	21
6. Les prestations familiales dans l'UE	21
7. La prescription des prestations	23
8. La cession, la mise en gage et la saisie des prestations	23
9. Les prestations indues	24
10. Les dispositions pénales	24
11. Les bases légales	25

II Annexes 27

1. Extraits du règlement grand-ducal du 27 juillet 2016 portant exécution de certaines dispositions du livre IV du Code de la sécurité sociale	29
2. Fac-similé des formulaires de demande	34
<i>Demande d'une allocation prénatale</i>	35
<i>Demande d'une allocation de naissance</i>	37
<i>Demande d'une allocation familiale</i>	39
<i>Demande d'une allocation spéciale supplémentaire</i>	43
<i>Attestation concernant la composition de la famille en vue de l'octroi des prestations familiales (E401)</i>	44
3. Adresses utiles	49

SIGLES UTILISÉS

CAE : Caisse pour l'avenir des enfants

CNS : Caisse nationale de santé

CSL : Chambre des salariés

CSS : Code de la sécurité sociale

IGSS : Inspection générale de la sécurité sociale

RMG : Revenu minimum garanti

SSM : Salaire social minimum

UE : Union européenne

I

LES PRESTATIONS FAMILIALES SUITE À LA RÉFORME DE 2016

1. La réforme de 2016 en un clin d'œil
2. La Caisse pour l'avenir des enfants
3. Les différents types de prestations familiales
4. La demande en obtention des prestations
5. Le paiement des prestations
6. Les prestations familiales dans l'UE
7. La prescription des prestations
8. La cession, la mise en gage et la saisie des prestations
9. Les prestations indues
10. Les dispositions pénales
11. Les bases légales



1 LA RÉFORME DE 2016 EN UN CLIN D'ŒIL

Les points saillants de la réforme sont :

- l'**abolition de la notion de « groupe familial »** ;
- l'**introduction d'un montant uniforme de 265 euros pour l'allocation familiale (boni pour enfant inclus) pour chaque enfant qui entre dans le système à partir du 1^{er} août 2016** - les autres bénéficiaires n'étant pas concernés -, **mais limitation de l'âge maximum pour l'octroi à 25 ans** (au lieu de 27 ans) ;
- de nouveaux montants pour la majoration d'âge fixés à 20 euros (au lieu de 16,17) et 50 euros (au lieu de 48,52) pour, respectivement, les enfants entre 6 et 11 ans et ceux de 12 ans et plus ;
- de nouveaux montants uniformes pour l'allocation de rentrée scolaire fixés à 115 et 235 euros pour, respectivement, les enfants entre 6 et 11 ans et ceux de 12 ans et plus – même nés avant l'entrée en vigueur de la réforme ;
- un nouveau montant pour l'allocation spéciale supplémentaire fixé à 200 euros (auparavant 185,60 euros), **mais limitation de l'âge maximum pour l'octroi à 25 ans** (au lieu de 27 ans) ;
- l'enfant ne doit plus nécessairement résider dans le ménage de celui qui ouvre droit à l'allocation ;
- la **prescription pour le paiement des arrérages des prestations fixée à 1 an** (au lieu de 2 ans) ;
- la nouvelle dénomination de la Caisse nationale des prestations familiales qui devient **la Caisse pour l'avenir des enfants (CAE) ou d'Zukunftskeess**.

Les montants des différentes prestations s'élèvent, le 1^{er} août 2016, à :

ALLOCATION DE NAISSANCE (EN 3 TRANCHES)	
allocation prénatale	580,03 €
allocation de naissance (proprement dite)	580,03 €
allocation postnatale	580,03 €
TOTAL	1.740,09 €

ALLOCATION FAMILIALE (PAR MOIS, PAR ENFANT)		
nombre d'enfants	montant pour enfants entrés dans le système avant le 1 ^{er} août 2016 (boni de 76,88 € inclus)	montant pour enfants entrés dans le système à partir du 1 ^{er} août 2016
1	265,00 €	265,00 €
2	297,24 €	265,00 €
3	344,46 €	265,00 €
4	368,02 €	265,00 €
5	382,16 €	265,00 €

MAJORIZATION D'ÂGE (par mois, par enfant)	
âge	montant
entre 6 et 11 ans	20,00 €
12 ans et plus	50,00 €

ALLOCATION SPÉCIALE POUR ENFANT HANDICAPÉ (par mois, par enfant)	
200,00 €	

ALLOCATION DE RENTRÉE SCOLAIRE (par an, par enfant)	
âge	montant
entre 6 et 11 ans	115,00 €
12 ans et plus	235,00 €

2 LA CAISSE POUR L'AVENIR DES ENFANTS

Depuis le 1^{er} août 2016, la Caisse nationale des prestations familiales a changé de nom et est devenue la **Caisse pour l'avenir des enfants (CAE) ou d'Zukunftskeess**.

La CAE, où siègent des représentants des partenaires sociaux, a comme mission le paiement et la gestion des prestations familiales, en espèces et en nature. Le volet des prestations en nature, en l'occurrence l'émission et la gestion des cartes et des contrats d'adhésion au chèque-service accueil, s'ajoute en fait aux missions traditionnelles de l'ancienne Caisse. Les missions de conception et de contrôle tutélaire sont, elles, dévolues au Ministère de la sécurité sociale et à l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS).

3 LES DIFFÉRENTS TYPES DE PRESTATIONS FAMILIALES

Les prestations familiales constituent une des branches de la sécurité sociale luxembourgeoise. Elles ont pour objet de compenser les charges familiales dues principalement à la présence d'enfants dans le ménage. Elles se composent de prestations en espèces et de prestations en nature pour l'accueil et l'encadrement dans le domaine de la petite enfance (chèque-service accueil). Ces dernières ne seront toutefois pas détaillées dans le cadre de cette publication qui se concentrera sur les prestations en espèce, récemment réformées par la loi votée le 23 juillet 2016 et entrée en vigueur le 1^{er} août de la même année.

Le livre IV du Code de la sécurité sociale (CSS) rassemble la législation en vigueur applicable aux **prestations familiales**. Ce livre distingue, parmi ces prestations :

- l'**allocation de naissance** ;
- l'**allocation familiale** au sens strict ;
- l'**allocation de rentrée scolaire** ;
- l'**indemnité de congé parental**.

➲ *La CAE précise que si vous avez adopté un enfant, vous devez remplir les mêmes conditions que pour un enfant biologique et avez en principe droit aux mêmes prestations, à l'exception de deux tranches de l'allocation de naissance : l'allocation pré-natale et l'allocation de naissance proprement dite qui sont réservées aux femmes enceintes ou ayant accouché.*

Concernant le congé parental, ce dernier est destiné à permettre aux parents d'interrompre leur activité professionnelle pour s'adonner pendant un certain temps aux tâches d'éducation de leurs enfants tout en leur garantissant une indemnisation et la possibilité de retrouver leur emploi à la fin du congé. Il fait, au moment de la rédaction de ces lignes, l'objet d'une révision contenue dans un projet de loi spécifique. Une fois le nouveau texte entré en vigueur, une brochure viendra actualiser la présente publication sur ce sujet.

En outre, le gouvernement prévoit de réactiver le principe d'une adaptation des prestations familiales après leur désindexation en 2006. Les modalités de cette adaptation font également l'objet d'un projet de loi à part. Ce dernier, déposé à la Chambre des députés le 20 juin 2016, contient un mécanisme d'adaptation automatique des prestations familiales à l'évolution du salaire médian.

Quant aux dispositions concernant les allocations d'éducation et de maternité, elles ont été abrogées par la loi du 19 décembre 2014. Toutefois, les personnes qui en bénéficiaient déjà avant le 1^{er} juin 2015 continuent à les percevoir.

Le boni pour enfant, qui consistait en une bonification d'office d'une modération d'impôt, a été, lui, supprimé par la réforme des prestations familiales de 2016, et son montant a été intégré dans celui de l'allocation familiale proprement dite.

➲ *À noter toutefois que la remarque précédente n'est exacte que dans le cas d'un enfant unique. En effet, comme on le verra par la suite, le nouveau montant uniforme de l'allocation familiale (265 euros) correspond, à peu de choses près, à la valeur de l'allocation familiale revenant précédemment à un enfant unique (185,60 euros) augmenté du boni pour enfant (76,88 euros). Mais cette quasi-égalité ne se vérifie plus dans le cas d'une fratrie. L'écart, en défaveur des familles, grandit même avec le nombre d'enfants.*

3.1. L'ALLOCATION DE NAISSANCE

La législation en matière d'allocation de naissance poursuit prioritairement un but de santé publique : en prévoyant une surveillance médicale continue de la mère et de l'enfant en bas âge, elle vise à réduire les risques d'accidents durant la grossesse et de mortalité infantile, et à améliorer d'une façon générale la sécurité de la femme enceinte et du bébé sur le plan de la santé.

L'allocation de naissance n'a pas subi véritablement de modification avec la réforme de 2016, si ce n'est que le CSS distingue désormais plus clairement les trois tranches qui la composent :

- l'allocation prénatale ;
- l'allocation de naissance proprement dite ;
- l'allocation postnatale.

Son montant est maintenu à **1.740,09 euros**. Elle est versée sur demande et en trois tranches de 580,03 euros chacune.

Les trois tranches de l'allocation de naissance ont pour objet principal de favoriser des mesures de médecine préventive qui visent, pour les deux premières, la femme enceinte, et, pour la troisième, l'enfant en bas âge.

Les frais des examens médicaux liés à l'octroi des trois tranches sont à la charge de la caisse de maladie dont relèvent respectivement la femme enceinte et l'enfant en bas âge. Les frais des examens des personnes non assurées sont à la charge de l'État.

Le fait que les conditions exigées pour l'obtention d'une ou de deux tranches de l'allocation de naissance ne sont pas remplies ne fait pas obstacle à l'obtention de l'autre ou des autres tranches.

- ➲ *La CAE précise que, pour les non-résidents, l'allocation de naissance n'est pas cumulable avec une prime de naissance payée dans le pays de résidence : contrairement aux allocations familiales, aucun complément différentiel n'est payé sur l'allocation de naissance.*

Le tableau suivant illustre les trois tranches de l'allocation de naissance :

ALLOCATION DE NAISSANCE (EN 3 TRANCHES)	
allocation prénatale	580,03 €
allocation de naissance (proprement dite)	580,03 €
allocation postnatale	580,03 €
TOTAL	1.740,09 €

- ➲ *À noter que le règlement grand-ducal du 27 juillet 2016 détermine les modalités des examens médicaux prévus afin de pouvoir bénéficier des différentes allocations en question, ainsi que le modèle du carnet de santé et les inscriptions qui doivent y être portées obligatoirement. Des extraits de ce règlement sont reproduits en annexe de la présente publication.*

a. L'allocation prénatale

Pour pouvoir bénéficier de l'allocation prénatale, la femme enceinte doit se soumettre au cours de sa grossesse à au moins cinq examens médicaux et à un examen dentaire.

Les examens médicaux sont à la fois obstétricaux et généraux, et doivent être effectués par un médecin spécialiste en gynécologie et obstétrique pour ce qui concerne les examens obstétricaux, et par un médecin spécialiste en médecine interne ou par un médecin généraliste pour ce qui concerne les examens généraux. L'examen dentaire doit être effectué par un médecin-dentiste. Des consultations complémentaires peuvent être prestées par des sages-femmes. Elles seront prises en charge par l'État.

Les prestations familiales suite à la réforme de 2016

Le médecin examinateur consigne ses observations dans le carnet de maternité dont toute femme enceinte est pourvue. Ce carnet est délivré à la future mère lors du premier examen médical.

L'allocation prénatale n'est versée qu'à condition que la future mère ait son domicile légal au Luxembourg ou qu'elle tombe sous la législation luxembourgeoise en matière de sécurité sociale au moment du dernier examen médical, et rapporte la preuve des différents examens médicaux au moyen des certificats établis à cet effet par le médecin examinateur lors de chaque visite.

Le bénéfice de l'allocation prénatale est strictement réservé aux femmes enceintes ou ayant accouché. Elle est versée à la mère.

- ➲ *Un travailleur frontalier ne peut pas en bénéficier en faveur de son épouse ou concubine ne résidant pas au Luxembourg.*

b. L'allocation de naissance proprement dite

La naissance de tout enfant viable, selon l'expression utilisée par le CSS, ouvre droit à l'allocation de naissance proprement dite. Est présumé viable l'enfant dont la gestation a duré, selon le certificat médical, plus de 22 semaines depuis la conception.

La mère doit également se soumettre à un examen postnatal permettant de vérifier si son état de santé a été modifié par la grossesse. Cet examen postnatal doit être effectué par un médecin spécialiste en gynécologie et obstétrique.

L'allocation n'est versée qu'à condition que la mère ait son domicile légal au Luxembourg ou qu'elle tombe sous la législation luxembourgeoise en matière de sécurité sociale au moment de la naissance de l'enfant, et rapporte la preuve de l'examen postnatal au moyen du certificat établi à cet effet par le médecin examinateur lors de la visite.

Le bénéfice de l'allocation de naissance proprement dite est strictement réservé aux femmes enceintes ou ayant accouché. Elle est versée à la mère.

- ➲ *Un travailleur frontalier ne peut pas en bénéficier en faveur de son épouse ou concubine ne résidant pas au Luxembourg.*
- ➲ *L'allocation prénatale et l'allocation de naissance proprement dite peuvent être versées conjointement après la naissance de l'enfant.*

c. L'allocation postnatale

Pour pouvoir bénéficier de l'allocation postnatale, celui des parents ou toute autre personne qui en a la garde doit soumettre l'enfant à deux examens périnataux et à quatre examens subséquents jusqu'à l'âge de 2 ans.

Ces examens doivent être effectués soit par un médecin spécialiste en pédiatrie, soit par un médecin spécialiste en médecine interne, soit par un médecin établi en qualité de médecin généraliste.

Le médecin examinateur consigne les résultats de l'examen auquel il a procédé dans le carnet de santé dont tout enfant est pourvu. Ce carnet est délivré lors de la déclaration de naissance de l'enfant à la mère ou à la personne qui a la garde de l'enfant par l'officier de l'état civil ou par l'administration de l'hôpital dans lequel l'accouchement a eu lieu.

L'allocation postnatale n'est versée qu'à condition que :

- l'enfant soit élevé de façon continue au Luxembourg depuis la naissance, ou
- que l'enfant soit membre de la famille (enfant biologique ou adoptif) d'une personne soumise à une affiliation obligatoire auprès de la sécurité sociale luxembourgeoise sur base d'une activité professionnelle ou d'une pension.

La condition de la naissance au Luxembourg et celle exigeant que l'enfant soit élevé d'une façon continue au Grand-Duché sont présumées remplies lorsque l'enfant réside temporairement à l'étranger avec le parent qui :

- y poursuit des études supérieures, universitaires ou professionnelles, ou bien
- y est détaché par son employeur et qui reste soumis à la législation luxembourgeoise sur la sécurité sociale, ou bien
- fait partie d'une mission diplomatique luxembourgeoise à l'étranger ou du personnel de pareille mission, ou bien
- se trouve en mission de coopération au développement en qualité d'agent de la coopération ou de coopérant, ou bien
- participe à une opération pour le maintien de la paix dans le cadre d'organisations internationales, ou bien
- exerce une activité en qualité de volontaire (service volontaire).

En outre, la condition que l'enfant doive être élevé d'une façon continue au Luxembourg depuis la naissance n'est pas requise s'il s'agit d'un enfant né à l'étranger et adopté par une personne domiciliée au Grand-Duché. Dans ce cas, les conditions relatives aux examens médicaux qui auraient dû être effectués avant l'arrivée de l'enfant au Luxembourg sont présumées remplies si les examens subséquents ont été effectués.

Dans le cas d'un enfant ne résidant pas au Grand-Duché, celui-ci doit résider dans un pays de l'Union européenne (UE) ou avec lequel le Luxembourg a conclu un accord en matière de sécurité sociale prévoyant le paiement des allocations familiales suivant la législation du pays d'emploi.

La preuve des examens médicaux prescrits doit être rapportée au moyen de certificats établis à cet effet par le médecin examinateur lors de chaque visite.

L'allocation postnatale est versée à celui qui supporte les charges d'entretien de l'enfant au moment de l'échéance de la prestation.

En cas de décès de l'enfant avant l'âge de 2 ans accomplis, les conditions relatives aux 6 examens médicaux sont présumées remplies si les examens correspondant aux tranches d'âge antérieures au décès ont été effectués. L'allocation postnatale est alors versée intégralement.

- ➲ *La CAE précise qu'il faut veiller scrupuleusement à la périodicité des délais prescrits au Luxembourg. Le non-respect [même d'une seule journée] entraîne la déchéance du droit à cette tranche de l'allocation, indépendamment des motifs invoqués ayant empêché l'examen dans le délai. La CAE a mis à la disposition du public, sur son site en ligne www.cae.public.lu, une application permettant de connaître les délais au cours desquels les examens doivent avoir lieu.*

3.2. L'ALLOCATION FAMILIALE

a. Les conditions d'octroi

Les bénéficiaires

L'allocation familiale est un droit personnel de l'enfant. La nouvelle législation l'appelle d'ailleurs également « allocation pour l'avenir des enfants ».

Ouvre droit à cette allocation :

- **chaque enfant qui réside effectivement et de manière continue au Luxembourg et y a son domicile légal ;**

Les prestations familiales suite à la réforme de 2016

- **les enfants biologiques et adoptifs des personnes soumises à une affiliation obligatoire auprès de la sécurité sociale luxembourgeoise sur base d'une activité professionnelle ou d'une pension.**

La condition de la résidence effective et continue au Luxembourg est présumée remplie lorsque l'enfant réside temporairement à l'étranger avec le parent qui :

- y poursuit des études supérieures, universitaires ou professionnelles, ou bien
 - y est détaché par son employeur et qui reste soumis à la législation luxembourgeoise sur la sécurité sociale, ou bien
 - fait partie d'une mission diplomatique luxembourgeoise à l'étranger ou du personnel de pareille mission, ou bien
 - se trouve en mission de coopération au développement en qualité d'agent de la coopération ou de coopérant, ou bien
 - participe à une opération pour le maintien de la paix dans le cadre d'organisations internationales, ou bien
 - exerce une activité en qualité de volontaire (service volontaire).
- ➲ *La CAE peut déroger, à titre exceptionnel et individuel, à l'une des conditions énumérées ci-dessus. Cette disposition permet de prendre en considération des cas exigeant un traitement particulier que la loi ne peut pas prévoir ou anticiper.*

Dans le cas d'enfants non-résidents, l'enfant doit résider dans un pays de l'UE ou avec lequel le Luxembourg a conclu un accord en matière de sécurité sociale prévoyant le paiement des allocations familiales suivant la législation du pays d'emploi.

- ➲ *L'ancienne législation exigeait la résidence dans le ménage de celui qui ouvre droit à l'allocation. Désormais, il est indifférent si l'enfant vit ou non dans le ménage du travailleur.*
- Cette ancienne condition a, dans le passé, pu exclure de nombreux travailleurs du bénéfice de l'allocation familiale pour leurs enfants. Ces derniers, après une séparation du couple par exemple, pouvaient ne plus vivre dans le ménage du travailleur. Celui-ci était alors dans l'impossibilité de prouver une charge principale.*
- Par ailleurs, la définition de « membre de la famille » a été revue pour les non-résidents. Celle-ci se limite désormais aux enfants nés dans et hors mariage (enfants biologiques), ainsi qu'aux enfants adoptifs. Dans ce cadre, la CAE avance que n'ouvre plus droit aux prestations ni les enfants du conjoint ou partenaire du travailleur, ni les enfants placés auprès de ce dernier.*

L'âge de l'enfant

L'allocation familiale est due à partir du mois de la naissance jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis.

Sauf pour le mois de la naissance, les conditions pour l'octroi de l'allocation doivent être remplies au premier jour du mois. Si une des conditions d'octroi n'est pas remplie au premier du mois, l'allocation familiale est due à partir du premier du mois consécutif.

En cas d'arrivée de l'enfant sur le territoire luxembourgeois, les conditions d'octroi sont remplies à partir du premier du mois suivant celui au cours duquel l'enfant remplissant les conditions est légalement déclaré au Luxembourg.

Dans le cadre d'enfants non-résidents, les conditions d'affiliation pour l'octroi de l'allocation doivent être remplies de façon prépondérante pour chaque mois. On entend par façon prépondérante, la moitié plus un jour de chaque mois.

Tout changement intervenu au cours d'un mois n'est pris en considération qu'au premier du mois suivant.

Le droit à l'allocation familiale est maintenu jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis si l'une des conditions suivantes est remplie :

- l'enfant poursuit effectivement, sur place, dans un établissement d'enseignement, à titre principal d'au moins 24 heures par semaine des études secondaires, secondaires techniques ou y assimilées ;
- l'enfant poursuit effectivement, sur place et à titre principal, des études ou une formation adaptée à ses capacités dans un institut, service ou centre d'éducation différenciée, ou dans tout autre établissement spécialisé agréé, ou dans un établissement équivalent à l'étranger ;
- si l'enfant poursuit un apprentissage dont l'indemnité est inférieure au salaire social minimum (SSM).

Sont assimilées à une période d'études :

- les périodes de vacances annuelles, à condition que les études ouvrant droit au maintien de l'allocation familiale au-delà de 18 ans soient reprises après les vacances scolaires ;
- les interruptions d'études pour des raisons de santé, dûment justifiées par certificat médical, à condition que l'enfant soit hors d'état de poursuivre ses études ou d'exercer une activité professionnelle. Dans ce cas, le paiement de l'allocation familiale est maintenu jusqu'à la fin de l'année scolaire entamée.

- ➲ Il faut noter que la réforme de 2016 a abaissé cette la limite d'âge maximum de 27 à 25 ans. Le gouvernement a argué que très peu de jeunes poursuivent encore des études secondaires au-delà de 25 ans. Il a ajouté que les aides de l'État en cas d'études supérieures ou, le cas échéant, le revenu minimum garanti (RMG) sont censés prendre le relai.
- ➲ À ce sujet, il faut rappeler que le RMG est un instrument de lutte contre la pauvreté et non pas une prestation familiale, et constitue une solution de dernier recours avec des conditions strictes d'octroi. En outre, la fixation du montant du RMG prend en compte les revenus ainsi que la situation du ménage, notamment quant à sa composition. Il est dès lors plus difficile d'atteindre les conditions fixées pour le RMG par rapport à celles prévues pour l'allocation familiale.

Il faut souligner que, **pour les élèves ayant dépassé l'âge de 18 ans, le paiement de l'allocation familiale est limité au 31 juillet de chaque année et n'est repris que sur demande à adresser à la CAE avec présentation d'une attestation de fréquentation à établir par l'établissement scolaire.**

En cas d'abandon des études au cours de l'année scolaire, le droit à l'allocation familiale vient à défaillir avec effet au premier du mois qui suit celui de l'abandon.

L'exercice simultané, au cours des études, d'une activité professionnelle ou d'un stage rémunéré d'une durée de plus de 4 mois par année fait perdre le bénéfice à l'allocation familiale si le revenu brut mensuel de cette activité de l'élève est égal ou supérieur au SSM.

Pour les apprentis qui suivent des cours où les périodes d'enseignement sont groupées, l'indemnité de référence correspond à la moyenne des indemnités calculées sur une période de 12 mois correspondant à l'année scolaire.

L'allocation cesse à partir du mois suivant le décès de l'enfant bénéficiaire. Elle cesse encore dans le même délai si l'une des conditions prévues pour l'octroi n'est plus remplie.

b. Les montants

Le nouveau système

L'une des grandes nouveautés apportée par la réforme de 2016 est l'abolition de la notion de groupe familial avec, en parallèle, l'introduction de montants uniformes en matière d'allocation familiale.

En effet, le montant de l'allocation familiale n'est plus, comme auparavant, progressif suivant le nombre d'enfants. Il est désormais fixé à **265 euros par enfant et par mois**, quel que soit le nombre de personnes composant la fratrie.

Toutefois, ce nouveau montant s'applique uniquement à chaque bénéficiaire qui entre dans le système après l'entrée en vigueur de la réforme: donc, aussi bien les enfants qui naissent au Luxembourg ou y déménagent à partir du 1^{er} août 2016, que le parent qui commence à travailler au Grand-Duché à partir de cette date.

- ➲ Ceci signifie par exemple que les enfants d'un travailleur frontalier touchent le nouveau montant uniforme de l'allocation si celui-ci a commencé à travailler au Luxembourg après le 1^{er} août 2016, même si ses enfants sont nés avant cette date.
- ➲ Ce montant uniforme de 265 euros résulte de la valeur de l'allocation familiale revenant précédemment à un enfant unique (185,60 euros) augmenté du boni pour enfant (76,88 euros), et arrondie légèrement vers le haut. Le boni était à l'origine un allégement fiscal et était versé mensuellement en plus des allocations familiales de sorte qu'il était considéré comme un supplément de ces dernières. Pour une raison de simplification et de prise en compte de la jurisprudence européenne, le boni a été supprimé et son montant intégré à celui de l'allocation familiale proprement dite.

Le système transitoire

Pour les autres ayants droit, le gouvernement a choisi l'option d'un système transitoire qui ne concerne que le montant de l'allocation familiale au sens strict. Concrètement, **tous les ménages bénéficiaires de cette allocation avant le 1^{er} août 2016 continuent à toucher le même montant qu'auparavant, boni pour enfant inclus**. En revanche, toutes les autres dispositions présentées dans cet ouvrage sont entrées en vigueur dès le 1^{er} août 2016, c'est-à-dire celles concernant la majoration d'âge ainsi que les allocations spéciales pour enfants handicapés, de naissance et de rentrée scolaire.

Une exception a toutefois été faite pour **les enfants uniques qui bénéficient de l'allocation familiale avant l'entrée en vigueur de la réforme**, c'est-à-dire le 1^{er} août 2016. Ils recevront également le nouveau montant de 265 euros.

- ➲ Il faut noter que le CSS précise qu'en cas d'interruption du droit à l'allocation familiale après le 1^{er} août 2016, l'enfant à nouveau bénéficiaire sera soumis aux nouvelles conditions, sans prise en compte du montant éventuellement touché par ce même enfant avant l'entrée en vigueur de la réforme.

Le cas d'une famille qui se trouve dans les deux systèmes

Il ne sera pas rare de rencontrer, dans une même famille, des enfants qui se retrouvent dans l'ancien et dans le nouveau système, selon qu'ils sont nés avant ou après l'entrée en vigueur de la réforme.

Dans le cas d'une famille percevant des allocations en vertu des deux systèmes, si le droit à l'allocation familiale s'arrête pour un enfant bénéficiant du mécanisme transitoire, le montant global perçu par la famille sera diminué d'une part égale à ce que représente cet enfant par rapport au nombre total d'enfants bénéficiaires du mécanisme transitoire.

Si, par ailleurs, l'enfant en question ne voit pas son droit à l'allocation interrompu mais intègre un nouveau ménage, il augmente les prestations de ce ménage de cette même part.

Les prestations familiales suite à la réforme de 2016

Concrètement, pour une famille avec trois enfants, dont deux bénéficient du système transitoire, qui voit l'un de ces derniers quitter le ménage, la moitié du montant global touché selon la logique de l'ancien système reste acquise à cette famille.

Exemple :

Une famille résidente avec deux enfants percevait avant la réforme 594,48 euros (440,72 euros d'allocation familiale + 153,76 euros de boni).

Supposons qu'un enfant vienne à naître après l'entrée en vigueur de la réforme, un montant de 265 euros vient alors s'ajouter aux 594,48 euros précédents: 859,48 euros.

À titre indicatif, si ce nouveau-né était venu au monde avant l'entrée en vigueur de la réforme, l'ensemble de la fratrie aurait bénéficié de 1.033,38 euros (bonis inclus).

Reprendons l'hypothèse où le troisième enfant naît après l'entrée en vigueur de la réforme. Si, par la suite, le droit à l'allocation familiale s'arrête pour l'aîné des enfants, la moitié du montant global touché selon la logique de l'ancien système reste acquise à la famille (594,48 euros / 2 = 297,24 euros) et, à celui-ci, s'ajoute le montant du nouveau-né, donc 297,24 euros + 265,00 euros = 562,24 euros.

Si l'enfant en question intègre un nouveau ménage, il augmente les prestations de ce ménage du montant qu'il a fait perdre au précédent, à savoir 297,24 euros.

Pour rappel, ce raisonnement ne concerne que le montant de l'allocation familiale. Les autres prestations s'appliquent uniformément à tous les enfants dès le 1^{er} août 2016.

Le tableau suivant illustre le montant de l'allocation familiale pour des familles allant de 1 à 5 enfants :

ALLOCATION FAMILIALE (PAR MOIS, PAR ENFANT)		
nombre d'enfants	montant pour enfants entrés dans le système avant le 1 ^{er} août 2016 (boni de 76,88 € inclus)	montant pour enfants entrés dans le système à partir du 1 ^{er} août 2016
1	265,00 €	265,00 €
2	297,24 €	265,00 €
3	344,46 €	265,00 €
4	368,02 €	265,00 €
5	382,16 €	265,00 €

c. L'attributaire de l'allocation familiale

L'attributaire de l'allocation familiale, c'est-à-dire la personne à laquelle l'allocation est effectivement versée, ne doit pas être confondue avec la personne qui ouvre droit à l'allocation familiale.

Ainsi, le CSS stipule qu'en cas de ménage commun des parents et de l'enfant, les parents désignent librement l'attributaire de l'allocation familiale.

À défaut de ménage commun des parents et de l'enfant, l'allocation familiale est payée à la personne physique ou morale auprès de laquelle l'enfant a son domicile légal et sa résidence effective et continue.

En cas d'autorité parentale conjointe et de résidence alternée de l'enfant, les parents désignent librement l'attributaire de l'allocation familiale.

En cas de placement d'un enfant par décision judiciaire, l'allocation familiale est versée à la personne physique ou morale investie de la garde de l'enfant et auprès de laquelle l'enfant a son domicile légal et sa résidence effective et continue.

À noter qu'à partir de sa majorité, l'enfant peut demander lui-même le paiement de l'allocation familiale entre ses mains. Il en est de même pour l'enfant mineur émancipé.

Dans l'éventualité d'une contestation, il appartient à la CAE de déterminer l'attribution de l'allocation familiale dans l'intérêt de l'enfant sur base des informations dont elle dispose.

L'allocation familiale est payée à la fin de chaque mois pour lequel elle est due.

d. La majoration d'âge

Le CSS prévoit que le montant de l'allocation familiale est majoré mensuellement de 20 euros pour chaque enfant à partir du mois où il atteint l'âge de 6 ans, et de 50 euros pour chaque enfant à partir du mois où il atteint l'âge de 12 ans. Avant la réforme de 2016, ces montants étaient respectivement de 16,17 et 48,52 euros.

Le tableau suivant illustre le montant de la majoration d'âge pour des enfants entre 6 et 11 ans, et ceux plus âgés :

MAJORIZATION D'ÂGE (par mois, par enfant)	
âge	montant
entre 6 et 11 ans	20,00 €
12 ans et plus	50,00 €

e. L'allocation spéciale supplémentaire pour enfant handicapé

Le CSS prévoit un **supplément en faveur des enfants handicapés bénéficiant de l'allocation familiale** et qui est appelé allocation spéciale supplémentaire. Cette dernière concerne les enfants atteints d'une ou de plusieurs affections constitutives d'une insuffisance ou diminution permanente d'au moins 50% de la capacité physique ou mentale d'un enfant normal du même âge constatée par un médecin.

- ➲ La CAE précise que le médecin-contrôle de la sécurité sociale détermine le taux d'handicap, soit en convoquant la personne, soit sur dossier. La CAE est liée par cet avis et ne pourra accorder le bénéfice de cette allocation que si le taux de handicap est confirmé par le médecin-conseil.

Cette allocation spéciale, ayant comme objectif la compensation des charges supplémentaires résultant du handicap d'un enfant, passe le 1^{er} août 2016 de 185,60 euros à **200 euros par mois**. Le bénéfice de cette allocation est limitée à 18 ans, mais peut être prolongée jusqu'à 25 ans (au lieu de 27 ans auparavant) si l'enfant continue de bénéficier de l'allocation familiale proprement dite. Autrement dit, l'allocation spéciale supplémentaire est payée aussi longtemps que les conditions d'octroi pour le bénéfice de l'allocation familiale sont remplies. Elle est d'ailleurs versée au même moment que l'allocation familiale.

Le paiement de l'allocation spéciale supplémentaire cesse à partir du mois suivant celui au cours duquel il est constaté médicalement que la diminution de la capacité de l'enfant est inférieure à 50%.

Le tableau suivant illustre le montant de l'allocation spéciale supplémentaire :

ALLOCATION SPÉCIALE POUR ENFANT HANDICAPÉ (par mois, par enfant)	
	200,00 €

3.3. L'ALLOCATION DE RENTRÉE SCOLAIRE

Une allocation de rentrée scolaire est allouée pour les enfants âgés de plus de 6 ans. Elle est différenciée suivant l'âge.

L'allocation de rentrée scolaire est versée d'office aux enfants bénéficiaires de l'allocation familiale pour le mois d'août de chaque année. Elle cesse et n'est plus versée pendant l'année civile au cours de laquelle les études sont clôturées.

Auparavant, le montant de cette allocation était, comme les allocations familiales, progressif suivant le nombre d'enfants. Désormais, il est uniforme et s'élève à **115 euros pour les enfants entre 6 et 11 ans, et à 235 euros pour les plus âgés**.

À titre d'exemple, un enfant unique de 6 ans touchait auparavant 113,15 euros, alors qu'un enfant du même âge appartenant à un groupe de trois enfants touchait 274,82 euros. Désormais, les deux touchent le même montant, à savoir 115 euros.

- ➲ À noter que les enfants admis au deuxième cycle de l'enseignement fondamental, sans avoir atteint l'âge de 6 ans accomplis au moment de la rentrée scolaire, bénéficient de l'allocation de rentrée scolaire sur présentation d'un certificat d'inscription scolaire.

Le tableau suivant illustre le montant de l'allocation de rentrée scolaire :

ALLOCATION DE RENTRÉE SCOLAIRE (par an, par enfant)	
âge	montant
entre 6 et 11 ans	115,00 €
12 ans et plus	235,00 €

4 LA DEMANDE EN OBTENTION DES PRESTATIONS

Les prestations familiales sont payées sur la déclaration écrite des personnes qui prétendent au droit au paiement. Il faut donc introduire les formulaires de demande idoines auprès de la CAE.

La demande n'est admissible que si elle est complétée, signée et accompagnée des pièces requises. Pour les non-résidents, il faut également joindre à la demande un certificat de composition de ménage (E401).

Les déclarants sont tenus de notifier dans le délai d'un mois tout fait pouvant donner lieu à réduction ou extinction de leurs droits. Ils sont tenus d'une façon générale de fournir tous les renseignements et données jugés nécessaires pour pouvoir constater l'accomplissement des conditions prévues pour l'octroi des prestations.

- ➲ À titre d'information, un fac-similé des formulaires de demande est reproduit en annexe de la présente publication. Ils sont disponibles auprès de la CAE ainsi que sur son site en ligne [www.cae.public.lu](http://cae.public.lu).

5 LE PAIEMENT DES PRESTATIONS

Le paiement des prestations se fait par virement bancaire ou postal sur le compte indiqué par l'attributaire et est réputé fait avec effet libératoire.

Les prestations familiales sont exemptes d'impôts et de cotisations d'assurance sociale.

Il existe un dispositif anti-cumul entre la totalité des prestations luxembourgeoises et celles servies sous un régime non luxembourgeois.

Dans le cas d'enfants non-résidents, le paiement des compléments différentiels prévus par les règlements européens ou tout autre instrument bilatéral ou multilatéral conclu par le Luxembourg en matière de sécurité sociale se fait au moins une fois par année.

Lorsqu'un enfant domicilié et résidant effectivement au Luxembourg ouvre droit à la fois aux prestations familiales en vertu de la législation luxembourgeoise et à des prestations familiales en vertu d'un régime non luxembourgeois, les prestations familiales dues conformément à la législation luxembourgeoise sont suspendues jusqu'à concurrence des prestations familiales payées suivant le régime non luxembourgeois.

En cas de controverse sur la nature du droit éventuel résultant du régime non luxembourgeois, les prestations familiales ne sont prises en charge par le régime luxembourgeois qu'à condition que la personne qui y ouvre droit ait effectivement fait valoir ses droits auprès du régime non luxembourgeois.

Il n'est dû en toute hypothèse qu'une prestation de même nature par enfant.

6 LES PRESTATIONS FAMILIALES DANS L'UE

La réglementation européenne prévoit des règles de priorité entre États. Elles s'appliquent différemment, par exemple, si un des parents travaille au Luxembourg et l'autre ne travaille pas, ou travaille dans le pays de résidence des enfants, ou dans un autre pays. Ces règles déterminent si la personne a droit à la totalité des prestations familiales luxembourgeoises ou à un complément différentiel. Ainsi, dans le cas d'une activité dans le pays de résidence des enfants, l'allocation familiale est payable prioritairement par l'État dans lequel résident les enfants.

- ➲ *Le site en ligne de la Commission européenne (<http://europa.eu/youreurope>) consacré aux prestations familiales précise que, dans l'UE, on détermine quel pays est responsable de la protection sociale d'une personne, notamment pour les prestations familiales, en fonction de sa situation économique et de son lieu de résidence, et non pas de sa nationalité.*

Les conditions d'octroi des allocations familiales aux parents sont déterminées par les législations nationales. En règle générale, les parents ont droit aux prestations d'un pays de l'UE donné :

- s'ils y travaillent ;
- s'ils perçoivent une pension dans le cadre du régime de sécurité sociale de ce pays (par exemple, pension de vieillesse, d'invalidité ou de survivant) ;
- s'ils y résident.

Les prestations familiales suite à la réforme de 2016

Différents cas de figure peuvent se présenter :

→ **Des membres de votre famille ne vivent pas dans le pays où vous êtes assuré**

Si des membres de votre famille ne vivent pas dans le pays où vous êtes assuré, comme c'est par exemple le cas pour les travailleurs frontaliers, il se peut que vous ayez droit à des allocations dans plusieurs pays.

Les autorités nationales compétentes tiennent alors compte de la situation des deux parents et déterminent quel pays est prioritaire pour le versement des allocations. Cette décision est basée sur des règles dites de priorité.

Les règles de priorité :

- *En règle générale, le pays prioritaire pour le versement des prestations est celui dans lequel vous ou votre conjoint êtes salarié ou indépendant [droit fondé sur le travail].*
- *Si votre droit est fondé sur le travail [salarié ou indépendant] dans les deux pays, le pays responsable est celui où résident vos enfants si l'un des deux parents y travaille [par exemple lorsque le père travaille au Luxembourg et la mère en Belgique]. Sinon, il s'agit du pays où les prestations sont les plus élevées.*
- *Si votre droit est fondé sur la perception d'une pension dans les deux pays, le pays responsable est celui où résident vos enfants si ce pays paie l'une des pensions. Sinon, il s'agit du pays dans lequel vous avez été assuré ou vous avez séjourné le plus longtemps.*
- *Si votre droit découle de la résidence dans les deux pays [par exemple lorsque vous et les membres de votre famille vivez dans des pays différents], le pays prioritaire est le pays de résidence de vos enfants.*

Suppléments (ou compléments différentiels)

Si les allocations que vous recevez du pays prioritaire s'avèrent moins élevées que ce que vous auriez perçu de l'autre pays dans lequel vous avez des droits, le deuxième pays paie un complément équivalent à la différence entre le montant des deux allocations. Ainsi, vous êtes assuré de recevoir la somme maximale à laquelle vous avez droit.

→ **Les membres de votre famille vivent dans le pays où vous êtes assuré**

Si vous vous installez dans un autre pays de l'UE et que vous êtes couvert par le système de sécurité sociale de ce pays, vous dépendrez de son régime de prestations familiales.

Si, en revanche, vous êtes détaché à l'étranger pendant une courte période (moins de deux ans), tout en restant couvert par votre pays d'origine, celui-ci doit continuer à verser vos allocations familiales.

→ **Où présenter une demande d'allocations familiales ?**

Vous pouvez demander des allocations familiales dans le ou les pays de l'UE où vous (ou l'autre parent de vos enfants) avez droit à des allocations. L'autorité à laquelle vous vous adressez est censée transmettre votre demande à tous les pays compétents pour votre cas.

Vérifiez auprès des autorités nationales dans quel délai vous devez déposer votre demande. Si vous dépassez la date limite, vous pouvez perdre vos droits aux allocations.

Les pays de l'UE définissent leurs propres règles en matière de droits aux prestations et aux services. Tous les pays de l'UE proposent des allocations familiales, mais les montants et les conditions d'octroi sont très variables. Dans certains pays, il s'agit de versements réguliers, dans d'autres d'avantages fiscaux.

Afin d'éviter de graves malentendus qui pourraient avoir une incidence importante sur votre revenu global, renseignez-vous sur le système de sécurité sociale de votre pays d'accueil.

7 LA PRESCRIPTION DES PRESTATIONS

La prescription est une extinction du droit d'exiger.

Le droit à l'allocation familiale, à l'allocation spéciale supplémentaire et à l'allocation de rentrée scolaire ne se prescrivent pas.

Toutefois, les arrérages non payés (retards de paiement) de l'allocation familiale, de l'allocation spéciale supplémentaire et de l'allocation de rentrée scolaire se prescrivent par une année à partir de la fin du mois pour lequel ils sont dus (au lieu de deux auparavant).

L'allocation de naissance se prescrit par un an à partir de la naissance. Toutefois, la prescription de l'allocation postnatale ne prend cours qu'à la date à laquelle l'enfant pour lequel elle est due obtient l'âge de 2 ans.

La prescription n'est interrompue valablement que par une demande admissible en obtention des prestations.

Le délai de prescription est interrompu si la demande pour une prestation a été adressée à une autorité ou une institution de sécurité sociale incompétente.

8 LA CESSION, LA MISE EN GAGE ET LA SAISIE DES PRESTATIONS

Toutes les prestations familiales, à l'exception de l'allocation de naissance, peuvent être cédées, mises en gage ou saisies jusqu'à concurrence de la moitié du terme mensuel dû, pour couvrir :

- les créances qui compètent aux communes, aux offices sociaux, aux établissements et administrations publiques en remboursement de secours alloués dans la mesure où ces secours concernent les enfants bénéficiaires ou pour rembourser des frais avancés pour l'entretien ou l'éducation des enfants bénéficiaires ;
- une dette de l'attributaire envers une institution de sécurité sociale ;
- les mensualités à verser à titre de remboursement d'un prêt consenti pour la construction ou l'acquisition d'un logement familial, à condition que les enfants bénéficiaires soient héritiers réservataires (ayant droit à une part minimale du patrimoine du défunt) du débiteur concerné.

9 LES PRESTATIONS INDUES

Toute prestation est supprimée si les conditions qui l'ont motivée viennent à défaillir.

Si les éléments de calcul se modifient ou s'il est constaté qu'elle a été accordée par suite d'une erreur matérielle, la prestation est relevée, réduite ou supprimée.

Les prestations octroyées ou liquidées de trop (les trop-perçus) seront récupérées sur les prestations à échoir ou les arrérages restant dus. Les sommes indûment touchées qui ne peuvent pas être récupérées sont à restituer par celui qui les a indûment touchées quelle que soit la raison du versement indu.

Toute demande de répétition d'un indu par la CAE doit intervenir au plus tard au terme d'un délai de 10 ans (au lieu de 30 ans auparavant) commençant à courir à compter de la date à laquelle la somme indue a été versée.

La CAE peut recourir au recouvrement forcé des créances au moyen d'une contrainte rendue exécutoire par le président du comité directeur et notifiée au débiteur par lettre recommandée. L'exécution du titre est poursuivie par voie d'huissier conformément au Code de procédure civile.

Si l'attributaire ou le bénéficiaire a provoqué leur attribution en alléguant des faits inexacts ou en dissimulant des faits importants ou s'il a omis de signaler de tels faits après l'attribution, des poursuites judiciaires peuvent être engagées.

Toute question touchant aux prestations peut faire l'objet d'une décision du président du comité directeur de la CAE ou de son délégué. Cette décision est acquise à défaut d'une opposition écrite formée par l'intéressé dans les 40 jours de la notification. L'opposition est vidée par le comité directeur.

Une décision attaquable devant les juridictions sociales concernant la restitution ne pourra être prise qu'après que l'intéressé aura été entendu soit verbalement, soit par écrit. La décision doit être motivée.

L'opposition visée ci-dessus vaut audition de l'intéressé.

Les décisions du comité directeur de la CAE sont susceptibles d'un recours devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale et, en appel, devant le Conseil supérieur de la sécurité sociale.

10 LES DISPOSITIONS PÉNALES

Sont punis des peines prévues à l'article 496 du Code pénal (emprisonnement de 4 mois à 5 ans et amende de 251 à 30.000 euros), indépendamment du remboursement des sommes indûment perçues, ceux qui ont frauduleusement amené la CAE à fournir une prestation qui n'était pas due ou qui n'était due qu'en partie.

Celui qui a indûment obtenu une prestation par défaut de la déclaration prescrite ou qui a frauduleusement amené la CAE à fournir une prestation qui n'était pas due ou qui n'était due qu'en partie, peut être puni d'une amende d'ordre jusqu'à concurrence des sommes indûment perçues sans préjudice de la répétition desdites sommes. Cette amende est fixée par le comité directeur de la CAE ou l'organe administratif qui en assure la gestion. Est considéré comme défaut de la déclaration prescrite le défaut de déclarer le changement de résidence auprès de la ou des administrations communales compétentes.

Quiconque s'est approprié un carnet de santé ou l'a ouvert à l'insu du titulaire ou de son représentant légal dans l'intention d'en violer le secret est puni d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 251 euros à 1 250 euros, ou d'une de ces peines seulement. Est puni des mêmes peines quiconque fait de la production du carnet de santé une condition en vue de l'octroi d'une prestation quelconque ou de la conclusion d'un contrat quelconque.

11 LES BASES LÉGALES

- Code de la sécurité sociale, livre IV
- Loi du 23 juillet 2016 portant modification du Code de la sécurité sociale et de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant
- Règlement grand-ducal du 27 juillet 2016 portant exécution de certaines dispositions du livre IV du Code de la sécurité sociale
- Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil, du 29 avril 2004, portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (version consolidée)
- Règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil, du 16 septembre 2009, fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 (version consolidée)
- Décisions et recommandations de la commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale, instituée auprès de la Commission européenne





ANNEXES

1. Extraits du règlement grand-ducal du 27 juillet 2016 portant exécution de certaines dispositions du livre IV du Code de la sécurité sociale
2. Fac-similé des formulaires de demande
3. Adresses utiles



ANNEXE 1

EXTRAITS DU RÈGLEMENT GRAND-DUCAL DU 27 JUILLET 2016 PORTANT EXÉCUTION DE CERTAINES DISPOSITIONS DU LIVRE IV DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Détermination des frais de route et de séjour des personnes dont les enfants sont examinés en vue de l'octroi de l'allocation spéciale supplémentaire

« Les frais de route et de séjour des personnes que la Caisse pour l'avenir des enfants fait examiner et réexaminer en vue de l'octroi de l'allocation spéciale supplémentaire sont à charge de la Caisse pour l'avenir des enfants ».

« Aux frais de transport s'ajoute, s'il y a lieu, une indemnité de repas ne pouvant pas dépasser 10 euros ».

« La personne qui doit quitter la commune où elle réside pour répondre à la convocation du médecin conseil de la Caisse a droit au remboursement du prix effectif du billet de voyage aller et retour par la voie la plus économique, du point de départ le plus près de sa résidence au point d'arrivée le plus convenable situé dans la commune où elle a été convoquée ».

« La personne qui est reconnue médicalement comme étant dans l'impossibilité de se déplacer autrement qu'en voiture bénéficie, lorsqu'elle est transportée par la voiture des parents, d'une indemnité kilométrique de 0,20 euros par km parcouru et lorsqu'elle a été transportée en taxi, du remboursement, sur présentation d'une pièce justificative, de ses dépenses réelles et nécessaires ».

« Lorsqu'il s'agit d'une personne reconnue médicalement comme ne pouvant voyager seule, le tiers qui l'accompagne a droit, pour autant que ces frais ont été réellement exposés et que l'intéressé n'a pas utilisé sa voiture privée, dans les mêmes conditions, au remboursement de ses frais de transport et à l'indemnité de repas visés aux alinéas précédents ».

« La demande de remboursement des frais de transport et de repas doit obligatoirement être certifiée sincère et véritable ».

Modalités des examens médicaux et de l'examen dentaire de la femme enceinte, ainsi que de l'examen postnatal de la mère et du carnet de maternité

« Le premier des cinq examens auxquels la femme enceinte se soumet pendant sa grossesse doit être effectué avant la fin du troisième mois de la grossesse ».

« Cet examen médical a pour but d'établir :

- l'âge de la grossesse, repérant la date des dernières règles et le jour probable du terme, quarante semaines plus tard ;
- le poids et la taille de la femme enceinte ;
- le dosage du fer sérique et de la glycémie ;
- le bilan cytochimique des urines ;
- les antécédents médicaux (constatation d'une cardiopathie, d'une hypertension artérielle), familiaux, chirurgicaux, gynécologiques et obstétriques ;

- le profil sociobiologique de la future mère, éventuellement complété par une visite ou enquête de l'assistante d'hygiène sociale ou de l'assistante sociale ».

« Le médecin procède en outre aux analyses nécessaires en vue de la détection des anticorps anti-HBS ».

« À la fin de l'examen, le médecin remet son carnet de maternité à la future mère ».

« En cas de nécessité, le médecin peut ordonner la recherche des anticorps antitoxoplasmiques et, le cas échéant, un examen radiologique pulmonaire radiographique ou radiophotographique, à l'exclusion de tout examen radioscopique ».

« La répétition de l'examen sérologique en vue de la recherche de la syphilis est recommandée, à moins que cet examen ait été pratiqué dans les six mois précédents ».

« Le deuxième examen a lieu au plus tard dans la deuxième quinzaine du quatrième mois et porte sur :

- l'état de santé général, le bien-être physique et psychique ;
- la révision des états pathologiques ou des risques éventuellement décelés au premier examen ;
- la croissance utérine et fœtale ;
- le dépistage de l'existence possible de complications obstétricales (hémorragies vaginales) ».

« Le troisième examen a lieu au cours du sixième mois. Il porte sur :

- l'état de santé général, le bien-être physique et psychique ;
- la révision des états pathologiques ou des risques éventuellement décelés au premier examen ;
- la croissance utérine et fœtale (grossesse gémellaire, malnutrition fœtale, etc.) ;
- le dépistage de l'existence possible de complications obstétricales (hémorragies vaginales, pré-éclampsie) ;
- le dosage du fer sérique et de la glycémie; le bilan cytochimique des urines ;
- le dépistage de signes biologiques ou cliniques de menace d'accouchement pré-maturé ;
- la présence d'une éventuelle infection générale ou localisée ;
- le dépistage d'une disproportion fœtopelvienne ».

« Le quatrième examen prénatal se situe dans les quinze premiers jours du huitième mois de grossesse. En dehors des objectifs définis pour les examens précédents, il est plus particulièrement orienté vers le dépistage de la toxémie gravidique et la recherche des causes possibles de dystocie ».

« Le dernier examen prénatal a lieu dans les quinze premiers jours du neuvième mois de grossesse et comporte également le dépistage de la toxémie gravidique et la recherche des causes possibles de dystocie et d'anomalies de présentation. Il est en outre plus particulièrement orienté vers la prévention des morts fœtales tardives ».

« Au cours de chacun des examens médicaux, la prise de poids et celle de la tension artérielle ainsi que la recherche de l'albumine et du glucose doivent être obligatoirement effectuées ».

« Au cours de ces examens, il est recommandé au médecin de mettre la future mère au courant de l'histoire naturelle de la grossesse, tant sur le plan physique que psychologique, et d'attirer son attention sur le danger que présentent pour le fœtus la consommation de cigarettes et de

boissons alcoolisées, la prise incontrôlée de médicaments, l'exposition aux différents agents physiques ».

« Le médecin lui rappelle les règles d'hygiène de la gestation, en particulier l'importance d'une alimentation complète et bien équilibrée ».

« L'examen dentaire a lieu dès que la femme enceinte est au courant de son état et au plus tard avant la fin du cinquième mois ».

« La prévention des incompatibilités sanguines fœtomaternelles par l'utilisation des gammaglobulines anti-D doit être obligatoirement effectuée le plus tôt possible chez toute femme Rh négative et qui vient de mettre au monde un enfant Rh positif ».

« L'examen postnatal de la mère a lieu dans les dix semaines qui suivent l'accouchement, mais au plus tôt après l'expiration des deux premières semaines qui suivent l'accouchement. Il permet de vérifier si l'état de santé de la mère a été modifié par la grossesse et comporte à cet effet un examen clinique général et un examen gynécologique ».

« Si de l'avis du médecin-examinateur la femme enceinte nécessite, en raison de son état de santé ou de sa situation, une protection particulière, il en avise le médecin-inspecteur de la circonscription, qui peut charger une assistante d'hygiène sociale ou une assistante sociale de visiter la femme à domicile. L'assistante conseille la femme enceinte sur les mesures et les précautions particulières à prendre et en fait rapport au médecin-examinateur et au médecin-inspecteur ».

« Le médecin-examinateur consigne les résultats de l'examen auquel il a procédé dans le carnet de maternité dont toute femme enceinte est pourvue. Ce carnet est délivré à la future mère lors du premier examen médical ».

« La périodicité des examens prescrits n'est pas une condition d'attribution de l'allocation pré-natale et de l'allocation de naissance proprement dite ».

Modalités des examens médicaux des enfants en bas âge, leur périodicité et le carnet de santé

« Tout enfant doit être soumis par celui des parents ou toute autre personne qui en a la garde à deux examens périnatals et à quatre examens médicaux subséquents jusqu'à l'âge de deux ans ».

« Ces examens, en vue desquels les médecins-examinateurs recevront un carnet d'instructions du ministère ayant la Santé dans ses attributions, constituent des bilans de santé ».

« Les examens périnatals sont effectués dans la maternité où l'enfant est né ou dans un service hospitalier de pédiatrie dans lequel l'enfant a été transféré. Les quatre examens subséquents sont effectués soit dans un service hospitalier de pédiatrie, soit dans un centre médico-social spécialement équipé à cet effet, soit dans un cabinet médical ; cependant le premier de ces quatre examens peut aussi être effectué dans la maternité où l'enfant est né ».

« Il est procédé à un test audiométrique par les soins du Service audiophonologique de la Direction de la Santé, soit dans la maternité où l'enfant est né, soit dans les locaux du prédit service ».

« Les examens périnatals ont lieu le premier dans les quarante-huit heures qui suivent la naissance, le second à la sortie de la maternité, ou, dans le cas où l'enfant reste à la maternité ou dans un service de pédiatrie, entre le cinquième et dixième jour à partir de sa naissance ».

« Les quatre examens subséquents ont lieu :

- le premier à l'âge de 3 à 8 semaines ;
- le deuxième à l'âge de 4 à 6 mois ;
- le troisième à l'âge de 9 à 12 mois ;
- le quatrième à l'âge de 21 à 24 mois ».

« Le médecin qui procède au 2^e des examens subséquents vérifie l'accomplissement du test audiométrique dont question à l'article qui précède, sur base d'une attestation établie par le chargé de direction du Service audiophonologique et versée par la personne qui accompagne l'enfant ».

« Le carnet de santé, dans lequel le médecin examinateur consignera les résultats des examens auxquels il a procédé, est un document personnel, destiné à la sauvegarde et à l'épanouissement de la santé de son titulaire. Il est confidentiel et ne concerne que le titulaire ou la personne qui en a la garde pendant sa minorité, ainsi que le médecin examinateur et tous les autres médecins auxquels le titulaire le présentera lors de consultations ultérieures ».

« L'officier de l'état civil du lieu de naissance, après avoir dressé l'acte de naissance, délivre le carnet de santé, revêtu du numéro de l'acte de naissance précédé du nom de la commune et suivi de l'année en cours, au déclarant qui devra le remettre de suite au père ou, à défaut de père, à la mère ou à la personne qui a la garde du nouveau-né ».

« Lors de chacun des examens prévus au présent règlement la personne qui accompagne l'enfant présentera le carnet de santé au médecin-examinateur ».

« Le médecin qui effectue le premier examen périnatal remplira les pages relatives aux antécédents familiaux de l'enfant ».

« Il transcrira à l'endroit prévu à cet effet les observations utiles figurant dans le carnet de maternité ; faute de carnet de maternité il procédera à l'anamnèse nécessaire. Aux pages prévues à cet effet il transcrira les résultats des examens auxquels il a procédé ».

« Il fera parvenir au médecin-inspecteur de la circonscription les doubles de ces inscriptions sur les tirés-à-part du carnet fournis à cet effet à la maternité ».

« Le ou les médecins qui procèdent aux quatre examens subséquents inscriront de même aux pages correspondantes les observations qu'ils jugent utiles ou nécessaires et transmettront le double des inscriptions au médecin-inspecteur de la circonscription sur les fiches détachables du carnet ».

Modalités des consultations complémentaires pouvant être exécutées par la sage-femme

« Sans préjudice des dispositions du règlement grand-ducal modifié du 11 décembre 1981 réglementant les études et les attributions de la profession de sage-femme, les consultations complémentaires pouvant être exécutées par une sage-femme au cours de la grossesse ou au cours du post-partum ou pendant la période d'allaitement maternel ont pour objet de contribuer à la surveillance de la grossesse ainsi que de transmettre aux parents ou futurs parents des connaissances adéquates pour assurer au quotidien le bien-être de leur enfant ».

« Dans le cadre de cette transmission de gestes et de pratiques courants la sage-femme établit un programme de préparation individualisée. Elle donne notamment des informations sur la physiologie et les modifications physiques et psychiques en rapport avec la grossesse et fournit des explications et des conseils en matière d'hygiène, d'alimentation et de protection de la mère ou future mère et de l'enfant né ou à naître ».

« Au cours du post-partum et de la période d'allaitement maternel, la prestation de consultations complémentaires par la sage-femme a notamment pour but de faciliter le passage de la maternité au domicile ainsi que l'adaptation au nouvel environnement tout comme la poursuite de l'allaitement et de contribuer à la surveillance des suites de couches de la femme accouchée ».

« La sage-femme preste tous soins et conseils utiles permettant d'élever le nouveau-né dans les meilleures conditions, et elle conseille la mère pendant toute la période de l'allaitement au sein ».

« Pour la réalisation des objectifs énumérés au présent article, la sage-femme collabore avec tout autre prestataire de soins de santé ainsi qu'avec tout intervenant du domaine social ».



« Les consultations complémentaires à exécuter par la sage-femme dans le cadre du présent règlement sont au nombre de deux, dont le premier a lieu au cours de la grossesse et le second au cours du post-partum ».

« Le coût des consultations complémentaires, ainsi que celui de l'indemnité de déplacement et des frais de voyage, est à charge de l'État ».

« Les consultations complémentaires visées par le présent règlement ne sont pas prises en compte pour l'obtention de l'allocation de naissance ».

« La sage-femme consigne ses observations dans le carnet de maternité ainsi que dans le carnet de santé ».

ANNEXE 2

FAC-SIMILÉ DES FORMULAIRES DE DEMANDE

Les formulaires sont disponibles auprès de la CAE ainsi que sur son site en ligne www.cae.public.lu.
Le formulaire de l'allocation postnatale est à demander directement auprès de la CAE.

Demande d'une allocation prénatale

Demande d'une allocation de naissance

Demande d'allocation familiale

Demande d'allocation spéciale supplémentaire

Attestation concernant la composition de la famille en vue de l'octroi des prestations familiales (E401)



Guichets: 34, avenue de la Porte-Neuve
B.P. 394 · L-2013 Luxembourg
Tél. (352) 47 71 53-1
www.cae.lu



Demande d'une allocation prénatale

DEMANDERESSE		PERE DE L'ENFANT	
Nom:	Prénom:	Nom:	Prénom:
Numéro matricule de la sécurité sociale:		Numéro matricule de la sécurité sociale:	
<input type="text"/> Date de naissance Année Mois Jour		<input type="text"/> Date de naissance Année Mois Jour	
Nationalité:		Nationalité:	
Situation familiale*		Situation familiale*	
<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> séparée de fait <input type="checkbox"/> mariée <input type="checkbox"/> veuve <input type="checkbox"/> divorcée <input type="checkbox"/> pacsée <input type="checkbox"/> vivant maritalement avec: depuis le: Jour Mois Année		<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> séparé de fait <input type="checkbox"/> marié <input type="checkbox"/> veuf <input type="checkbox"/> divorcé <input type="checkbox"/> pacsé <input type="checkbox"/> vivant maritalement avec: depuis le: Jour Mois Année	
Adresse		Adresse	
Rue:	N°:	Rue:	N°:
CP:	Localité:	CP:	Localité:
Pays:	N° de téléphone:	Pays:	N° de téléphone:
En cas de résidence précédente en-dehors du Luxembourg, veuillez indiquer dans quel pays			
Jour Mois Année jusqu'au Jour Mois Année		Jour Mois Année jusqu'au Jour Mois Année	
Activité*		Activité*	
<input type="checkbox"/> Salariée <input type="checkbox"/> Non salariée (indépendante) <input type="checkbox"/> Sans occupation <input type="checkbox"/> RMG <input type="checkbox"/> Chômage indemnisé <input type="checkbox"/> Congé sans solde <input type="checkbox"/> Pension ou rente auprès de: depuis le: Jour Mois Année		<input type="checkbox"/> Salarié <input type="checkbox"/> Non salarié (indépendant) <input type="checkbox"/> Sans occupation <input type="checkbox"/> RMG <input type="checkbox"/> Chômage indemnisé <input type="checkbox"/> Congé sans solde <input type="checkbox"/> Pension ou rente auprès de: depuis le: Jour Mois Année	
Nom et adr. de l'employeur:		Nom et adr. de l'employeur:	
Pays:		Pays:	
Nombre d'enfants déjà bénéficiaires d'allocations familiales:		Si l'enfant pour lequel l'allocation est sollicitée est déjà né, indiquer la date de naissance:	
<input type="checkbox"/>		Année Mois Jour Réservé à la Caisse	
Coordonnées bancaires de la demanderesse			
L'allocation est à verser au compte:			
IBAN:		Code BIC:	
Nom de la banque:		Titulaire du compte:	
NB: le compte indiqué sera pris en considération pour le versement de toutes les prestations familiales destinées à la demanderesse (allocations familiales, primes, congé parental, ...)			
Dispositions légales			
Les conditions d'octroi de l'allocation prénatale sont déterminées par le Livre IV du Code de la sécurité sociale, ainsi que par le règlement CEE 492/2011 pour les mères ayant leur domicile à l'étranger. L'allocation de naissance se prescrit par un an à partir de la date de naissance de l'enfant.			

- IMPORTANT:** - Les certificats concernant les examens prénatals sont à apposer obligatoirement au verso
 - Voir également pièces justificatives à joindre

* cocher la case qui convient

suite au verso

Examens médicaux obligatoires

La future mère doit se soumettre à cinq examens médicaux par un médecin spécialiste en gynécologie et obstétrique et à un examen dentaire par un médecin-dentiste.

Tous les examens doivent être effectués pendant la grossesse.

Certificats des examens médicaux

Par sa signature le médecin certifie avoir procédé à l'examen médical prescrit conformément aux dispositions légales en vigueur.

Nom et prénom de la dame examinée: _____

Les cinq examens obligatoires ci-dessous doivent être effectués par un médecin spécialiste en gynécologie et obstétrique.

1^{er} EXAMEN OBLIGATOIRE

Cachet ou nom: _____

Adresse du médecin: _____

Signature du médecin: _____

Date de l'examen

Début présumé de la grossesse

2^e EXAMEN OBLIGATOIRE

Cachet ou nom: _____

Adresse du médecin: _____

Signature du médecin: _____

Date de l'examen

3^e EXAMEN OBLIGATOIRE

Cachet ou nom: _____

Adresse du médecin: _____

Signature du médecin: _____

Date de l'examen

4^e EXAMEN OBLIGATOIRE

Cachet ou nom: _____

Adresse du médecin: _____

Signature du médecin: _____

Date de l'examen

5^e EXAMEN OBLIGATOIRE

Cachet ou nom: _____

Adresse du médecin: _____

Signature du médecin: _____

Date de l'examen

Date probable de l'accouchement

CASE RÉSERVÉE AU MÉDECIN-DENTISTE

EXAMEN DENTAIRE

Cachet ou nom: _____

Adresse du médecin: _____

Signature du médecin: _____

Date de l'examen

PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE

- o Un **Relevé d'Identité Bancaire (RIB)** indiquant le titulaire du compte, le numéro de compte IBAN et le CODE BIC.
- o Un **acte de naissance de l'enfant**, (au cas où l'enfant pour lequel l'allocation prématernelle est demandée est déjà né).
- o **En cas de décès de l'enfant**, un acte de décès ou acte d'enfant sans vie ainsi qu'un certificat médical attestant que l'enfant est né viable.
- o Pour les non-résidentes au Luxembourg, une **composition de ménage**, certificat de résidence ou certificat de domicile de date récente, à établir par l'autorité compétente en matière d'état civil du lieu de résidence de la demanderesse.
- o Pour les demanderesses résidant au Luxembourg et de nationalité autre que UE, EEE ou Suisse, **une preuve de l'autorisation de séjour au Luxembourg** (vaut comme preuve de l'autorisation de séjour: le titre de séjour ou la carte de séjour).

Je déclare: avoir touché* ne pas avoir touché* une allocation équivalente dans mon pays de résidence.

Je déclare avoir pris connaissance des dispositions légales, j'affirme que la présente demande est sincère et complète, sachant que toute déclaration inexacte de ma part ou l'absence de déclaration de tout changement, m'exposerait au remboursement des sommes indûment perçues, sans préjudice des sanctions prévues par la loi.

Fait à _____

Date _____

Signature de la demanderesse: _____

Le traitement des données fournies se fera en conformité avec la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

* cocher la case qui convient



Guichets: 34, avenue de la Porte-Neuve
B.P. 394 · L-2013 Luxembourg
Tél. (352) 47 71 53-1
www.cae.lu



Demande d'une allocation de naissance

DEMANDEURESSE	
Nom:	
Prénom:	
Numéro matricule de la sécurité sociale:	
<input type="text"/> Date de naissance Année Mois Jour	
Nationalité:	
Situation familiale*	
<input type="checkbox"/> célibataire	<input type="checkbox"/> séparée de fait
<input type="checkbox"/> mariée	<input type="checkbox"/> veuve
<input type="checkbox"/> divorcée	<input type="checkbox"/> pacsée
<input type="checkbox"/> vivant maritalement avec: _____	
depuis le:	<input type="text"/> Jour <input type="text"/> Mois <input type="text"/> Année
Adresse	
Rue:	N°:
CP:	Localité:
Pays:	N° de téléphone:
En cas de résidence précédente en-dehors du Luxembourg, veuillez indiquer dans quel pays	
<input type="text"/> Jour <input type="text"/> Mois <input type="text"/> Année jusqu'au	
Activité*	
<input type="checkbox"/> Salariée	<input type="checkbox"/> Non salariée (indépendante)
<input type="checkbox"/> Sans occupation	<input type="checkbox"/> RMG
<input type="checkbox"/> Chômage indemnisé	<input type="checkbox"/> Congé sans solde
<input type="checkbox"/> Pension ou rente auprès de: _____	
depuis le:	<input type="text"/> Jour <input type="text"/> Mois <input type="text"/> Année
Nom et adr. de l'employeur: _____ Pays: _____	

PERE DE L'ENFANT	
Nom:	
Prénom:	
Numéro matricule de la sécurité sociale:	
<input type="text"/> Date de naissance Année Mois Jour	
Nationalité:	
Situation familiale*	
<input type="checkbox"/> célibataire	<input type="checkbox"/> séparé de fait
<input type="checkbox"/> marié	<input type="checkbox"/> veuf
<input type="checkbox"/> divorcé	<input type="checkbox"/> pacsé
<input type="checkbox"/> vivant maritalement avec: _____	
depuis le:	<input type="text"/> Jour <input type="text"/> Mois <input type="text"/> Année
Adresse	
Rue:	N°:
CP:	Localité:
Pays:	N° de téléphone:
En cas de résidence précédente en-dehors du Luxembourg, veuillez indiquer dans quel pays	
<input type="text"/> Jour <input type="text"/> Mois <input type="text"/> Année jusqu'au	
Activité*	
<input type="checkbox"/> Salarié	<input type="checkbox"/> Non salarié (indépendant)
<input type="checkbox"/> Sans occupation	<input type="checkbox"/> RMG
<input type="checkbox"/> Chômage indemnisé	<input type="checkbox"/> Congé sans solde
<input type="checkbox"/> Pension ou rente auprès de: _____	
depuis le:	<input type="text"/> Jour <input type="text"/> Mois <input type="text"/> Année
Nom et adr. de l'employeur: _____ Pays: _____	

Je soussignée demande à bénéficier de l'allocation de naissance en faveur de mon fils/ma fille:

Nom et prénom usuel de l'enfant:	
Date de naissance:	<input type="text"/> Année <input type="text"/> Mois <input type="text"/> Jour <input type="text"/> Réservé à la Caisse
Lieu de naissance:	
<input type="checkbox"/> en vie*	<input type="checkbox"/> décédé(e) le*
<input type="text"/> Jour <input type="text"/> Mois <input type="text"/> Année	

Coordonnées bancaires de la demanderesse	
L'allocation est à verser au compte:	
IBAN:	Code BIC: _____
Nom de la banque: _____ Titulaire du compte: _____	
NB: le compte indiqué sera pris en considération pour le versement de toutes les prestations familiales destinées à la demanderesse (allocations familiales, primes, congé parental, ...)	

IMPORTANT: - Le certificat concernant l'examen postnatal est à apposer obligatoirement au verso
- Voir également pièces justificatives à joindre

* cocher la case qui convient

suite au verso

Examen postnatal de la mère

Pour pouvoir bénéficier de l'allocation de naissance, la mère doit se soumettre à un examen postnatal effectué par un médecin spécialiste en gynécologie et obstétrique dans les semaines qui suivent la naissance.

Certificat médical de l'examen postnatal de la mère	
EXAMEN POSTNATAL OBLIGATOIRE	
(dans les dix semaines à partir de l'accouchement, mais au plus tôt après l'expiration des deux premières semaines qui suivent cette date)	
Cachet ou nom et _____ adresse du médecin _____	Par sa signature, le médecin certifie avoir procédé à l'examen postnatal de la mère, désignée au recto de la demande, conformément aux dispositions légales en vigueur.
Date de l'examen _____	Signature du médecin _____

PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE

- o Un **acte de naissance de l'enfant** (à moins qu'il n'ait été remis conjointement avec la demande d'allocation prénatale).
- o Un **Relevé d'Identité Bancaire (RIB)** indiquant le titulaire du compte, le numéro de compte IBAN et le CODE BIC.
- o **En cas de décès de l'enfant**, un acte de décès ou acte d'enfant sans vie ainsi qu'un certificat médical attestant que l'enfant est né viable.
- o Pour les non-résidentes au Luxembourg, une **composition de ménage**, certificat de résidence ou certificat de domicile de date récente, à établir par l'autorité compétente en matière d'état civil du lieu de résidence de la demanderesse.
- o Pour les demanderesses résidant au Luxembourg et de nationalité autre que UE, EEE ou Suisse, **une preuve de l'autorisation de séjour au Luxembourg** (vaut comme preuve de l'autorisation de séjour: le titre de séjour ou la carte de séjour).

DISPOSITIONS LÉGALES

Les conditions d'octroi de l'allocation de naissance sont déterminées par le Livre IV du Code de la sécurité sociale, ainsi que par le règlement CEE 492/2011 pour les mères ayant leur domicile à l'étranger.

L'allocation de naissance se prescrit par 1 an à partir de la date de naissance de l'enfant.

Je déclare: **avoir touché*** **ne pas avoir touché*** une allocation équivalente dans mon pays de résidence.

Je déclare avoir pris connaissance des dispositions légales, j'affirme que la présente demande est sincère et complète, sachant que toute déclaration inexacte de ma part ou l'absence de déclaration de tout changement, m'exposerait au remboursement des sommes indûment perçues, sans préjudice des sanctions prévues par la loi.

Fait à _____

Date _____

Signature de la demanderesse: _____

Le traitement des données fournies se fera en conformité avec la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

* cocher la case qui convient



Guichets: 34, avenue de la Porte-Neuve
B.P. 394 · L-2013 Luxembourg
Tél. (352) 47 71 53-1
www.cae.lu



Demande d'allocation familiale

DEMANDEUR / DEMANDERESSE		CONJOINT / PARTENAIRE																																																	
Nom: _____		Nom: _____																																																	
Prénom: _____		Prénom: _____																																																	
Numéro matricule de la sécurité sociale:		Numéro matricule de la sécurité sociale:																																																	
<div style="text-align: center;"> ► [Date de naissance] <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr><td>Année</td><td>Mois</td><td>Jour</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table> </div>		Année	Mois	Jour																						<div style="text-align: center;"> ► [Date de naissance] <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr><td>Année</td><td>Mois</td><td>Jour</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table> </div>		Année	Mois	Jour																					
Année	Mois	Jour																																																	
Année	Mois	Jour																																																	
Nationalité _____		Nationalité _____																																																	
Situation familiale*		Situation familiale*																																																	
<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> séparé(e) <input type="checkbox"/> marié(e) <input type="checkbox"/> veuf(ve) <input type="checkbox"/> divorcé(e) <input type="checkbox"/> pacsé(e) <input type="checkbox"/> vivant maritalement avec: _____		<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> séparé(e) <input type="checkbox"/> marié(e) <input type="checkbox"/> veuf(ve) <input type="checkbox"/> divorcé(e) <input type="checkbox"/> pacsé(e) <input type="checkbox"/> vivant maritalement avec: _____																																																	
depuis le: <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr><td>Jour</td><td>Mois</td><td>Année</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>		Jour	Mois	Année																			depuis le: <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr><td>Jour</td><td>Mois</td><td>Année</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>		Jour	Mois	Année																								
Jour	Mois	Année																																																	
Jour	Mois	Année																																																	
Adresse		Adresse																																																	
Rue: _____ N°: _____		Rue: _____ N°: _____																																																	
CP: _____ Localité: _____		CP: _____ Localité: _____																																																	
Pays: _____ N° de tél.: _____		Pays: _____ N° de tél.: _____																																																	
En cas de résidence précédente en-dehors du Luxembourg, veuillez indiquer dans quel pays _____ jusqu'au <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr><td>Jour</td><td>Mois</td><td>Année</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>				Jour	Mois	Année																																													
Jour	Mois	Année																																																	
En cas de résidence précédente en-dehors du Luxembourg, veuillez indiquer dans quel pays _____ jusqu'au <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr><td>Jour</td><td>Mois</td><td>Année</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>				Jour	Mois	Année																																													
Jour	Mois	Année																																																	
Activité*		Activité*																																																	
<input type="checkbox"/> Salarié(e) <input type="checkbox"/> Non salarié(e) (indépendant(e)) <input type="checkbox"/> Chômage indemnisé <input type="checkbox"/> Congé sans solde <input type="checkbox"/> Sans occupation <input type="checkbox"/> Revenu minimum garanti (RMG) <input type="checkbox"/> Fonctionnaire d'une institution européenne ou NSPA <input type="checkbox"/> Pension ou rente auprès de: _____		<input type="checkbox"/> Salarié(e) <input type="checkbox"/> Non salarié(e) (indépendant(e)) <input type="checkbox"/> Chômage indemnisé <input type="checkbox"/> Congé sans solde <input type="checkbox"/> Sans occupation <input type="checkbox"/> Revenu minimum garanti (RMG) <input type="checkbox"/> Fonctionnaire d'une institution européenne ou NSPA <input type="checkbox"/> Pension ou rente auprès de: _____																																																	
depuis le: <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr><td>Jour</td><td>Mois</td><td>Année</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>		Jour	Mois	Année																			depuis le: <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr><td>Jour</td><td>Mois</td><td>Année</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>		Jour	Mois	Année																								
Jour	Mois	Année																																																	
Jour	Mois	Année																																																	
Employeur		Employeur																																																	
Nom: _____		Nom: _____																																																	
Rue: _____ N°: _____		Rue: _____ N°: _____																																																	
CP: _____ Localité: _____		CP: _____ Localité: _____																																																	
Pays: _____		Pays: _____																																																	
En cas d'activité précédente en-dehors du Luxembourg, veuillez indiquer dans quel pays: _____																																																			
Si vous êtes séparé(e) ou divorcé(e), indiquez le nom et l'adresse de la personne qui a la garde des enfants.																																																			
Nom et Prénom: _____																																																			
Rue: _____	N°: _____	CP: _____	Localité: _____																																																
Pays: _____																																																			

Coordonnées bancaires

L'allocation familiale est à verser au compte de: Madame* Monsieur* _____

IBAN: _____ Code BIC: _____

Nom de la banque: _____

NB: Prière de joindre un relevé d'identité bancaire. A noter que le compte indiqué sera pris en considération pour le versement de toutes les prestations familiales.

Enfants pour lesquels l'allocation familiale est demandée

Nom et prénom des enfants	Date de naissance			Lien de parenté (*voir ci-dessous)	Nationalité	L'enfant vit-il dans votre ménage	Si oui, depuis le:
	Année	Mois	Jour				
1							/ /
2							/ /
3							/ /
4							/ /
5							/ /
6							/ /

**Lien de parenté: enfant biologique, enfant adoptif, enfant du conjoint, petit-enfant, nièce/neveu, ...

Autres prestations familiales

Les enfants précités bénéficient-ils ou ont-ils bénéficié d'allocations familiales hors du Luxembourg? oui* non*

Si oui, indiquez l'organisme qui paie ou a payé les allocations: _____

Adresse: _____ Pays: _____

Nom de la personne qui touche ou a touché les allocations: _____ N° dossier _____

Le paiement des allocations familiales est-il toujours en cours? oui* non*

Si non, jusqu'à quelle date les allocations ont-elles été payées? _____ . _____ . _____

NB : Prière de joindre un certificat de paiement ou de fin de paiement de l'organisme non luxembourgeois.

PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE À LA DEMANDE

- o Pour les non-résidents au Luxembourg, un certificat de résidence ou un certificat de composition de ménage de date récente établi par l'autorité compétente en reprenant tous les membres de la famille.
- o Pour les résidents de nationalité autre que UE, EEE ou Suisse, une preuve de l'autorisation de séjour au Luxembourg de tous les membres de la famille (vaut comme preuve de l'autorisation de séjour: le titre de séjour ou la carte de séjour).
- o Pour les enfants en faveur desquels aucune prestation familiale n'a encore été sollicitée au Grand-Duché: un extrait de l'acte de naissance.
- o Un relevé d'identité bancaire (RIB) établi par l'établissement bancaire et indiquant le titulaire du compte, le numéro IBAN et le code BIC.
- o Si des allocations ont été payées à l'étranger, il y a lieu de joindre un certificat concernant le droit aux prestations familiales à établir par la Caisse qui a payé les allocations en dernier lieu.
- o Pour les enfants âgés de plus de 18 ans poursuivant des études secondaires (ou équivalentes) ou un apprentissage ou fréquentant un établissement spécialisé: un certificat d'études de date récente et le cas échéant une copie du contrat d'apprentissage.

Je déclare avoir pris connaissance des dispositions légales, j'affirme que la présente demande est sincère et complète, sachant que toute déclaration inexacte de ma part ou l'absence de déclaration de tout changement, m'exposerait au remboursement des sommes indûment perçues, sans préjudice des sanctions prévues par la loi.

Fait à: _____ Date: _____ . _____ . _____

Signature du demandeur/de la demanderesse: _____

Signature du conjoint(e)/partenaire: _____

Le traitement des données fournies se fera en conformité avec la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

* Cocher les cases correspondant à votre situation



INFORMATIONS IMPORTANTES À CONSERVER

RAPPEL

Par votre signature vous vous êtes engagé(e) à signaler sans retard à la Caisse pour l'avenir des enfants (CAE) tous les faits de nature à modifier le droit aux prestations dont notamment:

1. la dissolution du ménage par séparation ou divorce
2. le mariage ou le partenariat (pacs)
3. le décès d'un enfant bénéficiaire de l'allocation familiale
4. le départ à l'étranger ou dans un autre ménage d'un enfant bénéficiaire de l'allocation familiale
5. le placement d'un enfant bénéficiaire de l'allocation familiale dans une institution sociale
6. l'abandon des études par un enfant majeur bénéficiaire de l'allocation familiale
7. l'exercice d'une activité professionnelle par l'enfant majeur bénéficiaire de l'allocation familiale
8. le départ de la famille ou d'un membre de la famille pour l'étranger
9. l'exercice d'une activité en dehors du Luxembourg par le conjoint/partenaire du demandeur
10. tout changement d'activité (changement du pays d'emploi, arrêt d'activité, chômage ...)

Nous vous rendons attentif(ve) au fait que toute déclaration inexacte ou incomplète, respectivement l'absence de déclaration de tout changement, vous expose à une amende d'ordre jusqu'à concurrence des sommes indûment perçues, sans préjudice du remboursement de celles-ci.

DISPOSITIONS LÉGALES

1. Qui a droit aux allocations familiales?

Les enfants élevés au Luxembourg ont droit, à titre personnel, à l'allocation familiale sous condition de résider effectivement et d'une façon continue au Luxembourg et d'y avoir leur domicile légal.

Les enfants qui ne sont pas ressortissants d'un Etat membre de l'Union Européenne, de l'EEE ou de la Suisse ont droit à l'allocation familiale sous condition d'être titulaires d'une autorisation de séjour et d'être légalement déclarés au Luxembourg.

Les enfants ressortissants d'un Etat membre de l'Union Européenne, de l'EEE ou de la Suisse, qui prennent leur résidence au Luxembourg ont droit à l'allocation familiale sous condition d'être légalement déclaré au Luxembourg.

Les enfants d'étudiants poursuivant leurs études à l'étranger ou de personnes détachées à l'étranger notamment sont considérés comme étant élevés au Luxembourg sous condition d'y garder leur domicile légal.

Pour **les enfants élevés hors du Luxembourg**, le droit à l'allocation familiale prend naissance dans le chef d'une activité au Luxembourg. L'ayant droit n'est donc pas l'enfant lui-même, mais le travailleur.

Les conditions d'octroi des allocations versées en faveur des enfants résidant en dehors du Luxembourg sont déterminées par les règlements CEE et par les conventions bi- et multilatérales. A noter que dans le cas d'une activité dans le pays de résidence des enfants, l'allocation familiale est payable prioritairement par l'Etat dans lequel résident les enfants.

2. Pendant quelle période l'allocation familiale est-elle versée?

L'allocation familiale est due à partir du mois de naissance jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis.

Elle est maintenue jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis si l'enfant s'adonne sur place et à titre principal à des études secondaires, secondaires techniques ou équivalentes, s'il poursuit un apprentissage ou s'il suit une formation adaptée à ses capacités dans un institut, service ou centre d'éducation différenciée ou autre établissement spécialisé.

L'allocation familiale n'est plus due si l'étudiant se livre, en dehors de ses études, à une activité accessoire pendant plus de 4 mois et dont la rémunération est égale ou supérieure au salaire social minimum de référence. Ce plafond s'applique également pour les indemnités d'apprentissage.

L'allocation familiale n'est plus due à partir du mois qui suit le décès de l'enfant bénéficiaire.

3. A qui l'allocation familiale est-elle versée?

Elle est versée au père ou à la mère, au choix des parents, si l'enfant est élevé dans leur ménage commun. Dans les autres cas, elle est versée à celui des parents ou à la personne ou institution qui exerce la garde effective de l'enfant. Elle peut également être versée sur demande à l'enfant mineur émancipé et à l'enfant majeur qui continue à y avoir droit.

4. Enfants handicapés

Tout enfant âgé de moins de 18 ans, atteint d'une ou de plusieurs affections constitutives d'une insuffisance ou diminution permanente d'au moins 50% de la capacité physique ou mentale d'un enfant normal du même âge, a droit à une allocation spéciale supplémentaire. Cette allocation supplémentaire peut être continuée jusqu'à l'âge de 25 ans.

L'allocation spéciale supplémentaire est à solliciter à l'aide du formulaire de demande spécifique mis à disposition par la CAE sur demande des intéressés.

5. Prescription

Le droit à l'allocation familiale ne se prescrit pas. Mais chaque mensualité se prescrit par un an à partir de la fin du mois pour lequel elle est due.

6. Traitement des données

Le traitement des données fournies se fera en conformité avec la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.



Guichets: 34, avenue de la Porte-Neuve
B.P. 394 · L-2013 Luxembourg
Tél. (352) 47 71 53-1
www.cae.lu



Demande d'allocation spéciale supplémentaire

DEMANDEUR / DEMANDERESSE <p>Nom: _____ Prénom: _____ Numéro matricule de la sécurité sociale: _____ Date de naissance [Année Mois Jour] _____ Nationalité: _____ Etat civil: _____ Adresse Rue: _____ N°: _____ CP: _____ Localité: _____ Pays: _____ N° de tél.: _____</p>	CONJOINT(E) / PARTENAIRE <p>Nom: _____ Prénom: _____ Numéro matricule de la sécurité sociale: _____ Date de naissance [Année Mois Jour] _____ Nationalité: _____ Etat civil: _____ Adresse Rue: _____ N°: _____ CP: _____ Localité: _____ Pays: _____ N° de tél.: _____</p>
Enfant pour lequel l'allocation spéciale est demandée	
<p>Nom de l'enfant: _____ Prénom de l'enfant: _____ Numéro matricule de la sécurité sociale de l'enfant _____ Date de naissance [Année Mois Jour] _____</p>	
PIÈCE JUSTIFICATIVE À JOINDRE À LA DEMANDE	
<ul style="list-style-type: none"> o Un certificat médical récent et circonstancié attestant que l'enfant est atteint du chef d'une ou de plusieurs affections, à 50% au moins, d'une insuffisance ou diminution permanente de la capacité physique ou mentale d'un enfant normal du même âge. 	
Prestations familiales similaires touchées	
<p>Touchez-vous des prestations similaires dans un autre pays que le Luxembourg? <input type="checkbox"/> oui* <input type="checkbox"/> non*</p> <p>Si oui, veuillez préciser dans quel pays: _____ l'organisme versant les prestations: _____</p> <p>o Prière de joindre une attestation de paiement.</p>	
<p>Je déclare avoir pris connaissance des dispositions légales, j'affirme que la présente demande est sincère et complète, sachant que toute déclaration inexacte de ma part ou l'absence de déclaration de tout changement, m'exposerait au remboursement des sommes indûment perçues, sans préjudice des sanctions prévues par la loi.</p> <p>Fait à: _____ Date: _____ . _____ . _____</p> <p>Signature du demandeur/de la demanderesse: _____</p> <p>Signature du conjoint(e)/partenaire: _____</p> <p>Le traitement des données fournies se fera en conformité avec la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.</p>	

**COMMISSION ADMINISTRATIVE
POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE
DES TRAVAILLEURS MIGRANTS**

Voir «Instructions» page 4

E 401



(¹)

ATTESTATION CONCERNANT LA COMPOSITION DE LA FAMILLE EN VUE DE L'OCTROI DES PRESTATIONS FAMILIALES

Règlement (CEE) n° 1408/71: article 73; article 74; article 77; article 78
Règlement (CEE) n° 574/72: article 86, paragraphe 2; article 88; article 90; article 91; article 92

A. Demande d'attestation

1.	<input type="checkbox"/> Travailleur salarié	<input type="checkbox"/> Personne ayant la charge de l'orphelin	<input type="checkbox"/> Titulaire de pension (régime salariés) (⁴)
	<input type="checkbox"/> Travailleur non salarié	<input type="checkbox"/> Orphelin	<input type="checkbox"/> Titulaire de pension (régime non salariés) (⁴)
1.1. Nom (^{1 bis})			
1.2. Prénoms		Noms antérieurs (^{1 ter})	Lieu de naissance (²)
1.3. Date de naissance		Sexe	Nationalité
1.4. Numéro d'identification/d'assurance (³)			
1.5. État civil		<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> marié	<input type="checkbox"/> veuf <input type="checkbox"/> cohabitant (⁶) (⁷)
<input type="checkbox"/> divorcé		<input type="checkbox"/> séparé (⁵)	
1.6. Adresse dans le pays de résidence des membres de la famille Rue N° Code postal Localité Pays			
2. <input type="checkbox"/> Conjoint <input type="checkbox"/> Conjoint divorcé ou séparé du travailleur ou du titulaire de pension <input type="checkbox"/> Parent (père ou mère) survivant (⁸) <input type="checkbox"/> Partenaire cohabitant (⁶) (⁷)			
2.1. Nom (^{1 bis})			
2.2. Prénoms		Noms antérieurs (^{1 ter})	Lieu de naissance (²)
2.3. Date de naissance		Sexe	Nationalité
2.4. Adresse Rue N° Code postal Localité Pays			
2.5. Exercice d'une activité professionnelle <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
3. <input type="checkbox"/> Personne(s) autre(s) que le conjoint au foyer de laquelle (desquelles) vivent les membres de la famille			
3.1. Nom (^{1 bis})			
3.2. Prénoms		Noms antérieurs (^{1 ter})	Lieu de naissance (²)
3.3. Date de naissance		Sexe	Nationalité
3.4. Numéro d'assurance ou d'identification (³)			
3.5. Lien de parenté avec le ou les enfant(s)			
3.6. Adresse Rue N° Code postal Localité Pays			
3.6. Exercice d'une activité professionnelle <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			

(¹)

E 401

4. Membres de la famille vivant sous le même toit que la personne désignée au cadre 2 ou au cadre 3, pour lesquels les prestations familiales sont demandées

5. Nom et adresse de l'institution compétente pour l'octroi des prestations familiales

5.1. Nom

5.2. Adresse (¹¹)

.....

5.3. Numéro de référence du dossier

B. Attestation

La partie B du présent formulaire doit être remplie par le bureau de la population ou par l'autorité/administration compétente en matière d'état civil du pays de résidence des membres de la famille⁽¹³⁾.

6.	Composition de la famille dans laquelle vivent les membres désignés au cadre 4			
6.1.	Nom ^(1 bis)	Prénoms	Date de naissance ⁽⁹⁾	Lien de parenté ⁽¹⁰⁾
	1.			
	2.			
	3.			
	4.			
	5.			
	6.			
	7.			
	8.			
	9.			
	10.			
6.2.	Observations ⁽¹³⁾			

7. Renseignements à fournir uniquement pour les besoins des institutions danoises, islandaises et norvégiennes⁽¹⁴⁾

7.1. Personne qui exerce l'autorité parentale		
7.2. L'entretien des enfants payé par des fonds publics	<input type="checkbox"/> est	<input type="checkbox"/> n'est pas
7.3. La mère et/ou le père des enfants Dans l'affirmative, date du décès	<input type="checkbox"/> est/sont décédé(e) (s)	<input type="checkbox"/> n'est/ne sont pas décédé(e) (s) ⁽¹⁵⁾
7.4. La mère et/ou le père des enfants d'une pension de vieillesse ou d'invalidité	<input type="checkbox"/> bénéficiaire/bénéficient	<input type="checkbox"/> ne bénéficiaire/bénéficient pas ⁽¹⁵⁾

8. Bureau de la population ou autorité/administration compétente en matière d'état civil⁽¹²⁾
L'exactitude des renseignements donnés ci-dessus a été vérifiée sur la base des documents officiels en notre possession par

8.1. Nom et adresse du bureau de la population ou de l'autorité/administration compétente ⁽¹¹⁾	
8.2. Cachet	8.3. Date
	8.4. Signature



E 401

INSTRUCTIONS

Le présent formulaire doit être rempli en caractères d'imprimerie, en utilisant uniquement les lignes pointillées. Il se compose de cinq pages; aucune d'entre elles ne peut être supprimée, même si elle ne contient aucune mention utile. Il est rempli dans la langue de l'autorité désignée au cadre 8.

NOTES

- (¹) Sigle du pays auquel appartient l'institution qui remplit le formulaire: BE = Belgique, CZ = République tchèque, DK = Danemark, DE = Allemagne, EE = Estonie, EL = Grèce, ES = Espagne, FR = France, IE = Irlande, IT = Italie, CY = Chypre, LV = Lettonie, LT = Lituanie, LU = Luxembourg, HU = Hongrie, MT = Malte, NL = Pays-Bas, AT = Autriche, PL = Pologne, PT = Portugal, SI = Slovénie, SK = Slovaquie, FI = Finlande, SE = Suède, UK = Royaume-Uni, IS = Islande; LI = Liechtenstein, NO = Norvège, CH = Suisse.
- (^{1 bis}) Pour les ressortissants espagnols, indiquer les deux noms. Pour les ressortissants portugais, indiquer tous les noms (prénoms, nom, nom de jeune fille) dans l'ordre de l'état civil tels qu'ils apparaissent sur la carte d'identité ou le passeport.
- (^{1 ter}) Les noms antérieurs incluent le nom à la naissance.
- (²) Pour les localités portugaises, indiquer aussi la paroisse et la commune.
- (³) Si le formulaire est destiné à une institution tchèque, indiquer le numéro de naissance; à une institution chypriote, le numéro d'identification national pour les ressortissants chypriotes et le numéro du certificat d'enregistrement d'étranger (ARC) pour les ressortissants non chypriotes; à une institution danoise, le numéro CPR; à une institution finlandaise, le numéro du registre de la population; à une institution suédoise, le numéro personnel (personnummer); à une institution islandaise, le numéro d'identification personnel (kennitala); à une institution du Liechtenstein, le numéro d'assuré AHV; à une institution lituanienne, le numéro d'identification personnel; à une institution lettone le numéro d'identité; à une institution hongroise, le numéro TAJ (identification d'assurance sociale); à une institution maltaise, le numéro de carte d'identité pour les ressortissants maltais et le numéro de la sécurité sociale maltaise pour les ressortissants non maltais; à une institution norvégienne, le numéro d'identification personnel (fødselsnummer); à une institution belge, le numéro d'identification de sécurité sociale (NISS); à une institution allemande du régime général des pensions, le numéro d'assuré (VSNR); à une institution espagnole, le numéro figurant sur la carte d'identité nationale (D.N.I.), ou la N.I.E. pour les ressortissants étrangers, même si la carte est périmée; à une institution polonaise, les numéros PESEL et NIP; à une institution portugaise, indiquer aussi le numéro d'affilié au régime général des pensions, si l'intéressé a été affilié au régime de sécurité sociale des fonctionnaires au Portugal; à une institution slovaque, le numéro de naissance; à une institution slovène, le numéro d'identification personnel (EMŠO) et le numéro d'identification fiscale; à une institution suisse, le numéro d'assuré AVS/AI (AHV/IV).
- (⁴) Le Danemark, la Pologne, la Slovaquie, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse n'établissent pas de distinction entre le titulaire d'une pension relevant du régime applicable aux travailleurs salariés et le titulaire d'une pension relevant du régime applicable aux travailleurs non salariés.
- (⁵) Pour les besoins des institutions norvégiennes, indiquer la date de séparation
-
- (⁶) Pour les besoins des institutions tchèques, danoises, islandaises et norvégiennes.
- (⁷) Ce renseignement est fondé sur une déclaration de l'intéressé.
- (⁸) Sauf s'il est déjà mentionné au cadre 1.
- (⁹) Pour les besoins des institutions danoises et norvégiennes, indiquer uniquement les enfants âgés de moins de 18 ans. Pour les besoins des institutions letttones, indiquer uniquement les enfants âgés de moins de 15 ans et, s'ils fréquentent des établissements d'enseignement général ou professionnel et ne perçoivent pas de bourse d'études, et s'ils ne sont pas mariés, les enfants âgés de moins de 20 ans.
- (¹⁰) Préciser le lien de parenté entre chaque membre de la famille et le travailleur au moyen des symboles suivants:
A = enfant légitime. En Espagne et en Pologne, enfant né du mariage (matrimonial) et enfant né hors mariage (non matrimonial).
B = enfant légitimé.
C = enfant adoptif.
D = enfant naturel (quand la déclaration est remplie au nom d'un travailleur masculin, les enfants naturels ne doivent être mentionnés que si la paternité ou l'obligation alimentaire du travailleur a été reconnue officiellement).
E = enfant d'un conjoint faisant partie du ménage du travailleur.
F = petits-enfants, frères et sœurs que l'intéressé a accueillis dans son ménage. Également les neveux et nièces jusqu'au troisième degré, si l'institution compétente est une institution grecque. Si l'institution compétente est une institution polonaise, seuls les petits-enfants et les frères et sœurs dont le tuteur légal est une personne habilitée ou son conjoint.
G = autres enfants faisant partie du ménage en permanence sur le même pied que les enfants du travailleur (enfants recueillis). Si l'institution compétente est une institution polonaise, seuls les autres enfants dont le tuteur légal est une personne habilitée ou son conjoint.
H = pour les besoins des institutions tchèques, décrire les autres formes de garde (garde accordée à la suite d'une décision de justice à des personnes autres que les parents, le tuteur, le curateur, etc.).
Les autres liens de parenté (par exemple: grand-père) doivent être mentionnés en toutes lettres. Si un enfant est marié, divorcé ou veuf, l'indiquer aux points 4 et 6.1. Indiquer également si un enfant est orphelin de père ou de mère pour les besoins des institutions grecques.
- (¹¹) Rue, numéro, code postal, localité, pays.

- (¹²) En Espagne, la «Dirección Provincial del Instituto Nacional de la Seguridad Social» (direction provinciale de l'Institut national de la sécurité sociale) du lieu de résidence, ou l'«Autoridad Municipal» (autorité municipale), selon le cas. Dans le cas des marins, la «Dirección Provincial del Instituto Social de la Marina» (direction provinciale de l'Institut social de la marine); en France, la mairie ou la caisse d'allocations familiales;
- en Irlande, la «Child Benefit Section, Department of Social and Family Affairs» (service des prestations pour enfants, ministère des affaires sociales et familiales), St Oliver Plunkett Road, Letterkenny Co. Donegal;
- à Chypre, le «Ministry of Finance, Grants and Benefits Service» (ministère des finances, service des allocations et prestations), 1489 Nicosie;
- en Lettonie, la «Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra» (agence d'assurance sociale de l'État), Riga;
- en Pologne, la commune ou l'arrondissement;
- au Portugal, la «Junta de Freguesia» (conseil de paroisse) du lieu de résidence des membres de la famille;
- en Slovaquie, l'«úrad práce, sociálnych vecí a rodiny» (administration du travail, des affaires sociales et de la famille) du lieu de résidence du demandeur;
- en Finlande, l'institution d'assurances sociales, Helsinki;
- en Suède, le «Försäkringskassan» (office des assurances sociales) du lieu de résidence;
- au Royaume-Uni, «Inland Revenue, Child Benefit Office» (administration fiscale, bureau des prestations pour enfants) (GB), PO Box 1, Newcastle-upon-Tyne NE 88 IAA, ou, pour l'Irlande du Nord: «Child Benefit Office» (bureau des prestations pour enfants) (NI), Windsor House, 9-15 Bedford Street Belfast BT2 7UW, et «Inland Revenue, Tax Credits Office» (administration fiscale, bureau des crédits d'impôt) (Irlande du Nord), 52-58 Great Victoria Street, Belfast BT2 7WF, selon le cas;
- en Suisse, l'administration locale (office d'état civil) du lieu de résidence.
- (¹³) Si l'enfant n'a pas la même adresse que celle indiquée au point 2.5 ou 3.6, mentionner cette autre adresse. Pour les besoins des institutions norvégiennes et polonaises, indiquer si l'enfant réside dans un orphelinat, une école spéciale ou un autre établissement de ce type.
- (¹⁴) Ces renseignements ne sont fournis que si les administrations civiles disposent des données nécessaires.
- (¹⁵) Biffer la mention inutile.

ANNEXE 3

ADRESSES UTILES

Caisse pour l'avenir des enfants

34, avenue de la Porte neuve

L-2227 Luxembourg

T. (+352) 47 71 53 1

www.cae.public.lu

Centre commun de la sécurité sociale

125, route d'Esch

L-1471 Luxembourg

Adresse postale : L-2975 Luxembourg

T. (+352) 40 14 1 1

F. (+352) 40 44 81

www.ccss.lu

Chambre des salariés

18, rue Auguste Lumière

L-1950 Luxembourg

Adresse postale : BP 1263 L-1012 Luxembourg

T. (+352) 27 494 200

F. (+352) 27 494 250

csl@csl.lu

www.csl.lu

Conseil arbitral de la sécurité sociale

16, boulevard de la Foire

L-1528 Luxembourg

T. (+352) 45 32 86

F. (+352) 44 32 66

Conseil supérieur de la sécurité sociale

14, avenue de la Gare

L-1610 Luxembourg

T. (+352) 26 26 05 1

F. (+352) 26 26 05 38

Ministère de la Sécurité sociale

26, rue Sainte Zithe

L-2763 Luxembourg

T. (+352) 24 78 63 11

F. (+352) 24 78 63 28

mss@mss.etat.lu

www.mss.public.lu



Sozialversicherungsrecht

Die Familienleistungen nach der Reform von 2016

Situation am 1. Oktober 2016

Impressum

Herausgeber

Druck

Vertrieb

Arbeitnehmerkammer

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
T. (+352) 27 494 200
F. (+352) 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu
Jean-Claude Reding, Präsident
Norbert Tremuth, Direktor

Imprimerie Weprint

Librairie « Um Fieldgen Sàrl »
3, rue Glesener
L-1634 Luxembourg
T. (+352) 48 88 93
F. (+352) 40 46 22
info@libuf.lu

ISBN: 978-2-919888-03-0

Die in der vorliegenden Broschüre enthaltenen Angaben berühren in keinem Fall die Gesetzestexte und deren Auslegung und Anwendung seitens der staatlichen Behörden oder der zuständigen Gerichte.

Der Herausgeber und der Autor übernehmen keinerlei Haftung für etwaige Unterlassungen und Fehler oder für etwaige Konsequenzen, die aus der Verwendung der in dieser Broschüre enthaltenen Informationen entstehen können.

Alle Rechte in Bezug auf die Übersetzung, Bearbeitung und Vervielfältigung mittels Verfahren jedweder Art sind für alle Länder vorbehalten.

Ohne vorherige schriftliche Zustimmung des Herausgebers/Autors ist es verboten, die vorliegende Broschüre (insbesondere durch Fotokopie) ganz oder teilweise zu vervielfältigen, in einer Datenbank zu speichern oder in jedweder Form und auf jedwede Weise öffentlich bekannt zu machen.

Vorwort



Jean-Claude Reding
Präsident der Arbeitnehmerkammer

Die vorliegende Veröffentlichung der Arbeitnehmerkammer (CSL) behandelt die Familienleistungen der im Großherzogtum ansässigen oder einer Pflichtmitgliedschaft bei der luxemburgischen Sozialversicherung unterliegenden Personen und spiegelt die am 1. Oktober 2016 geltende Situation wider.

Das System der Familienleistungen stellt einen zentralen Bestandteil der Familien- und Sozialpolitik dar. Durch die am 1. August 2016 in Kraft getretene Reform wurde dieses System erheblich verändert. Diese Reform betrifft sowohl das eigentliche Kindergeld als auch die Geburtszulage und die Schulanfangszulage. Der Kinderbonus wurde abgeschafft und wird nun direkt in den Betrag des Kindergeldes integriert. Zur Erinnerung: Die Mutterschaftszulage und die Erziehungszulage wurden bereits durch das Gesetz vom 19. Dezember 2014 zur Umsetzung des Sparpakets abgeschafft.

Eine der großen Neuerungen dieser Reform ist die Einführung einheitlicher Beträge der Zulagen. So erhöht sich der Betrag des Kindergeldes nicht länger mit der Anzahl der Kinder, sondern ist nunmehr unabhängig von der Anzahl der Geschwister auf 265 Euro pro Kind festgesetzt. Dieser neue Betrag findet jedoch ausschließlich auf Anspruchsberechtigte Anwendung, die nach dem Inkrafttreten der Reform in das System eintreten: Folglich sowohl auf die ab dem 1. August 2016 geborenen Kinder als auch auf die Kinder von Personen, die aufgrund der Tatsache, dass sie sich in Luxemburg niederlassen oder ein Elternteil im Großherzogtum zu arbeiten beginnt, ab diesem Datum in den Anwendungsbereich fallen.

Für die übrigen Anspruchsberechtigten wurde ein Übergangssystem eingerichtet, das jedoch ausschließlich den Betrag des eigentlichen Kindergeldes betrifft. Das heißt konkret, dass sämtliche Haushalte, die diese Zulage vor dem 1. August 2016 bezogen haben, auch weiterhin denselben Betrag wie früher beziehen, einschließlich des Kinderbonus. Alle übrigen Bestimmungen traten hingegen für alle Anspruchsberechtigten in Kraft: Die Schulanfangszulage, die ebenfalls dem Grundsatz des einheitlichen Betrags folgt, steigt auf 115 Euro für Kinder zwischen 6 und 11 Jahren, und auf 235 Euro für Kinder ab 12 Jahren, die Alterszulage steigt auf 20 Euro für Kinder unter 12 Jahren und auf 50 Euro für Kinder über 12 Jahren, und die Geburtszulage bleibt bei 1.740,09 Euro.

Mit der vorliegenden Veröffentlichung möchten wir Licht in die neuen Vorschriften in Bezug auf die Familienleistungen bringen. Die Broschüre beschäftigt sich nacheinander mit der Geburtszulage, dem eigentlichen Kindergeld, einschließlich der Alterszulage und der Sonderzulage für behinderte Kinder, und der Schulanfangszulage. Die CSL hofft, dass die Arbeitnehmer auf diese Weise die für sie nützlichen Informationen erhalten, um das jüngst reformierte System der Familienleistungen besser zu verstehen und zu begreifen.

Luxemburg, Oktober 2016



INHALT

I Die Familienleistungen nach der Reform von 2016 57

1.	Die Reform von 2016 auf einen Blick	59
2.	Die Zukunftskasse	60
3.	Die verschiedenen Arten der Familienleistungskasse	61
3.1.	<i>Die Geburtszulage</i>	62
a.	<i>Die vorgeburtliche Zulage</i>	62
b.	<i>Die eigentliche Geburtszulage</i>	63
c.	<i>Die nachgeburtliche Zulage</i>	63
3.2.	<i>Das Kindergeld</i>	65
a.	<i>Die Bezugsbedingungen</i>	65
b.	<i>Die Beträge</i>	67
c.	<i>Der Empfänger des Kindergeldes</i>	69
d.	<i>Die Alterszulage</i>	69
e.	<i>Die Sonderzulage für behinderte Kinder</i>	70
3.3.	<i>Die Schulanfangszulage</i>	70
4.	Die Beantragung der Leistungen	71
5.	Die Entrichtung der Leistungen	71
6.	Die Familienleistungen in der EU	72
7.	Die Verjährung der Leistungen	74
8.	Die Abtretung, die Verpfändung und die Pfändung der Leistungen	74
9.	Die nicht geschuldeten Leistungen	75
10.	Die strafrechtlichen Bestimmungen	75
11.	Die gesetzlichen Grundlagen	76

II Anhang 77

1.	Auszüge aus der großherzoglichen Verordnung vom 27. Juli 2016 zur Durchführung bestimmter Bestimmungen aus Buch IV des Sozialgesetzbuches	79
2.	Faksimile der Antragsformulare	79
	<i>Antrag auf vorgeburtliche Zulage</i>	80
	<i>Antrag auf Geburtszulage</i>	82
	<i>Antrag auf Kindergeld</i>	84
	<i>Antrag auf Sonderzulage</i>	88
	<i>Familienstandsbescheinigung für die Gewährung von Familienleistungen (E401)</i>	89
3.	Nützliche Adressen	94

VERWENDETE ABKÜRZUNGEN

- CAE: Zukunftskasse (Caisse pour l'avenir des enfants)
- CNS: Nationale Gesundheitskasse (Caisse nationale de santé)
- CSL: Arbeitnehmerkammer (Chambre des salariés)
- CSS: Sozialgesetzbuch (Code de la sécurité sociale)
- IGSS: Generalinspektion der Sozialversicherung (Inspection générale de la sécurité sociale)
- RMG: Garantiertes Mindesteinkommen (revenu minimum garanti)
- SSM: Sozialer Mindestlohn (salaire social minimum)
- UE: Europäische Union (Union européenne)

I

DIE FAMILIENLEISTUNGEN NACH DER REFORM VON 2016

1. Die Reform von 2016 auf einen Blick
2. Die Zukunftskasse
3. Die verschiedenen Arten der Familienleistungen
4. Die Beantragung der Leistungen
5. Die Entrichtung der Leistungen
6. Die Familienleistungen in der EU
7. Die Verjährung der Leistungen
8. Die Abtretung, die Verpfändung und die Pfändung der Leistungen
9. Die nicht geschuldeten Leistungen
10. Die strafrechtlichen Bestimmungen
11. Die gesetzlichen Grundlagen



1 DIE REFORM VON 2016 AUF EINEN BLICK

Nachstehend die wesentlichen Punkte der Reform:

- **die Abschaffung des Begriffs der „Familiengruppe“;**
- **die Einführung eines einheitlichen Betrags von 265 Euro für das Kindergeld (einschließlich Kinderbonus) für jedes Kind, das ab dem 1. August 2016 in das System eintritt – die übrigen Anspruchsberechtigten sind davon nicht betroffen –, doch Begrenzung des Höchstalters für die Bewilligung auf 25 Jahre (statt 27 Jahre);**
- **neue Beträge für die Alterszulage, die auf 20 Euro (statt 16,17 Euro) für Kinder zwischen 6 und 11 Jahren und auf 50 Euro (statt 48,52 Euro) für Kinder über 12 Jahren festgesetzt wurde;**
- **neue einheitliche Beträge für die Schulanfangszulage, die auf 115,- für Kinder zwischen 6 und 11 Jahren und auf 235 Euro für Kinder über 12 Jahren festgesetzt wurde – auch für Kinder, die vor dem Inkrafttreten der Reform geboren wurden;**
- **ein neuer Betrag für die Sonderzulage für behinderte Kinder, die auf 200 Euro (statt früher 185,60 Euro) festgesetzt wurde, doch Begrenzung des Höchstalters für die Bewilligung auf 25 Jahre (statt 27 Jahre);**
- **das Kind muss nicht mehr unbedingt im Haushalt der Person leben, die Anspruch auf die Zulage hat;**
- **die Verjährung für die Zahlung von Leistungsrückständen wird auf 1 Jahr festgesetzt (statt 2 Jahre);**
- **die Umbenennung der Nationalen Kasse für Familienleistungen in ZukunftsKasse (CAE) oder d'Zukunftskeess.**

Die Beiträge der verschiedenen Leistungen belaufen sich ab dem 1. August 2016 auf:

GEBURTSZULAGE (in Form von 3 Prämien)	
Vorgeburtliche Zulage	580,03 €
(eigentliche) Geburtszulage	580,03 €
Nachgeburtliche Zulage	580,03 €
INSGESAMT	1.740,09 €

KINDERGELD (pro Monat, pro Kind)		
Anzahl der Kinder	Betrag für Kinder, die vor dem 1. August 2016 in das System eingetreten sind (einschließlich Kinderbonus in Höhe von 76,88 €)	Betrag für Kinder, die ab dem 1. August 2016 in das System eingetreten sind
1	265,00 €	265,00 €
2	297,24 €	265,00 €
3	344,46 €	265,00 €
4	368,02 €	265,00 €
5	382,16 €	265,00 €

ALTERSZULAGE (pro Monat, pro Kind)	
Alter	Betrag
zwischen 6 und 11 Jahren	20,00 €
12 Jahre und älter	50,00 €

SONDERZULAGE FÜR BEHINDERTE KINDER (pro Monat, pro Kind)	
200,00 €	

SCHULANFANGSZULAGE (pro Jahr, pro Kind)	
Alter des Kindes	Betrag
zwischen 6 und 11 Jahren	115,00 €
12 Jahre und älter	235,00 €

2 DIE ZUKUNFTSKASSE

Seit dem 1. August 2016 hat die Nationale Kasse für Familienleistungen ihren Namen geändert und wurde zur **Zukunftskasse (CAE) oder d'Zukunftskeess**.

Die Aufgabe der CAE, in der Vertreter der Sozialpartner sitzen, besteht in der Errichtung und Verwaltung der Familienleistungen in Form von Geld- und Naturalleistungen. Der Teil der Naturalleistungen, im vorliegenden Fall die Ausstellung und Verwaltung der Beitrittskarten und Beitrittsverträge zum Gutscheinsystem für außerschulische Kinderbetreuung (chèques-service accueil), kommt nunmehr zu den traditionellen Aufgaben der früheren Kasse hinzu. Die Aufgaben in Bezug auf die Gestaltung und Kontrolle der Vormundschaft wurden hingegen an das Ministerium für soziale Sicherheit und an die Generalinspektion der Sozialversicherung (IGSS) übertragen.

3 DIE VERSCHIEDENEN ARTEN DER FAMILIENLEISTUNGEN

Die Familienleistungen stellen einen der Zweige der luxemburgischen Sozialversicherung dar. Sie zielen auf den Ausgleich der Familienlasten ab, die hauptsächlich auf das Vorhandensein von Kindern im Haushalt zurückzuführen sind. Sie setzen sich aus Geldleistungen und aus Naturalleistungen für die frühkindliche Aufnahme und Betreuung zusammen (Gutscheine für die außerschulische Kinderbetreuung). Die vorliegende Veröffentlichung geht jedoch nicht näher auf die Naturalleistungen ein, sondern konzentriert sich auf die Geldleistungen, die durch das am 23. Juli 2016 verabschiedete und am 1. August desselben Jahres in Kraft getretene Gesetz vor kurzem reformiert wurden.

Buch IV des Sozialgesetzbuches (Code de la Sécurité sociale) umfasst die auf die **Familienleistungen** anzuwendende geltende Gesetzgebung. Dieses Buch unterscheidet zwischen den nachstehenden Familienleistungen:

- die **Geburtszulage**,
- das **Kindergeld im eigentlichen Sinne**,
- die **Schulanfangszulage**,
- das **Elterngeld**.

☞ *Die CAE weist darauf hin, dass Sie im Falle der Adoption eines Kindes dieselben Bedingungen wie für ein leibliches Kind erfüllen müssen und grundsätzlich Anspruch auf dieselben Leistungen haben, mit Ausnahme der beiden ersten Prämien der Geburtszulage: die vorgeburtliche Zulage und die eigentliche Geburtszulage, die Schwangeren oder Wöchnerinnen vorbehalten sind.*

Was den Elternurlaub betrifft, so ist dieser dafür bestimmt, den Eltern die Unterbrechung ihrer Erwerbstätigkeit zu ermöglichen, um sich über einen bestimmten Zeitraum der Erziehung ihrer Kinder zu widmen, unter gleichzeitiger Gewährleistung einer Entschädigung und der Möglichkeit, am Ende des Elternurlaubs an ihren früheren Arbeitsplatz zurückzukehren. Der Elternurlaub ist zum Zeitpunkt der Abfassung der vorliegenden Veröffentlichung Gegenstand eines spezifischen Gesetzesentwurfs. Sobald der neue Gesetzestext in Kraft getreten ist, wird die vorliegende Veröffentlichung diesbezüglich durch eine Broschüre aktualisiert.

Darüber hinaus plant die Regierung die Wiederbelebung der Anpassung der Familienleistungen an die Preisentwicklung nach der Aufhebung ihrer Indexierung im Jahr 2006. Die Einzelheiten dieser Anpassung sind ebenfalls Gegenstand eines gesonderten Gesetzesentwurfs. Letzterer wurde am 20. Juni 2016 bei der Abgeordnetenkammer eingereicht und enthält einen Mechanismus der automatischen Anpassung der Familienleistungen an die Entwicklung des Medianlohns.

Die Bestimmungen in Bezug auf die Erziehungszulage und die Mutterschaftszulage wurden durch das Gesetz vom 19. Dezember 2014 abgeschafft. Personen, die diese Zulagen bereits vor dem 1. Juni 2015 bezogen haben, erhalten sie jedoch auch weiterhin.

Der Kinderbonus, der in einer automatischen Zuverkennung einer Steuerermäßigung bestand, wurde durch die im Jahr 2016 erfolgte Reform der Familienleistungen abgeschafft und sein Betrag in den Betrag des eigentlichen Kindergeldes integriert.

☞ *Gleichwohl sei darauf hingewiesen, dass obige Anmerkung lediglich im Fall eines Einzelkindes zutrifft. Wie wir nachstehend sehen werden, entspricht der neue einheitliche Betrag des Kindergeldes (265 Euro) in etwa dem Betrag des früher einem Einzelkind zuerkannten Kindergeldes (185,60 Euro), zuzüglich des Kinderbonus (76,88 Euro). Diese Quasi-Gleichheit trifft im Falle von Geschwistern jedoch nicht länger zu. Die sich für die Familien als nachteilig erweisende Differenz vergrößert sich sogar mit steigender Kinderzahl.*

3.1. DIE GEBURTSZULAGE

Die Gesetzgebung im Bereich der Geburtszulage verfolgt vorrangig das Ziel der öffentlichen Gesundheit: Durch das Vorsehen einer kontinuierlichen medizinischen Überwachung der Mutter und des Kleinkinds zielt sie auf die Senkung der Unfallgefahren während der Schwangerschaft und der Gefahr der Kindersterblichkeit, sowie auf die allgemeine Verbesserung der gesundheitlichen Sicherheit von Schwangeren und Babys ab.

An der Geburtszulage wurden durch die Reform von 2016 keine wirklichen Änderungen vorgenommen. Allerdings unterscheidet das CSS nunmehr deutlicher zwischen den drei Prämien, aus denen die Geburtszulage besteht:

- die vorgeburtliche Zulage;
- die eigentliche Geburtszulage;
- die nachgeburtliche Zulage.

Ihr Betrag beläuft sich weiterhin auf **1.740,09 Euro**. Sie wird auf Antrag und in Form von drei Prämien zu jeweils 580,03 Euro entrichtet.

Die Hauptzielsetzung der drei Prämien der Geburtszulage besteht in der Förderung von Maßnahmen der Präventivmedizin, die im Hinblick auf die ersten beiden Prämien auf die Schwangere und im Hinblick auf die dritte Prämie auf das Kleinkind abzielen.

Die Kosten für die mit der Gewährung der drei Prämien verbundenen ärztlichen Untersuchungen werden von der Krankenkasse der Schwangeren bzw. des Kleinkinds übernommen. Die Kosten für die Untersuchungen nicht versicherter Personen trägt der Staat.

Die Tatsache, dass die für den Erhalt von einer oder zwei Prämien der Geburtszulage geforderten Bedingungen nicht erfüllt sind, steht dem Erhalt der anderen Prämie(n) nicht im Wege.

- ➲ *Die CAE weist darauf hin, dass die Geburtszulage für nicht in Luxemburg ansässige Personen nicht mit Geburtszulagen kumulierbar ist, die im Wohnland geschuldet und bezahlt worden sind. Im Gegensatz zum Kindergeld, gibt es für die Prämien auch keine Unterschiedszahlung.*

Die nachstehende Tabelle veranschaulicht die drei Prämien der Geburtszulage:

GEBURTSZULAGE (in Form von 3 Prämien)	
Vorgeburtliche Zulage	580,03 €
(eigentliche) Geburtszulage	580,03 €
Nachgeburtliche Zulage	580,03 €
INSGESAMT	1.740,09 €

- ➲ *Es sei darauf hingewiesen, dass die großherzogliche Verordnung vom 27. Juli 2016 die Einzelheiten der im Hinblick auf die Gewährung der verschiedenen genannten Zulagen vorgesehenen ärztlichen Untersuchungen sowie das Muster des Vorsorgehefts und die darin obligatorisch zu erfolgenden Eintragungen bestimmt. Auszüge dieser Verordnung sind im Anhang der vorliegenden Veröffentlichung wiedergegeben.*

a. Die vorgeburtliche Zulage

Um die vorgeburtliche Zulage erhalten zu können, muss sich die Schwangere im Laufe ihrer Schwangerschaft mindestens fünf ärztlichen und einer zahnärztlichen Untersuchung unterziehen.

Die ärztlichen Untersuchungen sind sowohl allgemeinmedizinisch als auch auf die Geburtshilfe bezogen und sind in Bezug auf die Geburtshilfe von einem Facharzt für Gynäkologie und

Geburtshilfe und in Bezug auf die Allgemeinmedizin von einem Internisten oder einem Allgemeinmediziner durchzuführen. Die zahnmedizinische Untersuchung ist von einem Zahnarzt durchzuführen. Zudem können zusätzliche Beratungen seitens Hebammen erfolgen, deren Kosten vom Staat getragen werden.

Der untersuchende Arzt trägt seine Beobachtungen in den Mutterschaftspass der Schwangeren ein. Dieser Pass wird der zukünftigen Mutter bei der ersten ärztlichen Untersuchung ausgehändigt.

Die vorgeburtliche Zulage wird nur unter der Bedingung entrichtet, dass die zukünftige Mutter ihren gesetzlichen Wohnsitz in Luxemburg hat oder zum Zeitpunkt der letzten ärztlichen Untersuchung unter die luxemburgische Sozialversicherungsgesetzgebung fällt, und den Nachweis der verschiedenen ärztlichen Untersuchungen mittels seitens des untersuchenden Arztes bei jedem Arztbesuch ausgestellten Bescheinigungen erbringt.

Die vorgeburtliche Zulage ist ausschließlich Schwangeren oder Wöchnerinnen vorbehalten und wird an die Mutter entrichtet.

- ➲ *Ein Grenzgänger hat keinen Anspruch auf die vorgeburtliche Zulage für seine nicht in Luxemburg ansässige Ehefrau oder Lebensgefährtin.*

b. Die eigentliche Geburtszulage

Die Geburt jedes lebensfähigen Kindes (nach Maßgabe des im CSS verwendeten Ausdrucks) berechtigt zum Erhalt der eigentlichen Geburtszulage. Als lebensfähig gilt ein Kind, das nach Maßgabe des ärztlichen Attests seit der Empfängnis mehr als 22 Wochen ausgetragen wurde.

Die Mutter muss sich auch nach der Geburt einer Untersuchung unterziehen, die ermöglicht, zu überprüfen, ob sich ihr Gesundheitszustand durch die Schwangerschaft verändert hat. Diese nachgeburtliche Untersuchung ist seitens eines Facharztes für Gynäkologie und Geburtshilfe durchzuführen.

Die Zulage wird nur unter der Bedingung entrichtet, dass die Mutter ihren gesetzlichen Wohnsitz in Luxemburg hat oder zum Zeitpunkt der Geburt des Kindes unter die luxemburgische Sozialversicherungsgesetzgebung fällt, und den Nachweis der nachgeburtlichen Untersuchung mittels der diesbezüglich seitens des untersuchenden Arztes beim Arztbesuch ausgestellten Bescheinigung erbringt.

Die eigentliche Geburtszulage ist ausschließlich Schwangeren oder Wöchnerinnen vorbehalten und wird an die Mutter entrichtet.

- ➲ *Ein Grenzgänger hat keinen Anspruch auf die eigentliche Geburtszulage für seine nicht in Luxemburg ansässige Ehefrau oder Lebensgefährtin.*
- ➲ *Die vorgeburtliche Zulage und die eigentliche Geburtszulage können nach der Geburt des Kindes zusammen entrichtet werden.*

c. Die nachgeburtliche Zulage

Um die nachgeburtliche Zulage erhalten zu können, muss der Elternteil oder jedwede sonstige Person, die das Sorgerecht für das Kind hat, das Kind zwei perinatalen Untersuchungen und vier Nachfolgeuntersuchungen bis zum Alter von 2 Jahren unterziehen lassen.

Diese Untersuchungen sind entweder von einem Kinderarzt, einem Internisten oder von einem als Allgemeinmediziner niedergelassenen Arzt durchzuführen.

Der untersuchende Arzt trägt die Ergebnisse der von ihm durchgeföhrten Untersuchung in das Vorsorgeheft des Kindes ein. Dieses Vorsorgeheft wird der Mutter oder der Person,

die das Sorgerecht für das Kind hat, bei der Anmeldung der Geburt des Kindes seitens des Standesbeamten oder seitens der Verwaltung des Krankenhauses, in dem die Entbindung stattgefunden hat, ausgehändigt.

Die nachgeburtliche Zulage wird nur unter den nachstehenden Bedingungen entrichtet:

- Das Kind muss ab dem Datum seiner Geburt ohne Unterbrechung in Luxemburg erzogen werden, oder
- das Kind muss Mitglied der Familie (leibliches Kind oder Adoptivkind) einer Person sein, die auf Grundlage einer Erwerbstätigkeit oder einer Rente bei der luxemburgischen Sozialversicherung pflichtversichert ist.

Die Bedingung der Geburt in Luxemburg und die Bedingung, dass das Kind ohne Unterbrechung im Großherzogtum erzogen wird, gelten als erfüllt, wenn das Kind vorübergehend mit einem Elternteil im Ausland wohnt, der:

- dort eine Hochschul-, Universitäts- oder Berufsausbildung absolviert, oder
- von seinem Arbeitgeber dorthin entsandt wurde und weiterhin der luxemburgischen Sozialversicherungsgesetzgebung unterliegt, oder
- Bestandteil einer diplomatischen Vertretung Luxemburgs im Ausland ist oder zum Personal einer solchen Vertretung gehört, oder
- sich als Bediensteter der Entwicklungshilfe oder als Entwicklungshelfer auf Entwicklungshilfeeinsatz befindet, oder
- an einem Einsatz zur Aufrechterhaltung des Friedens internationaler Organisationen teilnimmt, oder
- eine Tätigkeit als Freiwilliger (Freiwilligendienst) ausübt.

Überdies ist die Bedingung, dass das Kind ab dem Datum seiner Geburt ohne Unterbrechung in Luxemburg erzogen werden muss, nicht erforderlich, sofern es sich um ein im Ausland geborenes Kind handelt, das von einer im Großherzogtum ansässigen Person adoptiert wurde. In diesem Fall gelten die Bedingungen in Bezug auf die ärztlichen Untersuchungen, die vor der Ankunft des Kindes in Luxemburg hätten durchgeführt werden müssen, als erfüllt, sofern die nachfolgenden Untersuchungen durchgeführt wurden.

Im Falle eines nicht im Großherzogtum ansässigen Kindes, muss dieses in einem Land der Europäischen Union (EU) oder in einem Land wohnhaft sein, mit dem Luxemburg ein Sozialversicherungsabkommen abgeschlossen hat, das die Kindergeldzahlung nach Maßgabe des Beschäftigungslandes vorsieht.

Der Nachweis der vorgeschriebenen ärztlichen Untersuchungen ist über diesbezüglich seitens des untersuchenden Arztes bei jedem Besuch ausgestellte Bescheinigungen zu erbringen.

Die nachgeburtliche Zulage wird an die Person entrichtet, die zum Zeitpunkt der Fälligkeit der Leistung für den Unterhalt des Kindes aufkommt.

Sofern das Kind vor Vollendung des 2. Lebensjahres verstirbt, gelten die Bedingungen in Bezug auf die 6 ärztlichen Untersuchungen als erfüllt, sofern die für die Altersabschnitte vor dem Tod des Kindes jeweils vorgeschriebenen ärztlichen Untersuchungen vorgenommen wurden. In diesem Fall wird der volle Betrag der nachgeburtlichen Zulage entrichtet.

- ➲ Die CAE weist darauf hin, dass der Zeitplan der in Luxemburg vorgeschriebenen Fristen für die Untersuchungen strikt einzuhalten ist. Die Nichteinhaltung (selbst wenn es sich nur um einen einzigen Tag handelt) führt ungeachtet der zur Rechtfertigung der verpassten fristgerechten Untersuchung geltend gemachten Gründe zum Verfall des Anspruchs auf die entsprechende Prämie. Die CAE stellt auf ihrer Webseite (www.cae.public.lu) eine Tabelle mit allen Fristen bereit, innerhalb derer die Untersuchungen stattfinden müssen.

3.2. DAS KINDERGELD

a. Die Bezugsbedingungen

Die Anspruchsberechtigten

Beim Kindergeld handelt es sich um ein persönliches Recht des Kindes. Die neue Gesetzgebung bezeichnet das Kindergeld übrigens auch als „Zulage für die Zukunft der Kinder“.

Die nachstehenden Kinder haben Anspruch auf Kindergeld:

- **jedes Kind, das effektiv und ständig in Luxemburg ansässig ist und dort seinen gesetzlichen Wohnsitz hat;**
- **leibliche Kinder und Adoptivkinder von Personen, die auf Grundlage einer Erwerbstätigkeit oder einer Rente bei der luxemburgischen Sozialversicherung pflichtversichert sind.**

Die Bedingung der effektiven und ständigen Ansässigkeit in Luxemburg gilt als erfüllt, wenn das Kind vorübergehend mit einem Elternteil im Ausland wohnt, der:

- dort eine Hochschul-, Universitäts- oder Berufsausbildung absolviert, oder
- von seinem Arbeitgeber dorthin entsandt wurde und weiterhin der luxemburgischen Sozialversicherungsgesetzgebung unterliegt, oder
- Bestandteil einer diplomatischen Vertretung Luxemburgs im Ausland ist oder zum Personal einer solchen Vertretung gehört, oder
- sich als Bediensteter der Entwicklungshilfe oder als Entwicklungshelfer auf Entwicklungshilfeeinsatz befindet, oder
- an einem Einsatz zur Aufrechterhaltung des Friedens internationaler Organisationen teilnimmt, oder
- eine Tätigkeit als Freiwilliger (Freiwilligendienst) ausübt.

☞ In Einzelfällen kann die CAE ausnahmsweise von einer der oben aufgeführten Bedingungen abweichen. Diese Bestimmung ermöglicht die Berücksichtigung von Fällen, die eine besondere Behandlung erfordern, die das Gesetz nicht vorhersehen oder vorwegnehmen kann.

Im Falle eines nicht im Großherzogtum ansässigen Kindes, muss dieses in einem EU-Land oder in einem Land wohnhaft sein, mit dem Luxemburg ein Sozialversicherungsabkommen abgeschlossen hat, das die Kindergeldzahlung nach Maßgabe des Beschäftigungslandes vorsieht.

☞ Die frühere Gesetzgebung forderte den Aufenthalt im Haushalt der Person, die Anspruch auf die Zulage hat. Von nun an macht es keinen Unterschied mehr, ob das Kind im Haushalt des Arbeitnehmers lebt oder nicht.

Diese frühere Bedingung konnte in der Vergangenheit zahlreiche Arbeitnehmer vom Erhalt des Kindergeldes für ihre Kinder ausschließen. Letztere konnten beispielsweise nach einer Trennung des Ehepaars nicht länger im Haushalt des Arbeitnehmers leben, der folglich nicht nachweisen konnte, dass er hauptsächlich für den Unterhalt der Kinder aufkommt.

Überdies wurde die Definition von „Mitglied der Familie“ für nicht in Luxemburg ansässige Kinder überarbeitet. Diese beschränkt sich von nun an auf ehelich und außerehelich geborene Kinder (leibliche Kinder) sowie auf Adoptivkinder. Demnach gibt es nach der Zukunftskasse (CAE) kein Anrecht mehr auf Leistungen für Kinder des Ehegattens oder des Partners des Arbeitnehmers und auch nicht für Kinder, die in der Obhut des Arbeitnehmers sind.

Das Alter des Kindes

Das Kindergeld ist ab dem Geburtsmonat bis zum vollendeten 18. Lebensjahr zu entrichten.

Mit Ausnahme des Geburtsmonats müssen die Bezugsbedingungen des Kindergeldes an jedem Monatsersten erfüllt sein. Sollte eine der Bezugsbedingungen am Monatsersten nicht erfüllt sein, ist das Kindergeld ab dem ersten Tag des Folgemonats zu entrichten.

Bei Ankunft des Kindes auf luxemburgischem Staatsgebiet sind die Bezugsbedingungen ab dem ersten Tag des Monats erfüllt, der dem Monat folgt, in dessen Verlauf das die Bedingungen erfüllende Kind rechtmäßig in Luxemburg angemeldet ist.

Bei nicht in Luxemburg ansässigen Kindern müssen die Bezugsbedingungen monatlich überwiegend erfüllt sein. Unter monatlich überwiegend versteht man die Hälfte des jeweiligen Monats plus einen Tag.

Jedwede im Laufe eines Monats eingetretene Änderung wird erst am ersten Tag des Folgemonats berücksichtigt.

Sofern eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt ist, wird der Anspruch auf Kindergeld bis zum vollendeten 25. Lebensjahr aufrechterhalten:

- das Kind absolviert hauptberuflich vor Ort eine Sekundarausbildung, eine technische Sekundarausbildung oder eine gleichgestellte Ausbildung mit mindestens 24 Wochenstunden;
- das Kind absolviert hauptberuflich vor Ort ein Studium oder eine an seine Fähigkeiten angepasste Ausbildung in einer Einrichtung, einem Dienst oder einem Zentrum für Sonderpädagogik oder in jedweder sonstigen zugelassenen spezialisierten Einrichtung oder in einer gleichwertigen Einrichtung im Ausland;
- sofern das Kind eine Lehre absolviert, deren Vergütung unter dem sozialen Mindestlohn (SSM) liegt.

Die nachstehenden Zeiträume sind einer Studienzeit gleichgestellt:

- die Zeiträume der jährlichen Ferien, sofern die zur Aufrechterhaltung des Kindergeldes über das vollendete 18. Lebensjahr hinaus berechtigende Ausbildung nach den Schulferien wiederaufgenommen wird;
 - die aus gesundheitlichen Gründen erfolgenden und durch ärztliches Attest ordnungsgemäß nachgewiesenen Ausbildungsunterbrechungen, sofern das Kind zur Fortsetzung seiner Ausbildung oder zur Ausübung einer Erwerbstätigkeit nicht in der Lage ist. In diesem Fall wird die Kindergeldzahlung bis zum Ende des begonnenen Schuljahres aufrechterhalten.
- ➲ Es sei darauf hingewiesen, dass die Reform von 2016 die maximale Altersgrenze von 27 auf 25 Jahre herabsetzte. Die Regierung argumentierte, dass nur sehr wenige Jugendliche über 25 Jahren noch eine Sekundarausbildung absolvieren. Sie fügte hinzu, dass die staatlichen Studienbeihilfen oder gegebenenfalls das garantierte Mindesteinkommen (RMG) als Ersatz für das Kindergeld gelten.
- ➲ Diesbezüglich ist daran zu erinnern, dass das RMG ein Instrument zur Armutsbekämpfung und keine Familienleistung ist, und eine Notlösung mit strengen Bewilligungsbedingungen darstellt. Darüber hinaus werden bei der Festsetzung des Betrags des RMG die Einkommen und die Lage des Haushalts berücksichtigt, insbesondere was dessen Zusammensetzung betrifft. Infolgedessen ist es schwieriger, die für das RMG festgesetzten Bedingungen als die Bezugsbedingungen für das Kindergeld zu erfüllen.

Es sei darauf hingewiesen, dass **die Kindergeldzahlung für Schüler über 18 Jahren auf den 31. Juli jeden Jahres begrenzt ist und ausschließlich infolge eines an die CAE zu übermittelnden Antrags mit Vorlage einer seitens der Schule auszustellenden Schulbesuchsbescheinigung wieder aufgenommen wird.**

Im Falle eines Studienabbruchs im Laufe des Schuljahres verfällt der Kindergeldanspruch mit Wirkung zum ersten Tag des Folgemonats des Studienabbruchs.

Die während des Studiums gleichzeitig erfolgende Ausübung einer Erwerbstätigkeit oder die gleichzeitige Absolvierung eines bezahlten Praktikums von über 4 Monaten pro Jahr führt zum Verlust des Kindergeldanspruchs, sofern die monatlichen Bruttoeinkünfte dieser Tätigkeit des Schülers mindestens dem SSM entsprechen.

Für Lehrlinge, die Kurse absolvieren, in denen die Unterrichtseinheiten und die Arbeitsperioden abwechselnd stattfinden, entspricht das Referenzeinkommen dem Durchschnitt des Einkommens über eine dem Schuljahr entsprechende Referenzperiode von 12 Monaten.

Die Entrichtung der Zulage endet ab dem ersten Tag des Monats nach dem Tod des anspruchsberechtigten Kindes. Darüber hinaus endet sie innerhalb derselben Frist, sofern eine der vorgeesehenen Bezugsbedingungen nicht mehr erfüllt ist.

b. Die Beträge

Das neue System

Eine der durch die Reform von 2016 erfolgten großen Neuerungen ist die Abschaffung des Begriffs der Familiengruppe und die parallel dazu erfolgte Einführung von einheitlichen Beträgen im Bereich des Kindergeldes.

Der Betrag des Kindergeldes erhöht sich nun nicht mehr wie früher mit der Anzahl der Kinder. Er ist nunmehr ungeachtet der Anzahl der Geschwister auf **265 Euro pro Kind und Monat** festgesetzt.

Dieser neue Betrag findet jedoch ausschließlich auf diejenigen Anspruchsberechtigten Anwendung, die nach dem Inkrafttreten der Reform in das System eintreten: Folglich sowohl auf Kinder, die ab dem 1. August 2016 in Luxemburg geboren werden oder nach Luxemburg ziehen, als auch auf Kinder, deren Elternteil ab diesem Datum im Großherzogtum zu arbeiten beginnt.

- ➲ Dies bedeutet beispielsweise, dass die Kinder eines Grenzgängers den neuen einheitlichen Betrag der Zulage erhalten, sofern dieser nach dem 1. August 2016 in Luxemburg zu arbeiten begonnen hat, selbst wenn seine Kinder vor diesem Datum geboren sind.
- ➲ Dieser einheitliche Betrag von 265 Euro ergibt sich aus dem Betrag des früher einem Einzelkind zuerkannten Kindergeldes (185,60 Euro), erhöht um den Kinderbonus (76,88 Euro) und leicht aufgerundet. Der Kinderbonus war ursprünglich eine Steuervergünstigung und wurde jeden Monat zusätzlich zum Kindergeld entrichtet, sodass er als Ergänzung zum Kindergeld betrachtet wurde. Zur Vereinfachung und zur Berücksichtigung der europäischen Rechtsprechung wurde der Kinderbonus abgeschafft und sein Betrag in den Betrag des eigentlichen Kindergeldes integriert.

Das Übergangssystem

Für die übrigen Anspruchsberechtigten wählte die Regierung die Option eines Übergangssystems, das ausschließlich den Betrag des eigentlichen Kindergeldes betrifft. Das heißt konkret, **dass sämtliche Haushalte, die diese Zulage vor dem 1. August 2016 bezogen haben, auch weiterhin denselben Betrag wie früher beziehen, einschließlich des Kinderbonus**. Alle übrigen in der vorliegenden Veröffentlichung vorgestellten Bestimmungen traten hingegen ab dem 1. August 2016 in Kraft, d.h. die Bestimmungen in Bezug auf die Alterszulage, die Sonderzulage für behinderte Kinder, die Geburtszulage und die Schulanfangszulage.

Eine Ausnahme wurde jedoch für **Einzelkinder** gemacht, **die bereits vor dem Inkrafttreten der Reform am 1. August 2016 Kindergeld erhielten. Diese Kinder erhalten ebenfalls den neuen Betrag von 265 Euro.**

- ➲ *Es sei darauf hingewiesen, dass das CSS präzisiert, dass im Falle der Unterbrechung des Kinder-geldanspruchs nach dem 1. August 2016 das erneut anspruchsberechtigte Kind den neuen Bedingungen unterliegt, ohne Berücksichtigung des seitens dieses Kindes vor dem Inkrafttreten der Reform eventuell bezogenen Betrags.*

Der Fall einer Familie, die unter beide Systeme fällt

Es kommt nicht selten vor, dass man in einer Familie Kinder findet, die in Abhängigkeit davon, ob sie vor oder nach dem Inkrafttreten der Reform geboren wurden, unter das alte und unter das neue System fallen.

Im Falle einer Familie, die Zulagen nach Maßgabe beider Systeme bezieht, gilt Nachstehendes: Sofern der Kindergeldanspruch eines vom Übergangsmechanismus profitierenden Kindes endet, wird der seitens der Familie bezogene Gesamtbetrag um den Teil verringert, den das besagte Kind im Verhältnis zur Gesamtzahl der vom Übergangsmechanismus profitierenden Kinder darstellt.

Sofern der Anspruch des besagten Kindes auf die Zulage darüber hinaus nicht unterbrochen wird, sondern das Kind in einen neuen Haushalt eingegliedert wird, so erhöht es die Leistungen dieses Haushalts um eben diesen Teil.

Für eine Familie mit drei Kindern, von denen zwei vom Übergangssystem profitieren, und eines dieser beiden Kinder den Haushalt verlässt, heißt dies konkret, dass dieser Familie die Hälfte des nach Maßgabe der Logik des alten Systems bezogenen Gesamtbetrags erhalten bleibt.

Beispiel:

Eine in Luxemburg ansässige Familie mit zwei Kindern bezieht vor der Reform 594,48 € (440,72 € Kindergeld + 153,76 € Kinderbonus).

In der Annahme, dass ein weiteres Kind nach dem Inkrafttreten der Reform geboren wird, kommt zu den früheren 594,48 € ein Betrag von 265 € hinzu: 859,48 €.

Zur Veranschaulichung: Wenn dieses Neugeborene vor dem Inkrafttreten der Reform geboren worden wäre, hätten sämtliche Geschwister zusammen 1.033,38 € erhalten (einschließlich Kinderbonus).

Kehren wir zu der Annahme zurück, dass das dritte Kind nach dem Inkrafttreten der Reform geboren wird. Sofern der Kindergeldanspruch später für das Älteste der Kinder endet, bleibt der Familie die Hälfte des nach Maßgabe der Logik des alten Systems bezogenen Gesamtbetrags erhalten ($594,48 € / 2 = 297,24 €$) und zu diesem Betrag kommt der Betrag des Neugeborenen hinzu, also $297,24 € + 265,00 € = 562,24 €$.

Sofern das besagte Kind in einen neuen Haushalt eingegliedert wird, erhöht es die Leistungen dieses Haushalts um den Betrag, der dem alten Haushalt verloren ging, nämlich um 297,24 €.

Zur Erinnerung: Diese Argumentation betrifft lediglich den Betrag des Kindergeldes. Die übrigen Leistungen finden ab dem 1. August 2016 auf alle Kinder einheitlich Anwendung.

Die nachstehende Tabelle veranschaulicht den Betrag des Kindergeldes für Familien mit 1 bis 5 Kindern:

KINDERGELD (pro Monat, pro Kind)		
Anzahl der Kinder	Betrag für Kinder, die vor dem 1. August 2016 in das System eingetreten sind (einschließlich Kinderbonus in Höhe von Euro 76,88)	Betrag für Kinder, die ab dem 1. August 2016 in das System eingetreten sind
1	265,00 €	265,00 €
2	297,24 €	265,00 €
3	344,46 €	265,00 €
4	368,02 €	265,00 €
5	382,16 €	265,00 €

c. Der Empfänger des Kindergeldes

Der Empfänger des Kindergeldes, d.h. die Person, an die die Zulage tatsächlich entrichtet wird, ist nicht mit der Person zu verwechseln, die Anspruch auf das Kindergeld hat.

Das CSS setzt somit fest, dass bei einem gemeinsamen Haushalt beider Elternteile mit dem Kind die Eltern nach freiem Ermessen bestimmen können, an wen von ihnen das Kindergeld überwiesen werden soll.

Lebt das Kind nicht im gemeinsamen Haushalt mit beiden Elternteilen, wird das Kindergeld an die natürliche oder juristische Person überwiesen, bei der das Kind seinen gesetzlichen Wohnsitz hat und bei der es effektiv und ständig ansässig ist.

Sofern die Eltern das gemeinsame Sorgerecht für das Kind haben und der Aufenthaltsort des Kindes zwischen den Wohnsitzen der Elternteile wechselt, bestimmen die Eltern den Empfänger des Kindergeldes nach freiem Ermessen.

Sofern die Unterbringung des Kindes per Gerichtsbeschluss entschieden wird, so wird das Kindergeld an die natürliche oder juristische Person entrichtet, die das Sorgerecht für das Kind hat und bei der das Kind seinen gesetzlichen Wohnsitz hat und effektiv und ständig ansässig ist.

Es sei darauf hingewiesen, dass das Kind ab seiner Volljährigkeit die Entrichtung des Kindergeldes an sich selbst beantragen kann. Selbiges gilt für minderjährige Kinder, die für mündig erklärt wurden.

Bei Uneinigkeit bestimmt die CAE im Interesse des Kindes und auf Grundlage der ihr vorliegenden Informationen über den Empfänger des Kindergeldes.

Das Kindergeld wird am Ende jeden Monats entrichtet, für den es geschuldet wird.

d. Die Alterszulage

Das CSS sieht vor, dass der Betrag des Kindergeldes für jedes Kind ab dem Monat, in dem es das 6. Lebensjahr vollendet, monatlich um 20 Euro und ab dem Monat, in dem es das 12. Lebensjahr vollendet, monatlich um 50 Euro erhöht wird. Vor der Reform von 2016 beliefen sich diese Beträge auf 16,17 Euro bzw. auf 48,52 Euro.

Die nachstehende Tabelle veranschaulicht den Betrag der Alterszulage für Kinder zwischen 6 und 11 Jahren und für ältere Kinder:

ALTERSZULAGE (pro Monat, pro Kind)	
Alter	Betrag
zwischen 6 und 11 Jahren	20,00 €
12 Jahre und älter	50,00 €

e. Die Sonderzulage für behinderte Kinder

Das CSS sieht eine Zulage **zugunsten kindergeldberechtigter behinderter Kinder** vor, die als Sonderzulage für behinderte Kinder bezeichnet wird. Letztere betrifft Kinder, die ein oder mehrere seitens eines Arztes festgestellte Leiden aufweisen, die eine Beeinträchtigung oder permanente Minderung ihrer physischen oder geistigen Fähigkeiten von wenigstens 50% gegenüber gesunden Kindern gleichen Alters bewirken.

- ⌚ *Die CAE weist darauf hin, dass der Kontrollarzt der Sozialversicherung den Grad der Behinderung auf Grundlage einer Untersuchung oder auf Grundlage der ihm vorliegenden Krankenakte bestimmt. Die CAE ist an diese Stellungnahme gebunden und kann die Zahlung der Sonderzulage nur dann gewähren, wenn der Grad der Behinderung seitens des Kontrollarztes bestätigt ist.*

Diese Sonderzulage zielt auf den Ausgleich der sich aus der Behinderung eines Kindes ergebenen zusätzlichen Kosten ab und wurde am 1. August 2016 von 185,60 Euro auf **200 Euro pro Monat** erhöht. Diese Zulage ist auf das Alter von 18 Jahren begrenzt, kann jedoch bis zum Alter von 25 Jahren verlängert werden (anstatt früher 27 Jahren), sofern das Kind weiterhin das eigentliche Kindergeld erhält. Anders ausgedrückt, wird die Sonderzulage so lange entrichtet, solange auch die Bedingungen für den Erhalt des Kindergeldes erfüllt sind. Sie wird übrigens zeitgleich mit dem Kindergeld entrichtet.

Die Entrichtung der Sonderzulage endet ab dem Monat, der dem Monat folgt, in dessen Verlauf von einem Arzt festgestellt wird, dass sich die körperliche oder geistige Behinderung des Kindes auf weniger als 50% beläuft.

Die nachstehende Tabelle veranschaulicht den Betrag der Sonderzulage:

SONDERZULAGE FÜR BEHINDERTE KINDER (pro Monat, pro Kind)	
200,00 €	

3.3. DIE SCHULANFANGSZULAGE

Für Kinder über 6 Jahren wird eine Schulanfangszulage gewährt, deren Betrag vom Alter der Kinder abhängt.

Die Schulanfangszulage wird im August jeden Jahres automatisch an kindergeldberechtigte Kinder entrichtet. Ihre Entrichtung endet während des Kalenderjahres, in dessen Verlauf die Schule beendet wird.

Früher erhöhte sich der Betrag dieser Zulage ebenso wie das Kindergeld mit der Anzahl der Kinder. Nunmehr ist er einheitlich und beläuft sich auf **115 Euro für Kinder zwischen 6 und 11 Jahren und auf 235 Euro für ältere Kinder**.

Beispielsweise bezog ein Einzelkind von 6 Jahren früher 113,15 Euro, wohingegen ein gleichaltriges Kind mit zwei Geschwistern 274,82 Euro bezog. Von nun an beziehen beide denselben Betrag in Höhe von 115 Euro.

- ➲ *Es sei darauf hingewiesen, dass Kinder, die zum zweiten Zyklus des Grundschulunterrichts zugelassen werden, ohne zum Zeitpunkt des Schulanfangs das 6. Lebensjahr vollendet zu haben, die Schulanfangszulage auf Vorlage einer Bescheinigung über die Einschreibung an der Schule erhalten.*

Die nachstehende Tabelle veranschaulicht den Betrag der Schulanfangszulage:

SCHULANFANGSZULAGE (pro Jahr, pro Kind)	
Alter des Kindes	Betrag
zwischen 6 und 11 Jahren	115,00 €
12 Jahre und älter	235,00 €

4 DIE BEANTRAGUNG DER LEISTUNGEN

Die Entrichtung der Familienleistungen erfolgt auf schriftliche Erklärung der den Zahlungsanspruch geltend machenden Personen. Folglich ist ein entsprechendes **Antragsformular bei der CAE** einzureichen.

Der Antrag ist nur zulässig, wenn er vollständig ausgefüllt, unterzeichnet und von den geforderten Schriftstücken begleitet ist. Für nicht in Luxemburg ansässige Personen ist dem Antrag auch eine Familienstandsbescheinigung beizufügen (E401).

Die Antragsteller sind dazu verpflichtet, innerhalb einer Frist von einem Monat jedwede Sachverhalte mitzuteilen, die zur Kürzung oder zum Erlöschen ihrer Ansprüche führen könnten. Allgemein sind sie dazu verpflichtet, alle Auskünfte und Informationen bereitzustellen, die zur Feststellung der Erfüllung der für die Gewährung der Leistungen vorgesehenen Bedingungen als erforderlich erachtet werden.

- ➲ *Zu Informationszwecken ist im Anhang der vorliegenden Veröffentlichung ein Faksimile der Antragsformulare wiedergegeben. Die Formulare sind sowohl bei der CAE als auch auf deren Webseite www.cae.public.lu erhältlich.*

5 DIE ENTRICHTUNG DER LEISTUNGEN

Die Entrichtung der Leistungen erfolgt durch Bank- oder Postüberweisung auf das seitens des Empfängers angegebene Konto und gilt als mit befreiernder Wirkung erfolgt.

Die Familienleistungen sind von Steuern und Sozialversicherungsbeiträgen befreit.

Es bestehen Antikumulierungsbestimmungen zwischen der Gesamtheit der luxemburgischen Leistungen und der unter einem nicht luxemburgischen System gewährten Leistungen.

Im Falle von nicht in Luxemburg ansässigen Kindern erfolgt die Entrichtung der durch die europäischen Bestimmungen oder jedwede sonstige seitens Luxemburg im Bereich der Sozialversicherung abgeschlossene bilaterale oder multilaterale Urkunde vorgesehenen Unterschiedszahlungen mindestens einmal pro Jahr.

Wenn ein in Luxemburg wohnhaftes und dort effektiv ansässiges Kind sowohl auf Familienleistungen nach Maßgabe der luxemburgischen Gesetzgebung als auch auf Familienleistungen nach Maßgabe eines nicht luxemburgischen Systems Anspruch hat, werden die nach Maßgabe der luxemburgischen Gesetzgebung fälligen Familienleistungen bis zur Höhe der nach Maßgabe des nicht luxemburgischen Systems entrichteten Familienleistungen ausgesetzt.

Im Falle von Streitigkeiten in Bezug auf die Art des sich aus dem nicht luxemburgischen System eventuell ergebenden Anspruchs, werden die Familienleistungen vom luxemburgischen System nur unter der Voraussetzung übernommen, dass die anspruchsberechtigte Person ihre Ansprüche beim nicht luxemburgischen System tatsächlich geltend gemacht hat.

In jedem Fall ist pro Kind ausschließlich eine Leistung derselben Art zu entrichten.

6 DIE FAMILIENLEISTUNGEN IN DER EU

Die europäischen Bestimmungen sehen Prioritätsregeln zwischen den Staaten vor. Sie werden unterschiedlich angewendet, je nachdem, ob beispielsweise ein Elternteil in Luxemburg arbeitet und der andere Elternteil nicht arbeitet oder im Wohnsitzland des Kindes oder in einem anderen Land arbeitet. Diese Regeln bestimmen, ob die Person Anspruch auf sämtliche luxemburgischen Familienleistungen oder auf eine Unterschiedszahlung hat. Im Falle einer Erwerbstätigkeit im Wohnsitzland der Kinder, ist das Kindergeld folglich vorrangig seitens des Staates zu entrichten, in dem die Kinder ansässig sind.

- ➲ Die den Familienleistungen gewidmete Webseite der Europäischen Kommission (<http://europa.eu/youreurope>) präzisiert, dass innerhalb der EU das für die Sozialversicherung einer Person und insbesondere für deren Familienleistungen zuständige Land in Abhängigkeit von deren wirtschaftlichem Status und deren Wohnort und nicht in Abhängigkeit von deren Staatsangehörigkeit bestimmt wird.

Die nationalen Gesetze legen fest, unter welchen Voraussetzungen Eltern Familienbeihilfen erhalten. In der Regel haben Eltern Anspruch auf Leistungen in einem EU-Land:

- wenn sie dort arbeiten;
- wenn sie eine staatliche Rente nach dem System der sozialen Sicherheit dieses Landes beziehen (zum Beispiel Alters-, Invaliditäts- oder Hinterbliebenenrente);
- oder einfach, wenn sie dort leben.

Dabei sind verschiedene Fälle zu unterscheiden:

- **Ihre Familienangehörigen leben in einem anderem Land als dem in dem Sie versichert sind**

Wenn Familienangehörige von Ihnen nicht in dem Land leben, in dem Sie versichert sind, haben Sie möglicherweise in mehreren Ländern Anspruch auf Familienleistungen, wie das zum Beispiel bei Grenzgängern der Fall ist.

Die zuständigen nationalen Behörden verschaffen sich dann einen Überblick über die Situation beider Elternteile und entscheiden, welches Land für die Erbringung der Leistungen hauptverantwortlich ist. Diese Entscheidung wird anhand der „Prioritätsregeln“ getroffen.

Die Prioritätsregeln:

- Im Allgemeinen ist zunächst das Land für die Erbringung der Leistungen verantwortlich, in dem die Ansprüche Ihrer Familienangehörigen auf Erwerbstätigkeit beruhen (Sie oder Ihr Ehepartner sind abhängig beschäftigt oder selbstständig tätig).
- Wenn Ihr Anspruch in beiden Ländern auf Erwerbstätigkeit beruht (Arbeitsverhältnis oder selbständige Tätigkeit), ist das Land verantwortlich, in dem Ihre Kinder leben, wenn ein Elternteil dort arbeitet. Andernfalls ist es das Land, in dem die höchsten Leistungen gezahlt wurden.
- Wenn Ihr Anspruch in beiden Ländern auf einer Rente beruht, ist das Land verantwortlich, in dem Ihre Kinder leben, wenn dieses Land eine der Renten zahlt. Andernfalls ist es das Land, in dem Sie am längsten versichert oder wohnhaft waren.
- Wenn ihr Anspruch darauf beruht, dass Sie in beiden Ländern einen Wohnsitz haben, ist das Land, in dem Ihre Kinder leben, primär zuständig.

Ergänzungsleistungen (oder Unterschiedszahlungen)

Erweisen sich die Familienleistungen des „primär“ zuständigen Landes als niedriger als jene, auf die Sie im „sekundär“ zuständigen Land Anspruch hätten, erbringt das sekundär zuständige Land eine Ergänzungsleistung, die der Differenz zwischen den beiden Leistungen entspricht. So sind Sie sicher, dass Sie die höchstmöglichen Leistungen erhalten, auf die Sie Anspruch haben.

→ **Ihre Familie lebt in dem Land in dem Sie versichert sind**

Wenn Sie sich mit all Ihren Familienangehörigen in einem anderen EU-Land niederlassen und nur dessen Sozialversicherungssystem angeschlossen werden, unterliegen Sie hinsichtlich der Familienleistungen den Regelungen Ihres Gastlandes.

Wenn Sie jedoch kurzzeitig (weniger als zwei Jahre) ins Ausland entsandt werden und weiterhin durch das Sozialversicherungssystem Ihres Heimatlandes abgedeckt sind, bleibt Ihr Heimatland auch für die Zahlung Ihrer Familienleistungen zuständig.

→ **Wo muss ich Familienleistungen beantragen?**

Sie können Familienleistungen in jedem EU-Land beantragen, in dem Sie oder der andere Elternteil Ihrer Kinder anspruchsberechtigt sind. Die Behörde im Land der Antragstellung wird Ihren Antrag an die anderen zuständigen Länder weiterleiten.

Informieren Sie sich bei den nationalen Behörden über die Fristen für die Beantragung von Familienleistungen. Versäumen Sie eine Frist, könnte dies zu einem Verlust Ihres Anspruchs führen.

Den EU-Ländern steht es frei, eigene Regeln für den Anspruch auf Leistungen und Dienste festzulegen. Jedes Land gewährt bestimmte Familienleistungen; deren Höhe und die dafür geltenden Bedingungen sind aber sehr unterschiedlich. In einigen Ländern werden regelmäßige Zahlungen geleistet, während in anderen Ländern anstelle von Zahlungen je nach Familiensituation steuerliche Vergünstigungen zum Tragen kommen.

Um sich vor unliebsamen Überraschungen in Form deutlicher Einbußen bei Ihrem Gesamteinkommen zu schützen, informieren Sie sich rechtzeitig über das Sozialversicherungssystem Ihres Gastlandes.

7 DIE VERJÄHRUNG DER LEISTUNGEN

Die Verjährung stellt das Erlöschen des Forderungsanspruchs dar.

Der Anspruch auf Kindergeld, auf die Sonderzulage für behinderte Kinder und auf die Schulanfangszulage verjährt nicht.

Gleichwohl verjähren die Zahlungsrückstände (Zahlungsverzug) des Kindergeldes, der Sonderzulage für behinderte Kinder und der Schulanfangszulage ein Jahr nach dem Ende des Monats, für den sie fällig sind (statt früher nach zwei Jahren).

Die Geburtszulage verjährt ein Jahr nach der Geburt. Gleichwohl beginnt die Verjährungsfrist für die nachgeburtliche Zulage erst an dem Tag, an dem das Kind, für das sie fällig ist, das 2. Lebensjahr vollendet.

Die Verjährung wird nur durch einen zulässigen Antrag auf Erhalt der Leistungen rechtsgültig unterbrochen.

Die Verjährungsfrist wird unterbrochen, sofern der Antrag auf den Erhalt einer Leistung an eine nicht zuständige Behörde oder Sozialversicherungseinrichtung übermittelt wird.

8 DIE ABTRETUNG, DIE VERPFÄNDUNG UND DIE PFÄNDUNG DER LEISTUNGEN

Sämtliche Familienleistungen mit Ausnahme der Geburtszulage können bis zur Hälfte des zu entrichtenden Monatsbeitrags zur Deckung der nachstehenden Posten abgetreten, verpfändet oder gepfändet werden:

- Forderungen von Gemeinden, Sozialämtern, öffentlichen Einrichtungen und Verwaltungen auf Rückzahlung von bewilligten Hilfen, sofern diese Hilfen die anspruchsberechtigten Kinder betreffen oder die Rückerstattung vorgestreckter Kosten für den Unterhalt oder die Ausbildung der anspruchsberechtigten Kinder;
- eine Schuld des Leistungsempfängers bei einer Sozialversicherungseinrichtung;
- monatliche Rückzahlungsraten für ein Darlehen, das für den Bau oder Kauf einer Familienwohnung bewilligt worden war, sofern es sich bei den anspruchsberechtigten Kindern um pflichtteilsberechtigte Erben (die Anspruch auf einen Mindestanteil am Vermögen des Verstorbenen haben) des betreffenden Schuldners handelt.

9 DIE NICHT GESCHULDETEN LEISTUNGEN

Jedwede Leistung wird gestrichen, sofern die sie begründenden Bedingungen hinfällig werden.

Sofern sich die Berechnungsgrundlagen ändern oder festgestellt wird, dass die Leistung infolge eines sachlichen Irrtums gewährt wurde, wird diese erhöht, gekürzt oder aufgehoben.

Zu viel bewilligte oder entrichtete Leistungen (Überzahlungen) werden von den fällig werdenden Leistungen oder den fällig gebliebenen Rückständen abgezogen. Unberechtigt bezogene Beträge, die nicht wiedererlangt werden können, sind seitens der Person, die diese unberechtigterweise erhalten hat, unabhängig vom Grund der unberechtigten Entrichtung zurückzuerstatten.

Jeder Antrag auf Rückforderung der zu Unrecht entrichteten Beträge ist seitens der CAE spätestens nach Ablauf einer Frist von 10 Jahren (statt früher 30 Jahren) ab dem Entrichtungsdatum des zu Unrecht entrichteten Betrags zu übermitteln.

Die CAE kann auf die Zwangsbeitreibung der Forderungen mittels einer seitens des Präsidenten des Vorstands für vollstreckbar erklären und dem Schuldner per Einschreiben zugestellten Zahlungsaufforderung zurückgreifen. Nach Maßgabe der Bestimmungen der luxemburgischen Zivilprozessordnung erfolgt die Vollstreckung des Titels durch den Gerichtsvollzieher.

Sollte der Empfänger oder der Anspruchsberechtigte der Leistungen deren Zuweisung durch die Angabe falscher oder die Verschleierung wichtiger Sachverhalte herbeigeführt haben, oder derartige Sachverhalte nach der Zuweisung der Leistung nicht angezeigt haben, kann eine strafrechtliche Verfolgung eingeleitet werden.

Jedwede Streitfrage in Bezug auf die Leistungen kann Gegenstand einer Entscheidung des Präsidenten des Vorstands der CAE oder dessen Beauftragten sein. Diese Entscheidung ist in Ermangelung eines seitens der betroffenen Person innerhalb einer Frist von 40 Tagen nach ihrer Zustellung eingereichten schriftlichen Einspruchs angenommen. Über den Einspruch entscheidet der Vorstand.

Eine vor den Sozialgerichten anfechtbare Entscheidung in Bezug auf die Rückerstattung kann erst nach der mündlichen oder schriftlichen Anhörung der betreffenden Person getroffen werden. Die Entscheidung muss begründet sein.

Der oben genannte Einspruch gilt als Anhörung der betreffenden Person.

Gegen die Entscheidungen des Vorstands der CAE können vor dem Schiedsgericht der Sozialversicherung und in der Berufungsinstanz vor dem Obersten Schiedsgericht der Sozialversicherung Rechtsmittel eingelegt werden.

10 DIE STRAFRECHLICHEN BESTIMMUNGEN

Wer die CAE auf betrügerische Weise zur Bereitstellung einer nicht geschuldeten oder nur teilweise geschuldeten Leistung gebracht hat, wird unabhängig von der Rückerstattung der zu Unrecht bezogenen Beträge mit den in Artikel 496 des luxemburgischen Strafgesetzbuches

vorgesehenen Strafen bestraft (Freiheitsstrafe zwischen 4 Monaten und 5 Jahren und Geldbuße zwischen 251 Euro und 30.000 Euro).

Wer in Ermangelung der vorgeschriebenen Erklärung unberechtigterweise eine Leistung erhalten hat oder die CAE auf betrügerische Weise zur Bereitstellung einer nicht geschuldeten oder nur teilweise geschuldeten Leistung gebracht hat, kann unbeschadet der Rückzahlung der besagten Beträge mit einer Geldbuße bestraft werden, deren Höhe sich bis auf die Höhe der zu Unrecht bezogenen Beträge belaufen kann. Die Festsetzung dieser Geldbuße erfolgt seitens des Vorstands der CAE oder seitens des mit deren Verwaltung beauftragten Verwaltungsorgans. Als Fehlen der vorgeschriebenen Erklärung gilt die nicht erfolgte Anzeige des Wohnsitzwechsels bei der oder den zuständigen Gemeindeverwaltungen.

Wer sich eines Vorsorgehefts bemächtigt hat oder dieses ohne Wissen des Inhabers oder dessen gesetzlichen Vertreters in der Absicht geöffnet hat, gegen dessen Geheimhaltung zu verstößen, wird mit einer Freiheitsstrafe zwischen 8 Tagen und 6 Monaten und mit einer Geldbuße zwischen 251 Euro und 1.250 Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft. Denselben Strafen unterliegen all jene, die aus der Vorlage des Vorsorgehefts eine Bedingung für die Gewährung jedweder Leistung oder den Abschluss jedweden Vertrags machen.

11 DIE GESETZLICHEN GRUNDLAGEN

- Sozialgesetzbuch, Buch IV
- Gesetz vom 23. Juli 2016 zur Änderung des Sozialgesetzbuches und des geänderten Gesetzes vom 4. Dezember 1967 über die Einkommenssteuer und zur Abschaffung des geänderten Gesetzes vom 21. Dezember 2007 über den Kinderbonus
- Großherzogliche Verordnung vom 27. Juli 2016 zur Durchführung bestimmter Bestimmungen aus Buch IV des Sozialgesetzbuches
- Verordnung (EG) Nr. 883/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit (konsolidierte Fassung)
- Verordnung (EG) Nr. 987/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. September 2009 zur Festlegung der Modalitäten für die Durchführung der Verordnung (EG) Nr. 883/2004 (konsolidierte Fassung)
- Beschlüsse und Empfehlungen der bei der Europäischen Kommission eingesetzten Verwaltungskommission für die Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit



ANHANG

1. Auszüge aus der großherzoglichen Verordnung vom 27. Juli 2016 zur Durchführung bestimmter Bestimmungen aus Buch IV des Sozialgesetzbuches
2. Faksimile der Antragsformulare
3. Nützliche Adressen



ANHANG 1

AUSZÜGE AUS DER GROßHERZOGLICHEN VERORDNUNG VOM 27. JULI 2016 ZUR DURCHFÜHRUNG BESTIMMTER BESTIMMUNGEN AUS BUCH IV DES SOZIALGESETZBUCHES

Nur der Originaltext, verfügbar in den Anhängen der französischen Ausgabe dieser Veröffentlichung, ist verbindlich.

ANHANG 2

FAKSIMILE DER ANTRAGSFORMULARE

Die Formulare sind sowohl bei der CAE als auch auf deren Webseite www.cae.public.lu erhältlich.

Das Formular für die nachgeburtliche Zulage ist direkt bei der CAE zu beantragen.

Antragsformular für die vorgeburtliche Zulage

Antragsformular für die Geburtszulage

Antragsformular für Kindergeld

Antragsformular für die Sonderzulage für behinderte Kinder

Familienstandsbescheinigung für die Gewährung von Familienleistungen (E401)



Zukunftskeess
CAISSE POUR L'AVENIR DES ENFANTS

Schalter: 34, avenue de la Porte-Neuve
B.P. 394 · L-2013 Luxembourg
Tel. (352) 47 71 53-1
www.cae.lu



Antrag auf vorgeburtliche Zulage

ANTRAGSTELLERIN		VATER DES KINDES																									
Name:	Name:																										
Vorname:	Vorname:																										
Sozialversicherungsnummer:	Sozialversicherungsnummer:																										
<input type="button" value="►"/> Geburtsdatum																											
<table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td>Tag</td> <td>Monat</td> <td>Jahr</td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> </table>				Tag	Monat	Jahr																					
Tag	Monat	Jahr																									
Staatsangehörigkeit:	Staatsangehörigkeit:																										
Persönliche Daten*																											
<input type="checkbox"/> ledig <input type="checkbox"/> getrennt lebend <input type="checkbox"/> verheiratet <input type="checkbox"/> verwitwet <input type="checkbox"/> geschieden <input type="checkbox"/> eingetr. Partnerschaft <input type="checkbox"/> zusammenlebend mit:		<input type="checkbox"/> ledig <input type="checkbox"/> getrennt lebend <input type="checkbox"/> verheiratet <input type="checkbox"/> verwitwet <input type="checkbox"/> geschieden <input type="checkbox"/> eingetr. Partnerschaft <input type="checkbox"/> zusammenlebend mit:																									
seit dem:		<table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td>Tag</td> <td>Monat</td> <td>Jahr</td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> </table>		Tag	Monat	Jahr																					
Tag	Monat	Jahr																									
Anschrift																											
Straße:		Nr.:																									
PLZ:		Wohnort:																									
Land:		Telefonnummer:																									
Falls vorheriger Wohnort außerhalb Luxemburgs, bitte angeben in welchem Land																											
<table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td>Tag</td> <td>Monat</td> <td>Jahr</td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> </table>				Tag	Monat	Jahr																					
Tag	Monat	Jahr																									
Tätigkeit*																											
<input type="checkbox"/> Lohnempfängerin <input type="checkbox"/> Nichtlohnempfängerin (Selbstständige) <input type="checkbox"/> Ohne Arbeit <input type="checkbox"/> Garant. Mindesteinkommen (RMG) <input type="checkbox"/> Arbeitslosenunterstützung <input type="checkbox"/> Unbezahlter Urlaub <input type="checkbox"/> Pension oder Rente von:		<input type="checkbox"/> Nichtlohnempfänger (Selbstständiger) <input type="checkbox"/> Ohne Arbeit <input type="checkbox"/> Garant. Mindesteinkommen (RMG) <input type="checkbox"/> Arbeitslosenunterstützung <input type="checkbox"/> Unbezahlter Urlaub <input type="checkbox"/> Pension oder Rente von:																									
Seit dem:		<table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td>Tag</td> <td>Monat</td> <td>Jahr</td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> </table>		Tag	Monat	Jahr																					
Tag	Monat	Jahr																									
Name und Adresse des Arbeitgebers:																											
		Land:																									
Anzahl der Kinder welche bereits Familienzulagen beziehen:		<input type="checkbox"/> Falls das Kind, für welches die Zulage beantragt wird bereits geboren ist, bitte das Geburtsdatum angeben:																									
		<table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td>Jahr</td> <td>Monat</td> <td>Tag</td> <td>Der Kasse vorbehalten</td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> </table>		Jahr	Monat	Tag	Der Kasse vorbehalten																				
Jahr	Monat	Tag	Der Kasse vorbehalten																								
Bankdaten der Antragstellerin																											
Die vorgeburtliche Zulage ist auf folgendes Konto zu überweisen:																											
IBAN:		BIC Code:																									
Name der Bank:		Kontoinhaber:																									
NB: alle weiteren Familienleistungen zugunsten der Antragstellerin werden auf das angegebene Konto überwiesen (Kindergeld, Prämien, Elternurlaub, ...)																											
Gesetzliche Bestimmung																											
Die Bedingungen für die Gewährung der vorgeburtlichen Zulage sind im Buch IV der Sozialgesetzgebung festgelegt sowie, für werdende Mütter, die außerhalb von Luxemburg wohnen, in der EU Verordnung 492/2011.																											
Die vorgeburtliche Zulage verjährt ein Jahr nach der Geburt des Kindes.																											

WICHTIG: - Das rückseitige Formular zu den vorgeschriebenen Untersuchungen ist obligatorisch auszufüllen

* zutreffendes bitte ankreuzen

- Bitte die auf der Rückseite angegebenen erforderlichen Belegpapiere beachten

Fortsetzung

Vorgeschriebene ärztliche Untersuchungen

Die werdende Mutter muss sich fünf ärztlichen Untersuchungen durch einen Frauenarzt, sowie einer Untersuchung durch einen Zahnarzt unterziehen.
Alle Untersuchungen müssen im Laufe der Schwangerschaft stattfinden.

Bescheinigung der ärztlichen Untersuchungen

Mit seiner Unterschrift bescheinigt der Arzt die Untersuchungen, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, durchgeführt zu haben.

Name und Vorname der untersuchten Frau:

Die fünf untenstehenden Untersuchungen müssen von einem Frauenarzt durchgeführt werden.

1. VORGESCHRIEBENE UNTERSUCHUNG

Stempel oder Name: _____

Adresse des Arztes: _____

Unterschrift des Arztes: _____



Datum der Untersuchung

Vermutlicher Schwangerschaftsanfang

2. VORGESCHRIEBENE UNTERSUCHUNG

Stempel oder Name: _____

Adresse des Arztes: _____

Unterschrift des Arztes: _____



Datum der Untersuchung

3. VORGESCHRIEBENE UNTERSUCHUNG

Stempel oder Name: _____

Adresse des Arztes: _____

Unterschrift des Arztes: _____



Datum der Untersuchung

4. VORGESCHRIEBENE UNTERSUCHUNG

Stempel oder Name: _____

Adresse des Arztes: _____

Unterschrift des Arztes: _____



Datum der Untersuchung

5. VORGESCHRIEBENE UNTERSUCHUNG

Stempel oder Name: _____

Adresse des Arztes: _____

Unterschrift des Arztes: _____



Datum der Untersuchung

Voraussichtlicher Geburtstermin

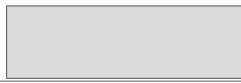
DEM ZAHNARZT VORBEHALTEN

ZAHNÄRZTLICHE UNTERSUCHUNG

Stempel oder Name: _____

Adresse des Arztes: _____

Unterschrift des Arztes: _____



Datum der Untersuchung

BEIZUFÜGENDE BELEGSTÜCKE:

- o Ein Bankausweis der Antragstellerin mit Angabe der IBAN Kontonummer sowie des BIC Bankcodes.
- o Eine Geburtsurkunde des Kindes (falls das Kind, für welches die Zulage beantragt wird bereits geboren ist).
- o Beim Tod des Kindes eine Sterbeurkunde oder eine Urkunde zur Todesgeburt sowie eine ärztliche Bescheinigung betreffend die Lebensfähigkeit des Kindes.
- o Für die nicht in Luxemburg wohnenden Personen, eine rezente Haushaltsbescheinigung oder Meldebescheinigung auszustellen durch die zuständige Behörde des Wohnortes der Antragstellerin.
- o Für die in Luxemburg wohnenden Personen, welche nicht Staatsangehörige der EU, des EWR oder der Schweiz sind, ein Nachweis der Aufenthaltsgenehmigung in Luxemburg der Antragstellerin (als Nachweis gilt der „titre de séjour“ oder die „carte de séjour“)

Ich erkläre: *eine *keine entsprechende Zulage in meinem Wohnland erhalten zu haben.

Ich erkläre die gesetzlichen Bestimmungen zur Kenntnis genommen zu haben, bestätige dass der vorliegende Antrag ehrlich und komplett ist, wissend dass jede falsche Angabe meinerseits oder das Unterlassen der Mitteilung jeglicher Änderungen, eine Rückzahlung der zu Unrecht bezogenen Beträge mit sich ziehen kann, ungeachtet der gesetzlichen Sanktionen.

Ort _____

Datum _____

Unterschrift der Antragstellerin: _____

Die Verarbeitung der gelieferten Daten erfolgt gemäß dem abgeänderten Gesetz vom 2. August 2002 betreffend den Schutz der Personen in Bezug auf Verarbeitung von persönlichen Daten.

* zutreffendes bitte ankreuzen



Zukunftskeess
CAISSE POUR L'AVENIR DES ENFANTS

Schalter: 34, avenue de la Porte-Neuve
B.P. 394 · L-2013 Luxembourg
Tel. (352) 47 71 53-1
www.cae.lu



Antrag auf Geburtszulage

ANTRAGSTELLERIN		VATER DES KINDES	
Name: _____	Vorname: _____	Name: _____	Vorname: _____
Sozialversicherungsnummer:		Sozialversicherungsnummer:	
<input type="button" value="►"/> [Geburtsdatum] Jahr Monat Tag		<input type="button" value="►"/> [Geburtsdatum] Jahr Monat Tag	
Staatsangehörigkeit: _____		Staatsangehörigkeit: _____	
Persönliche Daten*		Persönliche Daten*	
<input type="checkbox"/> ledig <input type="checkbox"/> getrennt lebend <input type="checkbox"/> verheiratet <input type="checkbox"/> verwitwet <input type="checkbox"/> geschieden <input type="checkbox"/> eingetr. Partnerschaft <input type="checkbox"/> zusammenlebend mit: _____		<input type="checkbox"/> ledig <input type="checkbox"/> getrennt lebend <input type="checkbox"/> verheiratet <input type="checkbox"/> verwitwet <input type="checkbox"/> geschieden <input type="checkbox"/> eingetr. Partnerschaft <input type="checkbox"/> zusammenlebend mit: _____	
seit dem: [Tag Monat Jahr]		seit dem: [Tag Monat Jahr]	
Anschrift		Anschrift	
Straße: _____ Nr: _____		Straße: _____ Nr: _____	
PLZ: _____ Wohnort: _____		PLZ: _____ Wohnort: _____	
Land: _____ Telefonnummer: _____		Land: _____ Telefonnummer: _____	
Falls vorheriger Wohnort außerhalb Luxemburgs, bitte angeben in welchem Land			
bis zum [Tag Monat Jahr]			
Tätigkeit*		Tätigkeit*	
<input type="checkbox"/> Lohnempfängerin <input type="checkbox"/> Nichtlohnempfängerin (Selbständige) <input type="checkbox"/> Ohne Arbeit <input type="checkbox"/> Garant. Mindesteinkommen (RMG) <input type="checkbox"/> Arbeitslosen- <input type="checkbox"/> Unbezahlter Urlaub <input type="checkbox"/> unterstützung <input type="checkbox"/> Pension oder Rente von: _____		<input type="checkbox"/> Lohnempfänger <input type="checkbox"/> Nichtlohnempfänger (Selbständiger) <input type="checkbox"/> Ohne Arbeit <input type="checkbox"/> Garant. Mindesteinkommen (RMG) <input type="checkbox"/> Arbeitslosen- <input type="checkbox"/> Unbezahlter Urlaub <input type="checkbox"/> unterstützung <input type="checkbox"/> Pension oder Rente von: _____	
Seit dem: [Tag Monat Jahr]		Seit dem: [Tag Monat Jahr]	
Name und Adresse des Arbeitgebers: _____ Land: _____			
Name und Adresse des Arbeitgebers: _____ Land: _____			
Ich Unterzeichne beantrage eine Geburtszulage zugunsten meines Kindes:			
Name und Vorname des Kindes: _____ Geburtsdatum: [Jahr Monat Tag der Kasse vorbehalten] Geburtsort: _____			
<input type="checkbox"/> lebend* <input type="checkbox"/> verstorben am* [Tag Monat Jahr]			
Bankdaten der Antragstellerin			
Die Geburtszulage ist auf folgendes Konto zu überweisen:			
IBAN: _____		BIC Code: _____	
Name der Bank: _____		Kontoinhaber: _____	
NB: alle weiteren Familienleistungen zugunsten der Antragstellerin werden auf das angegebene Konto überwiesen (Kindergeld, Prämien, ...)			

WICHTIG: - Das rückseitige Formular zur Nachuntersuchung der Antragstellerin ist obligatorisch auszufüllen

- Bitte die auf der Rückseite angegebenen erforderlichen Belegpapiere beachten

Fortsetzung →

Nachgeburtliche ärztliche Untersuchung

Die Mutter muss sich, in den der Geburt folgenden Wochen, einer nachgeburtlichen ärztlichen Untersuchung durch einen Frauenarzt unterziehen, um ein Anrecht auf die Geburtszulage zu haben.

Ärztliche Bescheinigung der nachgeburtlichen Untersuchung der Mutter	
VORGESCHRIEBENE NACHGEBURTLCHE UNTERSUCHUNG	
(innerhalb von zehn Wochen ab der Geburt, jedoch frühestens nach Ablauf der zweiten Woche)	
Stempel oder Name und _____	Mit seiner Unterschrift bescheinigt der Arzt die nachgeburtliche Untersuchung, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, an der auf der Vorderseite eingetragenen Antragstellerin durchgeführt zu haben.
Adresse des Arztes _____	
Datum der Untersuchung _____	Unterschrift des Arztes _____

BEIZUFÜGENDE BELEGSTÜCKE:

- o Ein Bankausweis der Antragstellerin mit Angabe der IBAN Kontonummer sowie des BIC Bankcodes.
- o Eine Geburtsurkunde des Kindes (falls noch nicht mit dem Antrag auf die vorgeburtliche Zulage eingesendet).
- o Beim Tod des Kindes eine Sterbeurkunde oder eine Urkunde zur Todesgeburt sowie eine ärztliche Bescheinigung betreffend die Lebensfähigkeit des Kindes.
- o Für die nicht in Luxemburg wohnenden Personen, eine rezente Haushaltsbescheinigung oder Meldebescheinigung auszustellen durch die zuständige Behörde des Wohnortes der Antragstellerin.
- o Für die in Luxemburg wohnenden Personen, welche nicht Staatsangehörige der EU, des EWR oder der Schweiz sind, ein Nachweis der Aufenthaltsgenehmigung in Luxemburg der Antragstellerin (als Nachweis gilt der „titre de séjour“ oder die „carte de séjour“)

GESETZLICHE BESTIMMUNGEN

Die Bedingungen für die Gewährung der Geburtszulage sind im Buch IV der Sozialgesetzgebung festgelegt, sowie für Mütter, die außerhalb von Luxemburg wohnen, in der EU-Verordnung 492/2011.

Die Geburtszulage verjährt ein Jahr nach der Geburt des Kindes.

Ich erkläre: *eine *keine entsprechende Zulage in meinem Wohnland erhalten zu haben.

Ich erkläre die gesetzlichen Bestimmungen zur Kenntnis genommen zu haben, bestätige dass der vorliegende Antrag ehrlich und komplett ist, wissend dass jede falsche Angabe meinerseits oder das Unterlassen der Mitteilung jeglicher Änderungen, eine Rückzahlung der zu Unrecht bezogenen Beträge mit sich ziehen kann, ungeachtet der gesetzlichen Sanktionen.

Ort _____

Datum _____

Unterschrift der Antragstellerin:

Die Verarbeitung der gelieferten Daten erfolgt gemäß dem abgeänderten Gesetz vom 2. August 2002 betreffend den Schutz der Personen in Bezug auf Verarbeitung von persönlichen Daten.

* zutreffendes bitte ankreuzen



Zukunftskeess
CAISSE POUR L'AVENIR DES ENFANTS

Schalter: 34, avenue de la Porte-Neuve
B.P. 394 · L-2013 Luxembourg
Tel. (352) 47 71 53-1
www.cae.lu



Antrag auf Kindergeld

ANTRAGSTELLER / ANTRAGSTELLERIN	
Name:	_____
Vorname:	_____
Sozialversicherungsnummer:	[Geburtsdatum] ► [Jahr Monat Tag]
Staatsangehörigkeit:	_____
Persönliche Daten*	
<input type="checkbox"/> ledig	<input type="checkbox"/> getrennt lebend
<input type="checkbox"/> verheiratet	<input type="checkbox"/> verwitwet
<input type="checkbox"/> geschieden	<input type="checkbox"/> eingetr. Partnerschaft
<input type="checkbox"/> zusammenlebend mit: seit dem: [Tag Monat Jahr]	
Anschrift	
Straße:	Nr.: _____
PLZ:	Wohnort: _____
Land:	Telefonnummer: _____
Falls vorheriger Wohnort außerhalb Luxemburgs, bitte angeben in welchem Land [Tag Monat Jahr] bis zum	
Tätigkeit*	
<input type="checkbox"/> Lohnempfänger(in) <input type="checkbox"/> Nichtlohnempfänger(in) (Selbstständige(r)) <input type="checkbox"/> Arbeitslosenunterstützung <input type="checkbox"/> Unbezahlter Urlaub <input type="checkbox"/> Ohne Arbeit <input type="checkbox"/> Garant. Mindesteinkommen (RMG) <input type="checkbox"/> Europäische Institutionen oder NSPA <input type="checkbox"/> Pension oder Rente (zuständiges Amt): Seit dem: [Tag Monat Jahr]	
Arbeitgeber	
Name:	_____
Straße:	Nr.: _____
PLZ:	Ort: _____
Land:	_____
Im Falle einer vorherigen Tätigkeit außerhalb Luxemburgs, bitte das entsprechende Land angeben: _____	

EHEGATTE(IN) / LEBENSPARTNER(IN)	
Name:	_____
Vorname:	_____
Sozialversicherungsnummer:	[Geburtsdatum] ► [Jahr Monat Tag]
Staatsangehörigkeit:	_____
Persönliche Daten*	
<input type="checkbox"/> ledig	<input type="checkbox"/> getrennt lebend
<input type="checkbox"/> verheiratet	<input type="checkbox"/> verwitwet
<input type="checkbox"/> geschieden	<input type="checkbox"/> eingetr. Partnerschaft
<input type="checkbox"/> zusammenlebend mit: seit dem: [Tag Monat Jahr]	
Anschrift	
Straße:	Nr.: _____
PLZ:	Wohnort: _____
Land:	Telefonnummer: _____
Falls vorheriger Wohnort außerhalb Luxemburgs, bitte angeben in welchem Land [Tag Monat Jahr] bis zum	
Tätigkeit*	
<input type="checkbox"/> Lohnempfänger(in) <input type="checkbox"/> Nichtlohnempfänger(in) (Selbstständige(r)) <input type="checkbox"/> Arbeitslosenunterstützung <input type="checkbox"/> Unbezahlter Urlaub <input type="checkbox"/> Ohne Arbeit <input type="checkbox"/> Garant. Mindesteinkommen (RMG) <input type="checkbox"/> Europäische Institutionen oder NSPA <input type="checkbox"/> Pension oder Rente (zuständiges Amt): Seit dem: [Tag Monat Jahr]	
Arbeitgeber	
Name:	_____
Straße:	Nr.: _____
PLZ:	Ort: _____
Land:	_____
Im Falle einer vorherigen Tätigkeit außerhalb Luxemburgs, bitte das entsprechende Land angeben: _____	

Im Falle von Trennung oder Scheidung, bitte Angabe der Person, die das Sorgerecht der Kinder ausübt.

Name und Vorname: _____
Straße: _____ Nr.: _____ PLZ: _____ Wohnort: _____ Land: _____

028-000070-2004025-FR

* zutreffendes bitte ankreuzen

Fortsetzung

Bankdaten					
Das Kindergeld ist an <input type="checkbox"/> Frau* <input type="checkbox"/> Herrn* _____ zu überweisen.					
IBAN: _____			BIC Code: _____		
Name der Bank: _____					
NB: Bitte eine Kopie Ihres Bankausweises beifügen. Alle weiteren Familienleistungen werden auf das angegebene Konto überwiesen.					

Ich beantrage Kindergeld für folgende Kinder							
Name und Vorname der Kinder	Geburtsdatum			Verwandschaftsverhältnis (*siehe unten)	Nationalität	Lebt das Kind in Ihrem Haushalt?	Falls ja, seit dem:
	Jahr	Monat	Tag				
1							/ /
2							/ /
3							/ /
4							/ /
5							/ /
6							/ /

** Verwandschaftsverhältnis: biologisches Kind, Adoptivkind, Kind des Partners, Enkelkind, Neffe (Nichte), ...

Sonstige Familienleistungen						
Werden oder wurden bisher für obengenannte Kinder Familienzulagen außerhalb von Luxemburg gezahlt? <input type="checkbox"/> ja* <input type="checkbox"/> nein*						
Falls ja , von welcher Stelle: _____						
Anschrift: _____ Land: _____						
Wer bezieht oder hat die Zulagen bezogen? _____ Aktenreferenz _____						
Werden die Familienleistungen weiterhin bezogen? <input type="checkbox"/> ja* <input type="checkbox"/> nein*						
Falls nein , bis zu welchem Zeitpunkt? _____ . _____ . _____						
NB: Bitte eine Bescheinigung über Ihr Anrecht auf Familienleistungen seitens der Kasse die zuletzt solche gezahlt hat beifügen.						

BELEGSTÜCKE DIE DEM ANTRAG BEIGEFÜGT WERDEN MÜSSEN						
<ul style="list-style-type: none"> o Für die nicht in Luxemburg wohnenden Personen, eine Meldebescheinigung jedes Familienmitgliedes oder eine Haushaltsbescheinigung. o Für die in Luxemburg wohnenden Personen, welche nicht Staatsangehörige der EU, des EWR oder der Schweiz sind, ein Nachweis der Aufenthaltsgenehmigung in Luxemburg jedes Familienmitgliedes (als Nachweis gilt der „titre de séjour“ oder die „carte de séjour“). o Für Kinder für die noch keine Familienleistungen in Luxemburg beantragt wurden: ein Auszug aus dem Geburtenregister. o Eine Kopie Ihres Bankausweises mit eingetragener Kontonummer (IBAN Nr. + BIC Code). o Falls Familienleistungen im Ausland gezahlt wurden, müssen Sie eine Bescheinigung vorlegen über Ihr Anrecht auf Familienleistungen seitens der Kasse welche diese zuletzt gezahlt hat. o Für Schüler und Auszubildende, welche eine Sekundarstufe (oder gleichgestellte) besuchen, sich in Ausbildung befinden oder eine Sonderschule besuchen: eine Schulbescheinigung und gegebenenfalls eine Kopie des Ausbildungsvertrages. 						

Ich erkläre die gesetzlichen Bestimmungen zur Kenntnis genommen zu haben, bestätige dass der vorliegende Antrag ehrlich und komplett ist, wissend dass jede falsche Angabe meinerseits oder das Unterlassen der Mitteilung jeglicher Änderungen, eine Rückzahlung der zu Unrecht bezogenen Beträge mit sich ziehen kann, ungeachtet der gesetzlichen Sanktionen.						
Ort: _____ Datum: _____ . _____ . _____						
Unterschrift des Antragstellers/der Antragstellerin: _____			Unterschrift des Ehegatten/Lebenspartners: _____			
Die Verarbeitung der gelieferten Daten erfolgt gemäß dem abgeänderten Gesetz vom 02.08.2002 betreffend den Schutz der Personen in Bezug auf Verarbeitung von persönlichen Daten.						

* Zutreffendes bitte ankreuzen

AUFZUBEWAHRENDE WICHTIGE MITTEILUNGEN**ZUR ERINNERUNG**

Durch Ihre Unterschrift haben Sie sich verpflichtet der Kasse unverzüglich alles zu melden, was geeignet ist eine Änderung des Anrechtes auf Familienleistungen zu bewirken und zwar:

1. die Auflösung des Haushalts durch Trennung oder Scheidung
2. die Heirat oder die eingetragene Partnerschaft
3. der Tod eines Kindes welches Kindergeld bezieht
4. der Umzug eines bezugsberechtigten Kindes ins Ausland oder in einen anderen Haushalt
5. die Einweisung eines bezugsberechtigten Kindes in eine Sozialanstalt
6. der Schulabbruch eines bezugsberechtigten Kindes
7. das Ausüben einer bezahlten Tätigkeit durch den volljährigen Schüler welcher Kindergeld bezieht
8. der Umzug der Familie oder eines Familienmitgliedes ins Ausland
9. das Ausüben einer Beschäftigung des Ehepartners / Lebensgefährten des Antragsstellers außerhalb Luxemburgs
10. jede Änderung des Arbeitsverhältnisses (Wechsel des Beschäftigungslandes, Aufgabe der Arbeitstätigkeit, Arbeitslosigkeit, ...)

Wir machen Sie darauf aufmerksam, dass falsche oder unvollständige Angaben, beziehungsweise das Unterlassen der geforderten Angaben eine Geldstrafe nach sich ziehen können bis zur Höhe der in diesem Zusammenhang zu Unrecht bezogenen Leistungen, sowie die Erstattung dieser Leistungen.

GESETZLICHE BESTIMMUNGEN**1. Wer hat Anrecht auf Kindergeld?**

Die Kinder die in Luxemburg erzogen werden haben ein persönliches Anrecht auf Kindergeld unter der Bedingung, dass sie effektiv und ununterbrochen in Luxemburg wohnen sowie dort ihren legalen Wohnsitz haben.

Die Kinder, die keine Staatsangehörige eines Mitgliedsstaates der EU, des EWR oder der Schweiz sind, haben ein Anrecht auf Kindergeld unter der Bedingung, dass sie im Besitz einer Aufenthaltsgenehmigung sind und legal in Luxemburg gemeldet sind.

Die Kinder, die Staatsangehörige eines Mitgliedsstaates der EU, des EWR oder der Schweiz sind und ihren Wohnsitz nach Luxemburg verlegen, haben ein Anrecht auf Kindergeld ab dem Folgemonat unter der Bedingung legal in Luxemburg gemeldet zu sein.

Die Kinder von Studierenden oder die Kinder von Personen die ins Ausland entsendet sind, werden als in Luxemburg erzogen betrachtet unter der Bedingung, dass sie ihren legalen Wohnsitz in Luxemburg beibehalten.

Für die Kinder die außerhalb Luxemburgs erzogen werden eröffnet die Arbeitstätigkeit in Luxemburg ein Anrecht auf Kindergeld. Der Berechtigte ist folglich nicht das Kind selbst, sondern der Arbeitnehmer.

Die Bezugsbedingungen für die nicht in Luxemburg wohnenden Kinder sind durch die EU Verordnungen sowie die bi- oder multilaterale Abkommen festgelegt. Es ist zu beachten, dass im Falle einer Arbeitstätigkeit im Wohnland der Kinder, ein vorrangiger Anspruch auf Kindergeld im Wohnland der Kinder besteht.

2. Während welchem Zeitraum wird Kindergeld gezahlt?

Das Kindergeld ist ab dem Geburtsmonat bis zur Vollendung des 18. Lebensjahres geschuldet.

Die Zahlung wird bis zum 25. Lebensjahr aufrechterhalten, wenn das Kind vor Ort und hauptsächlich eine Sekundarstufe besucht, sich in einer Berufsausbildung oder in einer Ausbildung an einer Sonderschule oder gleichgestellten Schule, gemäß seinen Fähigkeiten, befindet.

Das Kindergeld ist nicht mehr geschuldet, wenn das Kind außerhalb seines Studiums eine Berufstätigkeit während mehr als 4 Monaten ausübt, und das Einkommen gleich oder höher als der gesetzliche Mindestlohn ist. Diese Lohngrenze gilt ebenfalls für Ausbildungsentzündigungen.

Das Kindergeld ist ab dem Folgemonats des Todes des Kindes nicht mehr geschuldet.

3. An wen wird das Kindergeld ausgezahlt?

Das Kindergeld wird wahlweise an den Vater oder an die Mutter gezahlt, falls das Kind im gemeinsamen Haushalt erzogen wird. Andernfalls wird es an den Elternteil, an die Person oder Institution gezahlt, in dessen Obhut das Kind sich befindet. Auf Anfrage kann es auch an ein emanzipiertes Kind, sowie an ein bezugsberechtigtes volljähriges Kind weiter gezahlt werden.

**4. Behinderte Kinder.**

Jedes Kind unter 18 Jahren, das eine oder mehrere Behinderungen hat, welche eine Beeinträchtigung oder permanente Minderung der physischen oder mentalen Fähigkeiten von wenigstens 50% der Fähigkeiten eines Kindes gleichen Alters bewirken, hat Anrecht auf eine Sonderzulage. Diese Sonderzulage kann bis zum 25. Lebensjahr gezahlt werden.

Diese Sonderzulage muss anhand eines gesonderten Formulars, welches die Kasse Ihnen auf Anfrage zustellt, beantragt werden.

5. Verjährung

Das Anrecht auf Kindergeld verjährt nicht. Die Verjährungsfrist jeder Monatsrate beträgt jedoch ein Jahr ab dem Ende des Monats für den sie geschuldet ist.

6. Verarbeitung der angegebenen Daten.

Die Verarbeitung der gelieferten Daten erfolgt gemäß dem abgeänderten Gesetz vom 02.08.2002 betreffend den Schutz der Personen in Bezug auf die Verarbeitung von persönlichen Daten.



Zukunftskeess
CAISSE POUR L'AVENIR DES ENFANTS

Schalter: 34, avenue de la Porte-Neuve
B.P. 394 · L-2013 Luxembourg
Tel. (352) 47 71 53-1
www.cae.lu



Antrag auf Sonderzulage

ANTRAGSTELLER / ANTRAGSTELLERIN		EHEGATTE(IN) / LEBENSPARTNER(IN)	
Name:		Name:	
Vorname:		Vorname:	
Sozialversicherungsnummer:		Sozialversicherungsnummer:	
<input type="text"/> Geburtsdatum ► [] Jahr Monat Tag		<input type="text"/> Geburtsdatum ► [] Jahr Monat Tag	
Staatsangehörigkeit:		Staatsangehörigkeit:	
Familienstand:		Familienstand:	
Adresse		Adresse	
Straße: _____ Nr.: _____		Straße: _____ Nr.: _____	
PLZ: _____ Wohnort: _____		PLZ: _____ Wohnort: _____	
Land: _____ Telefonnummer: _____		Land: _____ Telefonnummer: _____	

Ich beantrage die Sonderzulage für folgendes Kind

Name des Kindes: _____	Vorname des Kindes: _____
Sozialversicherungsnummer des Kindes	
<input type="text"/> Geburtsdatum ► [] Jahr Monat Tag	

BEIZUFÜGENDES BELEGSTÜCK

- o Eine kürzlich ausgestellte und ausführliche ärztliche Bescheinigung aus welcher hervorgeht, dass das Kind ein oder mehrere Leiden hat, welche eine Beeinträchtigung oder permanente Minderung der physischen oder mentalen Fähigkeiten von wenigstens 50% der Fähigkeiten eines gesunden Kindes gleichen Alters bewirken.

Bezug ähnlicher Familienleistungen

Beziehen Sie ähnliche Leistungen außerhalb Luxemburgs? ja* nein*

Falls ja bitte angeben in welchem Land: _____

Name der Behörde welche die Leistungen auszahlt: _____

o Bitte eine Zahlungsbescheinigung beifügen.

Ich erkläre die gesetzlichen Bestimmungen zur Kenntnis genommen zu haben, bestätige dass der vorliegende Antrag ehrlich und komplett ist, wissend dass jede falsche Angabe meinerseits oder das Unterlassen der Mitteilung jeglicher Änderungen, eine Rückzahlung der zu Unrecht bezogenen Beträge mit sich ziehen kann, ungeachtet der gesetzlichen Sanktionen.

Ort: _____ Datum: _____ . _____ . _____

**Unterschrift des
Antragstellers/
der Antragstellerin:**

**Unterschrift des
Ehegatten/
Lebenspartners:**

Die Verarbeitung der gelieferten Daten erfolgt gemäß dem abgeänderten Gesetz vom 02.08.2002 betreffend den Schutz der Personen in Bezug auf Verarbeitung von persönlichen Daten.

**VERWALTUNGSKOMMISSION
FÜR DIE SOZIALE SICHERHEIT
DER WANDERARBEITNEHMER**

Bitte „Hinweise“ auf Seite 4 beachten!

E 401

(1)

FAMILIENSTANDBESCHEINIGUNG FÜR DIE GEWÄHRUNG VON FAMILIENLEISTUNGEN

VO 1408/71: Art. 73; Art. 74; Art. 77; Art. 78
VO 574/72: Art. 86.2; Art. 88; Art. 90; Art. 91; Art. 92

A. Bescheinigungsersuchen

1.	<input type="checkbox"/> Arbeitnehmer <input type="checkbox"/> Selbständiger	<input type="checkbox"/> Sorgeberechtigter der Waise <input type="checkbox"/> Waise	<input type="checkbox"/> Rentner (Arbeitnehmersystem) (4) <input type="checkbox"/> Rentner (Selbständigungssystem) (4)
1.1. Name (1 ^a) 1.2. Vorname Frühere Namen (1 ^a) Geburtsort (2) 1.3. Geburtsdatum Geschlecht Staatsangehörigkeit (2) 1.4. Kenn-Nummer/Versicherungsnummer (3)..... 1.5. Personenstand <input type="checkbox"/> ledig <input type="checkbox"/> verheiratet <input type="checkbox"/> verwitwet <input type="checkbox"/> geschieden <input type="checkbox"/> getrennt lebend (5) <input type="checkbox"/> in eheähnlicher Gemeinschaft lebend (6) (7) 1.6. Anschrift im Wohnland der Familienangehörigen Straße Nr. Postleitzahl Ort Land 			
2. <input type="checkbox"/> Ehegatte <input type="checkbox"/> Geschiedener oder getrennt lebender Ehegatte des Erwerbstägigen oder Rentners <input type="checkbox"/> Überlebender Elternteil (8) <input type="checkbox"/> Lebensgefährte (6) (7) 2.1. Name (1 ^a) 2.2. Vorname Frühere Namen (1 ^a) Geburtsort (2) 2.3. Geburtsdatum Geschlecht Staatsangehörigkeit Kenn-Nummer/Versicherungsnummer (3) 2.4. Anschrift Straße Nr. Postleitzahl Ort Land 2.5. Ausübung einer Erwerbstätigkeit: <input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nein			
3. <input type="checkbox"/> Person(en) außer dem Ehegatten, in dessen (deren) Haushalt die Familienangehörigen wohnen 3.1. Name (1 ^a) 3.2. Vorname Frühere Namen (1 ^a) Geburtsort (2) 3.3. Geburtsdatum Geschlecht Staatsangehörigkeit Kenn-Nummer/Versicherungsnummer (3) 3.4. Verwandtschaftsverhältnis mit dem Kind oder den Kindern 3.5. Anschrift Straße Nr. Postleitzahl Ort Land 3.6. Ausübung einer Erwerbstätigkeit: <input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nein			

(1)

E 401

5. Für die Gewährung von Familienleistungen zuständiger Träger

5.1. Bezeichnung

5.2. Anschrift ('')

.....

5.3. Geschäftszeichen

E 401

B. Bescheinigung

Teil B dieses Vordrucks ist vom Einwohnermeldeamt oder der für Personenstandsangelegenheiten zuständigen Behörde oder Dienststelle im Wohnland der Familienangehörigen auszufüllen (¹³).

6.	Zusammensetzung der Familie, in der die in Feld 4 genannten Familienangehörigen leben			
6.1.	Name (¹⁸)	Vornamen	Geburtsdatum (⁹)	Verwandtschaftsverhältnis (¹⁰)
	1.			
	2.			
	3.			
	4.			
	5.			
	6.			
	7.			
	8.			
	9.			
	10.			
6.2.	Bemerkungen (¹³)			

7.	Angaben, die nur für einen dänischen, isländischen oder norwegischen Träger zu machen sind (¹⁴)		
7.1.	Die elterliche Gewalt ausübende Person		
7.2.	Der Unterhalt der Kinder aus Mitteln der öffentlichen Hand bestritten.	<input type="checkbox"/> wird	<input type="checkbox"/> wird nicht
7.3.	Die Mutter und/oder der Vater der Kinder Wenn ja, Todestag:	<input type="checkbox"/> ist/sind verstorben	<input type="checkbox"/> ist/sind nicht verstorben (¹⁵).
7.4.	Die Mutter und/oder der Vater der Kinder Alters- oder Invaliditätsrente.	<input type="checkbox"/> bezieht/beziehen	<input type="checkbox"/> bezieht/beziehen keine (¹⁵)

8.	Bescheinigung des Einwohnermeldeamts oder einer anderen für Personenstandsangelegenheiten zuständigen Behörde oder Dienststelle (¹²) Die Richtigkeit der obigen Angaben wird aufgrund der hier vorliegenden amtlichen Unterlagen bestätigt.		
8.1.	Bezeichnung und Anschrift des Einwohnermeldeamtes, der Behörde oder der Dienststelle (¹¹)		
8.2.	Stempel	8.3. Datum	8.4. Unterschrift

HINWEISE

Der Vordruck ist in Druckschrift auszufüllen. Beim Ausfüllen nicht vor der punktierten Linie anfangen und nicht darüber hinaus schreiben. Der Vordruck umfasst 5 Seiten, von denen keine, auch unausgefüllt, weggelassen werden darf. Er ist in der Sprache der in Feld 8 bezeichneten Behörde auszufüllen.

ANMERKUNGEN

- (¹) Kennbuchstabe des Landes, in dem der Vordruck ausgefüllt wird: BE = Belgien; CZ = Tschechische Republik; DK = Dänemark; DE = Deutschland; EE = Estland; EL = Griechenland; ES = Spanien; FR = Frankreich; IE = Irland; IT = Italien; CY = Zypern; LV = Lettland; LT = Litauen; LU = Luxemburg; HU = Ungarn; MT = Malta; NL = Niederlande; AT = Österreich; PL = Polen; PT = Portugal; SI = Slowenien; SK = Slowakei; FI = Finnland; SE = Schweden; UK = Vereinigtes Königreich; IS = Island; LI = Liechtenstein; NO = Norwegen; CH = Schweiz.
- (^{1a}) Bei spanischen Staatsangehörigen sind beide Namen anzugeben. Bei portugiesischen Staatsangehörigen sind alle Namen (Vornamen, Name, Mädchenname) in standesamtlicher Reihenfolge anzugeben, wie sie aus dem Personalausweis oder Pass ersichtlich sind.
- (^{1b}) Hierunter fällt auch der Geburtsname.
- (²) Bei portugiesischen Orten sind auch Pfarrbezirk und Gemeinde anzugeben.
- (³) Je nach Empfängerträger ist Folgendes anzugeben: für einen tschechischen Träger: die Geburtsnummer; für einen zypriotischen Träger: bei zypriotischen Staatsangehörigen die zypriotische Kenn-Nummer, bei nicht zypriotischen Staatsangehörigen die Nummer des Alien Registration Certificate (ARC); für einen dänischen Träger: die CPR-Nummer; für einen finnischen Träger: die Bevölkerungsregisternummer; für einen schwedischen Träger: die Personennummer (personnummer); für einen isländischen Träger: die persönliche Kenn-Nummer (kennitala); für einen liechtensteinischen Träger: die AHV-Versicherungsnummer; für einen litauischen Träger: die persönliche Kenn-Nummer; für einen lettischen Träger: die Kenn-Nummer; für einen ungarischen Träger: die Sozialversicherungsnummer (TAJ); für einen maltesischen Träger: bei maltesischen Staatsangehörigen die Nummer des Personalausweises und bei nicht maltesischen Staatsangehörigen die maltesische Sozialversicherungsnummer; für einen norwegischen Träger: die persönliche Kenn-Nummer (fødselsnummer); für einen belgischen Träger: die nationale Sozialversicherungsnummer (NISS); für einen deutschen Träger des allgemeinen Rentenversicherungssystems: die Versicherungsnummer (VSNR); für einen spanischen Träger: bei spanischen Staatsangehörigen die auf dem spanischen Personalausweis vermerkte (D.N.I.-) Nummer und bei Ausländern die N.I.E., selbst wenn der Ausweis abgelaufen ist; für einen polnischen Träger: die PESEL- und die NIP-Nummer; für einen portugiesischen Träger: auch die Registrierungsnummer im allgemeinen Rentensystem, wenn die betreffende Person beim portugiesischen Beamtenversorgungssystem versichert war; für einen slowakischen Träger: die Geburtsnummer; für einen slowenischen Träger: die persönliche Kenn-Nummer (EMŠO) und die Steuernummer; für einen schweizerischen Träger: die AVS/AI(AHV/IV)-Versicherungsnummer.
- (⁴) In Dänemark, Polen, der Slowakei, Liechtenstein, Norwegen und der Schweiz wird zwischen Rentnern des Arbeitnehmersystems und Rentnern des Selbständigungssystems nicht unterschieden.
- (⁵) Für norwegische Träger ist das Datum der Trennung anzugeben.

(⁶) Für tschechische, dänische, isländische und norwegische Träger anzugeben.

(⁷) Diese Angabe beruht auf einer Erklärung des Betreffenden selbst.

(⁸) Nur anzugeben, falls nicht bereits in Feld 1 vermerkt.

(⁹) Für dänische und norwegische Träger sind nur Kinder bis zur Vollendung des 18. Lebensjahres anzugeben. Für lettische Träger sind nur Kinder unter 15 Jahren sowie unverheiratete Kinder unter 20 Jahren, die eine allgemein bildende oder eine Berufsschule besuchen und keine Studienbeihilfe erhalten, anzugeben.

(¹⁰) Das Verwandtschaftsverhältnis jedes Familienangehörigen zum Arbeitnehmer ist mit folgenden Buchstaben zu kennzeichnen:

A = Eheliches Kind. In Spanien und Polen: aus der Ehe hervorgegangenes Kind und außerhalb der Ehe geborenes Kind.

B = Für ehelich erklärtes Kind.

C = Angenommenes Kind.

D = Nichteheliches Kind (falls die Bescheinigung für einen männlichen Arbeitnehmer ausgefüllt wird, sind nichteheliche Kinder nur dann zu erwähnen, wenn die Vaterschaft oder die Unterhaltpflicht des Betreffenden amtlich festgestellt wurde).

E = Kind des Ehegatten, das im Haushalt des Arbeitnehmers lebt.

F = Enkel und Geschwister, die der Arbeitnehmer in seinem Haushalt aufgenommen hat; falls der zuständige Träger ein griechischer Träger ist, auch Neffen und Nichten bis zum 3. Grad. Ist der zuständige Träger ein polnischer Träger, dann Enkel und Geschwister nur, wenn der Anspruchsberechtigte oder sein Ehepartner der gesetzliche Vormund der Kinder ist.

G = Sonstige Kinder, die dauernd wie eigene Kinder im Haushalt des Arbeitnehmers leben (Pflegekinder). Ist der zuständige Träger ein polnischer Träger, dann sonstige Kinder nur, wenn der Anspruchsberechtigte oder sein Ehepartner der gesetzliche Vormund der Kinder ist.

H = Für tschechische Träger sind weitere Formen des Sorgerechts zu beschreiben (Sorgerecht, das durch Gerichtsentscheidung anderen Personen als den Eltern, Vormund, Pfleger etc. übertragen wird).

Andere Verwandtschaftsverhältnisse (z. B. Großvater) sind voll auszuschreiben. Ist ein Kind verheiratet, geschieden oder verwitwet, so ist dies in 4 und 6.1 anzugeben; ist ein Kind Halbwaise, so ist dies für die griechischen Träger ebenfalls anzugeben.

(¹¹) Straße, Hausnummer, Postleitzahl, Ort, Land.



E 401

- (¹²) In Spanien: je nach Fall, entweder die Dirección Provincial del Instituto Nacional de la Seguridad Social (Provinzdirektion der Landesanstalt für soziale Sicherheit) oder die Autoridad Municipal (Gemeindebehörde) des Wohnorts; für Seeleute die Dirección Provincial del Instituto Social de la Marina (Provinzialdirektion der Sozialanstalt der Marine);
in Frankreich: der Bürgermeister (Standesamt) oder die Caisse d'allocations familiales (Kindergeldkasse);
in Irland: das Department of Social and Family Affairs, Child Benefit Section (Ministerium für Soziales und Familie, Abteilung Kinder-geld), St. Oliver Plunkett Road, Letterkenny, County Donegal;
in Zypern: das Ministry of Finance, Grants and Benefits Service (Finanzministerium, Abteilung für Zuschüsse und Leistungen), 1489 Nicosia;
in Lettland: Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra (Staatliche Sozialversicherungsanstalt), Riga;
in Polen: Gemeinde oder Bezirk;
in Portugal: die Junta de Freguesia (Gemeindeverwaltung) des Wohnorts der Familienangehörigen;
in der Slowakei: das Úrad práce, sociálnych vecí a rodiny (Amt für Arbeit, Soziales und Familie) des Wohnorts des Antragstellers;
in Finnland: die Sozialversicherungsanstalt in Helsinki;
in Schweden: die Försäkringskassan (Sozialversicherungskasse) des Wohnorts;
im Vereinigten Königreich: Inland Revenue, Child Benefit Office (GB) (Finanzverwaltung, Kindergeldstelle), PO Box 1, Newcastle-upon-Tyne NE 88 1AA bzw. in Nordirland: Child Benefit Office (NI) (Kindergeldstelle), Windsor House, 9-15 Bedford Street Belfast BT2 7UW, und Inland Revenue, Tax Credits Office (Northern Ireland) (Finanzverwaltung, Freibetragsstelle), 52-58 Great Victoria Street, Belfast BT2 7WF, je nach Erfordernis;
in der Schweiz: die Gemeindeverwaltung (Zivilstandsamt) des Wohnorts.
- (¹³) Falls ein Kind nicht die gleiche Anschrift hat, wie sie unter 2.5 oder 3.6 angegeben ist, so ist diese andere Anschrift anzugeben. Für polnische und norwegische Träger bitte angeben, ob das Kind im Waisenhaus, einer Sonderschule oder einer anderen speziellen Einrichtung untergebracht ist.
- (¹⁴) Diese Angaben werden nur erteilt, wenn sie den Dienststellen vorliegen.
- (¹⁵) Unzutreffendes bitte streichen.

ANHANG 3

NÜTZLICHE ADRESSEN

ZukunftsKasse

(*Caisse pour l'avenir des enfants*)

34, avenue de la Porte neuve
L-2227 Luxemburg
T. (+352) 47 71 53 1
www.cae.public.lu

Zentralstelle der Sozialversicherungen

(*Centre commun de la sécurité sociale*)

125, route d'Esch
L-1471 Luxemburg
Postanschrift: L-2975 Luxemburg
T. (+352) 40 14 1 1
F. (+352) 40 44 81
www.ccss.lu

Arbeitnehmerkammer

(*Chambre des salariés*)

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxemburg
Postanschrift: BP 1263 L-1012 Luxemburg
T. (+352) 27 494 200
F. (+352) 27 494 250
csl@csl.lu
www.csl.lu

Schiedsgericht der Sozialversicherung

(*Conseil arbitral de la sécurité sociale*)

16, boulevard de la Foire
L-1528 Luxemburg
T. (+352) 45 32 86
F. (+352) 44 32 66

Oberstes Schiedsgericht der Sozialversicherung

(*Conseil supérieur de la sécurité sociale*)

14, avenue de la Gare
L-1610 Luxemburg
T. (+352) 26 26 05 1
F. (+352) 26 26 05 38

Ministerium für soziale Sicherheit

(*Ministère de la Sécurité sociale*)

26, rue Sainte Zithe
L-2763 Luxemburg
T. (+352) 24 78 63 11
F. (+352) 24 78 63 28
mss@mss.etat.lu
www.mss.public.lu

Notes/Notizen

Notes/Notizen

Droit de la sécurité sociale

Les prestations familiales suite à la réforme de 2016

Cette publication de la Chambre des salariés (CSL), qui traite des prestations familiales des personnes résidant au Grand-Duché ou soumises à une affiliation obligatoire auprès de la sécurité sociale luxembourgeoise, reflète la situation en vigueur au 1^{er} octobre 2016.

La réforme, entrée en vigueur le 1^{er} août 2016, vient considérablement modifier le système des prestations familiales. Une des grandes nouveautés est l'introduction de montants uniformes en matière d'allocations et, en conséquence, l'abandon de la progressivité suivant le nombre d'enfants.

Toutefois, un système transitoire, qui ne concerne que le montant de l'allocation familiale au sens strict, a été mis en place. Concrètement, tous les ménages bénéficiaires de cette allocation avant le 1^{er} août 2016 continuent de toucher le même montant qu'auparavant, boni pour enfants inclus.

Avec cette publication, la CSL a voulu faire la lumière sur les nouvelles règles concernant les prestations familiales. L'ouvrage aborde ainsi successivement l'allocation de naissance, l'allocation familiale en tant que telle, y compris la majoration d'âge et le supplément pour enfants handicapés, ainsi que l'allocation de rentrée scolaire.

Sozialversicherungsrecht

Die Familienleistungen nach der Reform von 2016

Die vorliegende Veröffentlichung der Arbeitnehmerkammer (CSL) behandelt die Familienleistungen der im Großherzogtum ansässigen oder einer Pflichtmitgliedschaft bei der luxemburgischen Sozialversicherung unterliegenden Personen und spiegelt die am 1. Oktober 2016 geltende Situation wider.

Durch die am 1. August 2016 in Kraft getretene Reform wurde das System der Familienleistungen erheblich verändert. Eine der großen Neuerungen ist die Einführung einheitlicher Beträge der Zulagen und folglich die Abschaffung der schrittweisen Erhöhung mit der Anzahl der Kinder.

Es wurde jedoch ein Übergangssystem eingerichtet, das ausschließlich den Betrag des eigentlichen Kindergeldes betrifft. Das heißt konkret, dass sämtliche Haushalte, die diese Zulage vor dem 1. August 2016 bezogen haben, auch weiterhin denselben Betrag wie früher beziehen, einschließlich des Kinderbonus.

Mit der vorliegenden Veröffentlichung möchten die CSL Licht in die neuen Vorschriften in Bezug auf die Familienleistungen bringen. Die Broschüre beschäftigt sich nacheinander mit der Geburtszulage, dem eigentlichen Kindergeld, einschließlich der Alterszulage und der Sonderzulage für behinderte Kinder, und der Schulanfangszulage

Diffusée par :

Librairie Um Fieldgen
3, rue Glesener - L-1631 Luxembourg
info@libuf.lu

Prix : 5 €



Editée par :



CHAMBRE DES SALARIES
LUXEMBOURG

18 rue Auguste Lumière L-1950 Luxembourg
T +352 27 494 200 F +352 27 494 250
csl@csl.lu www.csl.lu